

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉVALUER UNE STRATÉGIE DE SOFT POWER:  
LE CAS DE LA PROMOTION DU MANDARIN STANDARD EN THAÏLANDE

MÉMOIRE DE MAÎTRISE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
MARIE-HÉLÈNE POZZAR

MARS 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire, fruit de deux ans et demi de recherches et d'écriture, n'aurait pu voir le jour sans l'aide de plusieurs personnes que je tiens à remercier ici.

Tout d'abord, je souhaite exprimer ma reconnaissance à mon directeur de recherches, Éric Mottet, professeur au département de Géographie à l'Université du Québec à Montréal. Sa patience, sa disponibilité, sa générosité et ses conseils m'ont soutenu au long de mon cheminement. C'est également grâce à lui qu'il m'a été possible de partir vérifier mes hypothèses de recherche sur le terrain. Merci!

Merci également à Jérémy James, Jacques Ivanoff, Benoît de Tréglodé de l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC) de Bangkok, ainsi qu'à Mr. Rien Loveemongkol, doyen de la faculté des Lettres de l'Université de Chiang Mai pour leur aide et leurs conseils lors de mon terrain de recherche en Thaïlande.

J'ai également une pensée particulière pour Mme Liya Pan (Maître de langues à l'École de langues de l'Université du Québec à Montréal) et Mr. Éric Boulanger (chargé de cours, département de Science politique à l'Université du Québec à Montréal) qui ont été les témoins des débuts de mon intérêt pour la Chine, le mandarin standard et l'Asie de l'Est. Ils ont non seulement encouragé cette curiosité, mais ils m'ont aussi donné les outils adéquats pour l'approfondir.

Aussi, merci à Mylène Hazel (doctorante, Université de Montréal) qui, malgré les impératifs de sa propre thèse, m'a aidé lors de la conception des graphiques de mon chapitre trois et la mise en forme de ces données.

Enfin, je tiens à remercier ma famille, dont le soutien indéfectible a permis que je mène ce projet jusqu'au bout.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES .....	vii
LISTE DES TABLEAUX .....	viii
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES .....	ix
RÉSUMÉ .....	x
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
SOFT POWER, SOFT POWER CHINOIS ET INSTITUTS CONFUCIUS .....	5
1.1. À l'origine de la notion de soft power: Joseph S. Nye Jr. ....	5
1.1.1. Transformations du système international .....	6
1.1.2. Émergence de la notion de soft power .....	8
1.1.3. Les objectifs du soft power .....	9
1.1.4. Les sources du soft power .....	10
1.1.5. L'exercice et la diffusion du soft power .....	11
1.2. Premiers pas du soft power en Chine .....	13
1.2.1. Diffusion de la notion .....	14
1.2.2. Popularité de la notion .....	16
1.3. Les penseurs chinois se réapproprient la notion de soft power .....	19
1.3.1. Points de divergence avec Nye .....	19
1.3.2. Penser le soft power en dehors du cadre de Nye .....	20
1.4. Différentes écoles théoriques .....	21
1.4.1. L'école culturelle .....	22
1.4.2. Les écoles secondaires .....	23
1.5. Les objectifs assignés au soft power chinois .....	27
1.5.1. Première moitié des années 2000 .....	27
1.5.2. Seconde moitié des années 2000 .....	28

1.5.3.	Interprétation des auteurs de la littérature secondaire .....	29
1.5.4.	Rassurer ses voisins, et après ? .....	30
1.6.	La culture, élément central des stratégies de soft power chinoises .....	33
1.6.1.	Quelques remarques au sujet de la culture traditionnelle chinoise .....	33
1.6.2.	Mesures politiques .....	34
1.6.3.	Modalités de production et de diffusion du soft power .....	35
1.6.4.	Atouts et limites du soft power culturel chinois .....	36
1.7.	En détail .....	38
1.7.1.	Internationaliser les médias chinois .....	38
1.7.2.	Promouvoir la langue chinoise .....	40
1.7.3.	Mettre en place un réseau d'Instituts Confucius .....	44
1.8.	Conclusion .....	49
CHAPITRE II		
CADRE THÉORIQUE, CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE .....		
2.1.	Un problème dans la littérature : comment évaluer le soft power ? .....	52
2.1.1.	Originalité et objectif de notre recherche .....	54
2.2.	Cadre théorique et conceptuel .....	56
2.2.1.	Barnett et Duval : la multi-dimensionnalité du concept de puissance .....	56
2.2.2.	Ding : la multi-dimensionnalité du soft power et la multi-dimensionnalité de ses sources .....	59
2.2.3.	Ding et Huang : un premier modèle de fonctionnement du soft power .....	64
2.2.4.	Ding : un modèle de «conversion de ressources de soft power en résultats» .....	67
2.2.5.	Le rôle de la diaspora dans la diffusion des stratégies de soft power : un rôle double .....	69
2.3.	Méthodologie .....	71
2.3.1.	Type de recherche .....	72
2.3.2.	Notions concepts utilisés .....	73
2.3.3.	Variables et indicateurs .....	74
2.3.4.	Enquête de terrain .....	75
2.3.5.	Questionnaire .....	76
2.3.6.	Entrevues .....	80
2.3.7.	Traitement et analyse des données .....	81

2.4.	Conclusion .....	81
CHAPITRE III		
	ANALYSE DES RÉSULTATS .....	83
3.1.	Conditions requises par le modèle de Ding (2008) .....	83
3.1.1.	Les relations sino-thaïes et la place de la diaspora chinoise en Thaïlande des «Juifs d'Extrême-Orient» à la «relation spéciale» .....	84
3.1.2.	La Thaïlande, entre «semi-démocratie» et «démocratie en consolidation» ...	93
3.1.3.	Un processus décisionnel rationnel? .....	94
3.1.4.	L'existence de différents réseaux de communication entre les deux pays ....	96
3.1.5.	L'absence de stratégie de soft power concurrente d'un État tiers .....	97
3.2.	Résultats et analyse du terrain de recherche .....	99
3.2.1.	Un réseau d'Instituts Confucius bien implanté .....	99
3.2.2.	Comment l'enseignement du mandarin est-il envisagé? .....	103
3.2.3.	La collaboration entre les parties thaïes et chinoises .....	110
3.2.4.	Les apprenants thaïs : profil et représentations .....	113
3.2.5.	Un engouement durable? .....	125
3.3.	Conclusion .....	129
	CONCLUSION .....	132
APPENDICE A		
	MODÈLE DE CONVERSION DES RESSOURCES DE SOFT POWER EN RÉSULTATS (DING, 2008) .....	139
APPENDICE C		
	QUESTIONNAIRE DISTRIBUÉ AUX ÉTUDIANTS THAÏS, VERSION ANGLAISE, APRÈS MODIFICATIONS .....	140
APPENDICE D		
	QUESTIONNAIRE DISTRIBUÉ AUX ÉTUDIANTS THAÏS, VERSION ANGLAISE, AVANT MODIFICATIONS .....	142
APPENDICE E		
	QUESTIONNAIRE DISTRIBUÉ AUX ÉTUDIANTS THAÏS, VERSION THAÏE .....	144
APPENDICE F		
	QUESTIONNAIRE DISTRIBUÉ AUX ÉTUDIANTS THAÏS, VERSION CHINOISE .....	146

APPENDICE G	
QUESTIONS POSÉES LORS DES ENTREVUES SEMI-DIRIGÉES AVEC LES DIRECTEURS ET LE PERSONNEL DES INSTITUTS CONFUCIUS .....	148
APPENDICE H	
LISTE DES ENTREVUES EFFECTUÉES .....	149
APPENDICE I	
LISTE DES INSTITUTS CONFUCIUS DE THAÏLANDE .....	150
APPENDICE J	
LOCALISATION DES INSTITUTS CONFUCIUS VISITÉS .....	151
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE .....	152

## LISTE DES FIGURES

1.1. Évolution du nombre de touristes en Chine 1978-2005 .....	page 37
1.2. Étudiants internationaux en Chine 1995-2004 .....	page 41
2.1. Modèle de conversion des ressources de soft power en résultats .....	page 64
3.1. Connaissance des Instituts Confucius .....	page 106
3.2. Origine ethnique des répondants .....	page 115
3.3. Motivation des répondants pour apprendre le mandarin standard .....	page 116
3.4. Représentation des relations Chine-Thaïlande .....	page 118
3.5. Représentation de l'impact économique de la Chine sur la Thaïlande .....	page 119
3.6. Représentation de l'impact culturel de la Chine sur la Thaïlande .....	page 120
3.7. Changement ou absence de changement de l'opinion des répondants .....	page 123

## LISTE DES TABLEAUX

3.1. Personnel des Instituts Confucius visités .....	page 100
3.2. Motivation des répondants à apprendre le mandarin standard .....	page 116
3.3. Représentation de l'impact économique de la Chine sur la Thaïlande .....	page 119
3.4. Représentation de l'impact culturel de la Chine sur la Thaïlande .....	page 121

## LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ASEAN	<i>Association of Southeast Asian Nations</i>
ARF	<i>ASEAN Regional Forum</i>
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
FALSG	<i>Foreign Affairs Leading Small Group of the Communist Party of China</i>
FLE	Français langue étrangère
FMN	Firme multinationale
IRASEC	Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
ONG	Organisation non gouvernementale
PCC	Parti communiste chinois
RPC	République populaire de Chine

## RÉSUMÉ

La question de l'évaluation des stratégies de soft power est un problème récurrent dans la littérature sur le sujet : si Joseph S. Nye Jr. a forgé un concept essentiel pour comprendre le monde actuel, il n'a pas développé de méthode précise pour évaluer ces stratégies déployées par les États. Sur l'ensemble des chercheurs ayant écrit sur le sujet, seul le professeur Sheng Ding (Bloomsburg University) propose un modèle qui permet une telle évaluation. En s'appuyant sur le cadre analytique qu'il propose, notre mémoire s'attache à évaluer l'une des stratégies de soft power mises en place par le gouvernement chinois en Thaïlande : la promotion du mandarin standard via le réseau d'Instituts Confucius.

L'intérêt de notre recherche est triple. Premièrement, il s'agit d'adapter et de mettre en pratique l'une des rares – sinon la seule – méthode d'évaluation des stratégies de soft power proposées à ce jour. Deuxièmement, il s'agit d'apporter une contribution au champ global des connaissances en relations internationales en améliorant la compréhension de la notion de soft power, nouvelle forme de puissance et nouvelle modalité de concurrence entre les grandes puissances. Troisièmement, la République populaire de Chine ayant fait du soft power un principe officiel de sa politique étrangère depuis 2007, il apparaît essentiel d'analyser plus en profondeur l'une des principales stratégies de politique étrangère d'un acteur désormais incontournable.

Résultant de cette problématique, notre question centrale de recherche se formule ainsi : est-il possible d'évaluer le résultat de la stratégie de promotion du mandarin standard, via le réseau d'Instituts Confucius, mise en place par la Chine en Thaïlande? Autrement dit, nous cherchons à observer la présence d'un processus de conversion de la ressource de soft power retenue (mandarin standard) en résultats. Puis, nous cherchons à caractériser le résultat observé (celui-ci est-il positif, négatif, neutre, etc.).

Notre argumentation se développe en trois temps : notre premier chapitre expose deux notions centrales et deux concepts opératoires de notre recherche : le soft power tel qu'initialement développé par Nye et le «soft power chinois», la stratégie de promotion du mandarin standard et le réseau d'Instituts Confucius. Notre deuxième chapitre traite de la structure théorique, conceptuelle et méthodologique de notre démarche de recherche. Enfin notre troisième chapitre présente les résultats de notre travail de recherche, nous permettant ainsi de répondre à notre question de recherche.

Mots clés : Chine, soft power, Institut Confucius, Thaïlande, politique étrangère, mandarin standard, puissance (théories).

## INTRODUCTION

Développer son soft power est devenu une priorité pour le gouvernement chinois à partir du début des années 2000, date de l'arrivée au pouvoir de Hu Jintao et Wen Jiabao, dirigeants dits de la «quatrième génération». Le soft power a été officiellement adopté comme principe de politique étrangère lors du 17<sup>ème</sup> Congrès national du Parti Communiste Chinois (PCC) en 2007. Cette génération de dirigeants a en effet décidé de renforcer l'attractivité et le pouvoir de séduction de la République populaire de Chine (RPC), au niveau régional et international, et ce, particulièrement dans son voisinage sud-est asiatique. La majorité des initiatives découlant de ce principe vise à améliorer l'image de la Chine à l'étranger de manière à diminuer les inquiétudes suscitées par la montée de puissance de la RPC. Pour ce faire, Beijing dispose de plusieurs ressources. Les ressources que les dirigeants chinois ont choisi de mettre de l'avant relèvent du domaine culturel (langue et culture).

Les Instituts Confucius, lieux d'apprentissage du mandarin standard et vecteurs de la culture chinoise constituent l'un des fers de lance de la stratégie de soft power culturel chinois. Parmi les pays d'Asie du Sud-Est, zone test de leurs stratégies, la Thaïlande constitue un cas particulièrement intéressant : sur les 26 Instituts Confucius actuellement présents dans cette région<sup>1</sup>, 12 sont situés en Thaïlande. Par ailleurs, il est à noter que tous les accords concernant l'ouverture des Instituts Confucius dans le royaume ont été conclus entre 2006 et 2007, ce qui coïncide avec l'officialisation du soft power comme principe de politique étrangère à Beijing.

La notion de soft power, originellement développée par Nye à la fin des années 1980, est devenue essentielle pour comprendre les nouvelles formes de puissance ayant émergé dans le système international post-Guerre froide. Sa notion a suscité une vive attention dans les milieux académiques chinois dès 1993, avec la parution de l'article d'un professeur de l'Université

---

<sup>1</sup> Selon le site web du Hanban, consulté le 10 mars 2011: Singapour: 1 Institut Confucius (IC), Philippines: 3 IC, Thaïlande: 12, Birmanie: 0, Indonésie: 7, Malaisie: 2, Vietnam : 0, Laos : 1, Cambodge : 1, Brunei : 0. Il est à noter que le nombre d'Instituts Confucius en Indonésie a progressé rapidement ces deux dernières années.

Fudan (Shanghai), Wang Huning : «Culture as National Power : Soft Power». Par la suite, le soft power a généré d'intenses débats dans les milieux académiques puis politiques, ces derniers commençant à s'y intéresser à partir de la seconde moitié des années 1990.

La question de l'évaluation des stratégies de soft power demeure toutefois irrésolue, ce qui limite sa portée analytique: si Nye a forgé une notion essentielle pour mieux comprendre le monde actuel, il n'a pas proposé de méthode précise pour évaluer les stratégies découlant de ce principe mises en place par les États. En effet, comment des ressources potentielles de soft power peuvent-elles être converties en résultats (soft power effectif)? Comment savoir si les modifications au niveau du comportement et/ou de la perception d'un acteur résultent des stratégies de soft power mises en place et non d'autres facteurs?

Sur l'ensemble des chercheurs ayant écrit sur le sujet, seul le professeur Ding (2008) a développé une méthode qui permette une telle évaluation : le «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats». S'appuyant sur le cadre analytique qu'il propose, notre mémoire cherche à évaluer l'une des stratégies de soft power mises en place par le gouvernement chinois, via le réseau d'Instituts Confucius, en Thaïlande : la promotion du mandarin standard.

Résultant de cette problématique, notre question centrale de recherche se formule ainsi : est-il possible d'évaluer le résultat de la stratégie de promotion du mandarin standard, via le réseau d'Instituts Confucius, mise en place par la Chine en Thaïlande? Autrement dit, nous cherchons à observer la présence d'un processus de conversion (diffusion, promotion de la langue) des ressources de soft power culturel de la Chine (le mandarin standard) en résultats. Si oui, quel est ce résultat? Est-il positif («engouement durable» pour l'apprentissage du mandarin standard dans la population étudiante thaïlandaise, amélioration de l'image de la Chine dans la population thaïlandaise, etc.), négatif (intérêt ponctuel, ou engendré par une dynamique ne relevant pas du soft power) ou autre?

Notre hypothèse, qui constitue la réponse anticipée à notre question centrale de recherche, postule que l'engouement pour l'apprentissage du mandarin chez les étudiants thaïs est favorisé

par une stratégie de promotion du mandarin standard via le réseau d'Institut Confucius, celui-ci ayant pour but d'améliorer l'image internationale de la Chine.

L'intérêt de notre recherche est double. Premièrement, il s'agit d'adapter et de mettre en pratique l'une des rares – sinon la seule – méthode d'évaluation des stratégies de soft power proposées à ce jour : le «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats» de Ding (2008). L'originalité de notre recherche réside ici dans l'opérationnalisation de la notion de soft power, habituellement jugée trop complexe et trop abstraite pour pouvoir mener une recherche empirique telle que nous l'envisageons.

Deuxièmement, il s'agit d'apporter une contribution au champ global des connaissances en relations internationales en améliorant la compréhension de la notion de soft power. Ainsi que le mentionne Nye dans ses premiers articles sur le sujet, le soft power est une nouvelle forme de puissance issue des changements dans le système international post-Guerre froide. Il observe en effet que les facteurs traditionnels de la puissance (capacités militaires, poids démographique, ressources stratégiques) tendent à diminuer en importance au profit d'autres facteurs moins fongibles et immatériels tels que le niveau d'éducation de la population, la technologie, la culture, etc. Le soft power est devenu une nouvelle forme essentielle de puissance, une nouvelle modalité de concurrence entre les grandes puissances. Il apparaît donc impératif de mieux comprendre son fonctionnement.

Une démarche de recherche hypothético-déductive a été privilégiée dans ce mémoire. Celle-ci se compose de l'analyse d'un corpus de documents et d'un terrain de recherche réalisé en Thaïlande entre janvier et mars 2011 (observations, entrevues, distribution d'un questionnaire). La période retenue pour la recherche se situe entre août 2006 (ouverture du premier Institut Confucius en Thaïlande) et mars 2011 (fin de notre terrain de recherche).

La structure argumentative de notre mémoire se compose de trois parties. Notre premier chapitre, plus descriptif, définit deux notions centrales de notre recherche (problématique de recherche) : le soft power tel qu'envisagé par son fondateur (Nye) et le «soft power chinois», nommé ainsi en raison du processus de sinisation qu'a subi la notion originale au cours de son cheminement en RPC. Après avoir défini le soft power, son contexte d'émergence, ses ressources, et son

fonctionnement tel qu'envisagé par Nye, nous présentons les premiers pas de la notion en Chine, l'intérêt et les débats qu'elle a suscité dans les milieux académique puis politiques, les différentes écoles de pensée auxquelles elle a donné naissance, etc. jusqu'à son adoption officielle en tant que principe de politique étrangère en 2007. Nous nous penchons également sur les objectifs assignés au soft power par les dirigeants de la quatrième génération, ainsi que sur les stratégies privilégiées par le gouvernement, les stratégies de soft power culturelles en détaillant trois d'entre elles : la stratégie d'internationalisation des médias chinois, la promotion de la langue et la mise sur pied d'un réseau d'Institut Confucius. Notre premier chapitre, en plus de présenter ces deux notions centrales à notre recherche, présente également nos deux concepts opératoires<sup>2</sup> : les Instituts Confucius et la stratégie de promotion du mandarin standard.

Notre deuxième chapitre traite de la structure de notre démarche de recherche (cadre théorique et méthodologique). Tout d'abord, il précise les fondements théoriques de la notion de soft power, démarche nécessaire à la compréhension de notre cadre d'analyse. Ensuite, il présente notre cadre d'analyse. Enfin, il détaille la méthodologie utilisée lors de notre terrain de recherche (observations, entrevues, distribution du questionnaire).

Notre troisième chapitre présente les résultats de notre démarche de recherche et les éléments de réponse à notre question centrale de recherche. Il se compose de deux sections : la première montre que la Thaïlande remplit toutes les conditions énoncées par Ding (2008) pour que son modèle fonctionne tandis que la seconde présente les résultats de notre terrain de recherche effectué en Thaïlande à l'hiver 2011.

La discussion de nos résultats, qui nous permet de confirmer, d'infirmer ou de nuancer notre hypothèse (réponse anticipée à notre question centrale de recherche), est traitée dans notre conclusion générale.

---

<sup>2</sup> Les concepts opératoires découlent de notre cadre d'analyse. Ce sont eux qui nous donnent accès à une réalité observable, et qui nous permettent d'identifier les variables pertinentes à notre recherche.

## CHAPITRE I

### SOFT POWER, SOFT POWER CHINOIS, ET INSTITUTS CONFUCIUS

Ce premier chapitre présente deux notions centrales de notre recherche : la notion de soft power telle qu'originellement développée par Nye, et celle de «soft power chinois». Après avoir défini le soft power, son contexte d'émergence, ses ressources, et son fonctionnement tel qu'envisagé par Nye, nous présentons les premiers pas de la notion en Chine, l'intérêt et les débats qu'elle a suscité dans les milieux académique puis politiques, les différentes écoles de pensée auxquelles elle a donné naissance, etc. jusqu'à son adoption officielle en tant que principe de politique étrangère en 2007. Nous nous penchons également sur les objectifs assignés au soft power par les dirigeants de la quatrième génération, ainsi que sur les stratégies privilégiées par le gouvernement, les stratégies de soft power culturelles en détaillant trois d'entre elles : la stratégie d'internationalisation des médias chinois, la stratégie de promotion du mandarin standard et la mise sur pied d'un réseau d'Institut Confucius (ces deux dernières stratégies constituant également nos concepts opératoires).

#### 1.1. À l'origine de la notion de soft power : Joseph S. Nye Jr.

Joseph S. Nye Jr.<sup>3</sup> a créé la notion de soft power dans le contexte de l'après Guerre froide alors qu'il cherchait à expliquer la victoire des États-Unis sur l'URSS. Selon lui, les transformations

---

<sup>3</sup> Joseph S. Nye, Jr. est considéré comme le père de la notion de soft power. Diplômé de l'université *Harvard* (Ph.D.) en 1964, il devient ensuite professeur puis doyen de la *Kennedy School* en 1995. En parallèle d'une carrière académique qui l'a amené à enseigner dans plusieurs universités renommées (Harvard, Genève, Londres, Ottawa), il a occupé plusieurs postes importants au sein d'agences gouvernementales : assistant au sous-secrétaire d'État pour la *Security Assistance, Science and Technology* (1977-1979), président du *National Security Council Group on Nonproliferation of Nuclear Weapons* (1977-1979), président du *National Intelligence Council*, et *Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs* (1994 et 1995), etc. Sur le plan de la théorie des relations internationales, Nye a tout d'abord publié des travaux avec R. Keohane sur le transnationalisme et l'interdépendance complexe (1972, 1977, etc.). Ces travaux aboutissent à une remise en question certains aspects de la théorie réaliste, notamment

qu'a connues le système international lors de la Guerre froide ont entraîné des changements au niveau de la nature de la puissance, ce qui a permis l'émergence d'une nouvelle forme de puissance «intangible et immatérielle» : le soft power (Nye, 1990a :160, et 1990b : 181).

### 1.1.1. Transformations au sein du système international

Nye (1990) dresse la liste des changements au sein du système international qui ont abouti à l'émergence du soft power. De manière générale ces transformations systémiques aboutissent à une complexification des échanges internationaux : nouveaux moyens de communications, nouveaux acteurs, nouvelles technologies, etc. Ces modifications rendent obsolètes les définitions classiques de la puissance<sup>4</sup> ainsi que ses sources traditionnelles : ils favorisent le développement de nouvelles bases de puissance telles que l'économie, la maîtrise des technologies de pointe, la qualité de l'éducation, la cohésion nationale, les habiletés institutionnelles d'un gouvernement, la capacité à tirer profit des situations d'interdépendance, etc. (Nye, 1990b : 179) Par ailleurs, Nye juge que la définition classique de la puissance<sup>5</sup> comporte plusieurs faiblesses qui contribuent à son obsolescence. Premièrement, il estime que possession de certaines ressources ne signifie pas puissance effective, il est également important d'avoir la capacité de les convertir en puissance effective (celle-ci étant mesurée par l'atteinte de ses objectifs ou un changement au niveau du comportement des autres acteurs). Ensuite, il

---

la notion de puissance, «ce qui permettra plus tard à Nye de formuler la notion de soft power» (Macleod et O'Meara, 2007 : 100). Après *Bound to Lead : The Changing Nature of American Power* (1988) qui consacre la notion de soft power, il entreprend de la préciser dans plusieurs articles et ouvrages ultérieurs dont *Soft Power: The Means to Success in World Politics* (2004).

<sup>4</sup> La définition classique de la puissance reprise par Nye (1990a) est la suivante : la puissance désigne la capacité de contrôle d'un acteur sur les autres acteurs, la capacité de leur faire faire ce qu'ils ne feraient pas autrement. Cette capacité de contrôle repose sur la possession d'un certain type de ressources : une large population, un grand territoire, un poids économique important, des forces militaires conséquentes, une stabilité politique, etc. (Nye, 1990a : 154). Il existe plusieurs façons d'exercer la puissance : il est possible d'influencer les unités du système (acteurs politiques), ou bien le système lui-même (résultats globaux) (Nye, 1990a : 156). Il est également possible d'exercer la puissance de façon directe (l'acteur emploie alors son pouvoir de coercition ou utilise son «*command power*», qui repose sur les incitatifs, les récompenses et les menaces) ou de façon indirecte (dans cette optique, l'État parvient à ses fins en usant de l'attraction qu'il génère chez les autres ou séduction).

<sup>5</sup> Note : cette première partie vise à présenter la notion de soft power de manière générale, afin d'avoir une base pour comprendre la partie suivante traitant soft power chinois. Nous approfondirons de concepts qui sous-tendent cette notion (multi-dimensionnalité de la puissance, etc.), ainsi que ses faiblesses (comment évaluer la puissance et le soft power) dans notre chap. 2 – Cadre théorique, conceptuel et méthodologie de la recherche.

estime que la puissance est contextuelle : les sources de la puissance (comprise au sens classique du terme) ne sont plus pertinentes dans le contexte mondial actuel : la puissance est désormais relationnelle et immatérielle.

Parmi les modifications du système international, il recense l'apparition de nouveaux moyens de communication et de nouvelles technologies, l'émergence de nouveaux acteurs internationaux, le basculement dans une ère de «tout informationnel», des changements au niveau de la nature des problèmes mondiaux et la fin de la prépondérance de la puissance militaire.

Les nouveaux moyens de communication apparus au début des années 1990 ont accéléré l'interdépendance économique et financière des États. Selon Nye (1990a), cette interdépendance constitue une contrainte importante à l'exercice de la puissance ainsi qu'à la formulation de l'intérêt national (Nye, 1990a : 161). Nye estime que la puissance est devenue «relationnelle» : le déséquilibre au niveau de la répartition de la puissance entre deux acteurs politiques interdépendants leur permet de tirer parti de leur position d'infériorité ou de supériorité, chacun étant d'une façon vulnérable à l'autre dans un domaine donné (Nye, 1990a : 158).

L'émergence et la diffusion de nouvelles technologies ont eu un impact important sur l'exercice de la puissance militaire, celle-ci n'étant plus désormais le monopole des seuls acteurs étatiques. D'une part, la technologie militaire a été rendue accessible aux «petits pays», mais aussi aux groupes non gouvernementaux (groupes extrémistes par exemple). D'autre part, les progrès dans le domaine des technologies de la communication ont rendu la puissance militaire socialement plus coûteuse à utiliser<sup>6</sup>.

Par ailleurs, le basculement dans une ère du «tout informationnel» a sonné la fin de la prépondérance du facteur militaire de la puissance. Selon Nye, dans la situation actuelle de surabondance de l'information, la puissance réside 1) dans le fait de savoir où se situe

---

<sup>6</sup> Nye (1990a) estime que l'utilisation de la puissance militaire est devenue plus coûteuse, non seulement en raison des nouvelles technologies de la communication mais aussi en raison d'un ensemble d'autres facteurs tels que l'émergence de nouvelles normes internationales, le poids croissant de l'opinion publique des démocraties occidentales, l'émergence du facteur économique en tant que facteur concurrent du facteur militaire de la puissance, l'éveil des nationalisme dans les pays périphériques – qui rend difficile l'intervention d'une grande puissance à la périphérie pour imposer son point de vue, etc. (Nye 1990a).

l'information importante dans la masse d'information disponible et 2) dans le faire de savoir attirer l'attention du public pour faire passer son message (Nye, 2008 : 99).

L'émergence de nouveaux acteurs internationaux, tels les firmes multinationales (FMN) ou les organisations non gouvernementales (ONG) modifie également les sources et l'exercice de la puissance : d'une part l'aspect économique devient un facteur essentiel de la puissance et d'autre part, l'action de ces nouveaux acteurs forme de nouvelles contraintes que les États doivent prendre en compte dans leurs décisions (Nye, 1990a : 157).

Enfin, les changements au niveau de la nature des problèmes mondiaux ont également transformé l'exercice de la puissance : ceux-ci étant devenus globaux, ce n'est plus la confrontation mais la capacité à coopérer qui témoigne de la puissance d'un acteur.

#### 1.1.2. Émergence de la notion de soft power

Résultat des transformations du système international, une nouvelle forme de puissance «intangible, immatérielle et moins fongible» a émergé : le soft power (Nye 2004). De façon très générale, le soft power peut se définir comme «la capacité à changer ce que les autres *veulent* en raison de sa force d'attraction, ce qui s'oppose au hard power<sup>7</sup>, qui est la capacité à changer ce que les autres *font*»<sup>8</sup> (Nye, cité dans Wang et Lu, 2008 : 425, italique des auteures). Bien que Nye ait créé cette notion pour analyser le comportement des États dans le système international, il note qu'il en existe des équivalents à d'autres niveaux : entreprises, communautés, ONG, etc. Le soft power reste cependant une notion vague qu'il est possible de décliner en plusieurs «capacités» pour une meilleure compréhension (Courmont, 2009).

---

<sup>7</sup> Les domaines militaires et économiques sont considérés relevant du hard power. Le hard power comprend tous les aspects de la puissance qui relèvent du changement du comportement de l'acteur politique au moyen de menaces, coercition (bâton), paiements et récompenses (carottes). Le soft power fonctionne au moyen de l'attraction et de la séduction.

<sup>8</sup> Toutes les citations en langue étrangère (arglais, chinois, etc.) ont été traduites par l'auteure, à moins d'indication contraire.

Premièrement, la capacité à séduire et à attirer (Courmont, 2009 : 7) : il s'agit d'amener les autres acteurs à modifier leurs préférences ou leurs comportements grâce au désir d'imitation que l'on suscite chez les autres acteurs (par exemple en diffusant une image internationale positive de son État). Le soft power diffère donc de l'influence car celle-ci peut découler du hard power (influence économique, militaire) (Nye, 2008 : 95). Deuxièmement, le soft power provient de la capacité d'un État à définir l'agenda politique mondial en fonction de ses préférences et d'une «manière qui oriente les préférences de autres acteurs» (Courmont, 2009 : 7). Il s'agit de façonner son environnement mondial, par exemple en orientant le choix des thèmes abordés et la façon dont ils seront traités lors des grandes réunions mondiales (Nye, 1990b : 181). Enfin, le soft power découle de la capacité d'un État à rendre sa puissance légitime aux yeux des autres acteurs, de manière à ce qu'ils ne s'opposent pas à ses décisions. Cela implique que l'État est en mesure de rendre sa culture et ses valeurs de politique intérieure attractives mais aussi de peser sur le processus de mise en place des normes internationales. C'est de cette façon qu'il s'assure une position dominante : d'une part il n'a pas d'efforts à fournir pour s'adapter au système international, d'autre part, les États en position d'infériorité (les «dominés») intériorisent la position de supériorité de l'État dominant : elle leur paraît naturelle en raison de son accord avec les normes des organisations internationales<sup>9</sup>.

### 1.1.3. Les objectifs du soft power

Le soft power permet d'atteindre un double objectif : il permet d'orienter les préférences des autres acteurs (de façon indirecte) tout en créant un « environnement favorable à l'acceptation de certaines décisions politiques» (Fan, 2008 : 153 et Nye, 2004 : 99). Dans le contexte international actuel caractérisé par l'hyper-communication et une importante proportion d'États démocratiques, modifier son environnement extérieur implique non seulement de convaincre les dirigeants étrangers du bien fondé de ses politiques, mais surtout leurs population. Selon Nye

---

<sup>9</sup> On note ici le lien avec les théories de l'hégémonie développées par Gramsci puis Cox : « [...] un leadership mondial qui prétend représenter l'intérêt universel et qui s'étend au système interétatique. La priorité accordée aux fondements idéologiques et culturels explique le comment du consentement de la participation des groupes subordonnés [...]. Les structures de l'hégémonie, parce qu'elles légitiment les politiques et l'ordre nationaux créent des normes universelles et mettent en place des mécanismes et des institutions servant à établir des règles de droit et de comportement pour les États et les acteurs transnationaux, et facilitent l'enracinement des bases sociales et matérielles nécessaires à l'exercice du pouvoir par l'hégémon», (Macleod *et al.*, 2004 : 212).

(2004), améliorer son image internationale est l'un des moyens privilégié pour parvenir à cette fin : en effet, présenter «une image méliorative de son pays à l'opinion publique des autres pays» est essentiel puisque la population peut désormais exercer une certaine influence sur les instances décisionnelles (parlement, élections, etc.) (Nye, 2004 : 105).

#### 1.1.4. Les sources du soft power

Selon Nye, les sources du soft power se répartissent en trois catégories : la culture, les valeurs politiques internes et la politique étrangère, auxquelles il est possible d'ajouter certains aspects de la puissance économique et militaire. Pour être considérées comme de réelles sources de soft power, ces éléments doivent être considérés comme légitimes, crédibles et attirants par les autres acteurs politiques (entraînant ainsi un désir d'imitation).

La culture se définit comme «l'ensemble des valeurs et des pratiques qui créent du sens dans une société» (Nye, 2004 : 11). Il est à noter qu'il existe plusieurs types de culture, chacune devant être publicisée en fonction de ses particularités : culture savante (musique classique, littérature, art, échanges académiques, histoire, etc.) et culture populaire (cinéma, musique populaire, séries et émissions télévisées, etc.). Disposer de ressources culturelles n'est cependant pas suffisant : il faut également disposer de moyens de convertir ces ressources culturelles en résultats (soft power effectif), c'est-à-dire les diffuser et les rendre attirantes auprès des populations étrangères (commerce, organisation d'évènements culturels, échanges académiques, etc.).

Les valeurs politiques intérieures : dans cette catégorie, Nye (2004) regroupe toutes les mesures politiques prises par un gouvernement, les valeurs qu'il privilégie dans sa politique intérieure, ses idéaux politiques (importance accordée aux droits humains par exemple), le type de modèle politique et la nature du régime (démocratie, État autoritaire, etc.). De même que pour les ressources culturelles, ces ressources doivent être converties en résultats en usant de moyens pour les rendre attractives auprès des populations visées.

Nye estime que certains éléments issus de la politique étrangère constituent des sources de soft power. Au niveau de la *substance* (contenu) de la politique étrangère, il recense : le

comportement d'un État dans les institutions internationales et les valeurs qu'il véhicule dans ses décisions de politique étrangère, la façon de gérer ses relations avec les autres États (aide au développement, participations aux opérations de maintien de la paix, etc.), la façon de définir sont intérêt national et les moyens mis en place pour y parvenir<sup>10</sup>. Sur le plan du *style*, ces éléments se rapportent à l'attitude de l'acteur : «l'État consulte-t-il ses pairs, est-il en faveur du multilatéralisme ou de l'unilatéralisme, est-il arrogant ou humble, soutient-il des valeurs dites universelles», etc. (Nye, 2004 : 65-66).

Dans certains cas, l'économie peut constituer une source de soft power, selon l'utilisation qu'en fait le gouvernement : s'il cherche à «asseoir sa puissance à l'aide de ses capacités économiques», il s'agit de hard power. Si d'autres États sont «attirés par sa croissance et sa puissance économique et cherchent à l'imiter ou à développer des partenariats avec lui en raison des perspectives offertes par sa croissance», alors il s'agit de soft power (Courmont, 2009 : 178).

La puissance militaire peut également devenir une source de soft power notamment, dans le cas où la puissance militaire participe à créer un mythe d'invincibilité de l'État, amène les autres États à admirer ce modèle et à vouloir l'imiter (Nye, 2004 : 25). Le soft power peut également découler de la puissance militaire lorsqu'un État pratique la coopération militaire, par exemple en mettant en place des «échanges, des exercices communs, des programmes d'assistance ou encore de formation militaire» (Nye, 2008 : 106).

#### 1.1.5. L'exercice et la diffusion du soft power

Bien que le soft power soit devenu une notion essentielle en relations internationales, plusieurs de ses caractéristiques le rendent difficile à mettre en place. Premièrement, le soft power ne peut être le monopole des acteurs étatiques, contrairement au hard power. Le soft power peut être produit et diffusé à la fois par les gouvernements et par des acteurs non étatiques (ONG, firmes privées, société civile, etc.). Cette multiplicité des producteurs de soft power rend difficile le contrôle sur la production et la circulation de l'information par le seul acteur étatique. Par

---

<sup>10</sup> «Celui-ci est-il *large* ou *borné*, axé sur le court ou moyen terme?» (Nye, 2004 : 60).

exemple, une grande part de l'industrie cinématographique américaine est contrôlée par le secteur privé et véhicule des messages qui entrent parfois en contradiction avec les valeurs prônées par le gouvernement (Nye, 2004). Nye relève un effet paradoxal de cette multiplicité des producteurs : les éléments culturels produits par la société et les valeurs qu'ils véhiculent, même si elles sont en contradiction avec les objectifs du gouvernement, permettent de renforcer sa crédibilité en ce sens que celui-ci laisse place à la liberté d'expression (Nye, 2004 : 17), la liberté d'expression étant une valeur perçue de façon positive par la majorité des populations.

Deuxièmement, *l'importance de la réception* des stratégies de soft power, rend ce dernier difficile à exercer, et ses impacts difficiles à évaluer. En effet, ce n'est pas l'acteur à l'origine des mesures mises en place mais la façon dont elles sont reçues qui définit ces mesures comme relevant du soft power. Le soft power, encore plus que les autres formes de puissances, dépend du contexte : les messages envoyés sont «reçus et interprétés différemment et avec différentes conséquences» selon les pays et les populations cibles (Nye, 2004 : 111). Ainsi, le soft power d'un État varie selon le temps et les populations visées, mais aussi à l'intérieur d'un même pays, en fonction des différents groupes sociaux. Une bonne connaissance du processus de réception est donc aussi importante que de savoir mettre en place une stratégie de soft power pour pouvoir ainsi ajuster son message. Selon Nye (2004), les stratégies mises en place par un pays sont habituellement perçues de façon positive par des pays ou des groupes sociaux qui ont une culture et des valeurs similaires au pays émetteur.

Enfin, et pour conclure ce tour d'horizon de la notion telle qu'envisagée par Nye, nous présentons ci-dessous une liste des facteurs qui diminuent ou qui augmentent le soft power d'un État. Pour lui, la crédibilité d'un État sur la scène internationale, le dynamisme de sa société civile ainsi que sa capacité d'autocritique sont des facteurs qui favorisent le soft power. Au contraire, une politique étrangère arrogante ou égoïste sapent le potentiel de séduction d'un État. De même, les politiques qui semblent hypocrites (décalage entre discours intérieur et extérieur, entre actes et discours ou valeurs prônées, par exemple), ou bien manipulatrices sont diminuent le soft power de l'État concerné. Enfin, lorsqu'un État promeut des valeurs contradictoires à celles du pays ou du groupe cible, son soft power s'en voit amoindri.

Après avoir présenté la notion de soft power et son fonctionnement tel qu'envisagé par son fondateur, voyons maintenant l'intérêt qu'elle a suscité dans les milieux académiques puis politiques chinois. Cette seconde partie de notre chapitre 1 détaille le cheminement de la notion de soft power dans l'Empire du milieu puis sa sinisation. Le soft power a en effet été redéfini puis consacré en tant que principe de politique étrangère à tel point que l'on peut désormais parler de soft power chinois.

## 1.2. Premiers pas du soft power en Chine

La notion développée par Nye semble avoir suscité un intérêt dès le début des années 1990 en Chine. On note ainsi que *Bound to Lead - The Changing Nature of American Power* (1988) a été traduit dès 1992 par He Xiaodong et publié à la *China's Military Translation Press* (Ding, 2008). Toutefois, c'est un article publié en 1993<sup>11</sup> par le professeur Wang Huning de l'université Fudan (Shanghai), qui lance véritablement le soft power dans les milieux académiques chinois. Son article reprenait et vulgarisait les idées développées par Nye, tout en développant la thèse de la culture comme principale source de soft power. Outre le fait que Wang (1993) ait été le premier à publier un article en Chine sur le soft power, son influence auprès des dirigeants a certainement contribué à publiciser la notion mais également son interprétation dans les hauts cercles politiques: professeur au département de politique internationale (1989-1994) puis doyen de la faculté de droit de l'université Fudan (1994-1995), il occupe ensuite des postes «politiques». De 1995 à 1998, il est chef du groupe politique du bureau de recherche sur la politique du Comité central du PCC, avant d'en devenir le directeur adjoint (1998-2002), puis le directeur à partir de 2002. À partir de 2007, il cumule les fonctions de directeur du bureau de recherche sur la politique du Comité central et de membre du Secrétariat du Comité Central. Il est à noter qu'il a participé au XVIe Congrès national du PCC en 2002 et en 2007, il a participé au XVIIe Congrès national du PCC en tant que membre du Secrétariat du XVIIe Comité central du PCC (Kellner et Bondiguel, 2010).

---

<sup>11</sup> Wang Huning «Culture as National Power: Soft Power» (*zuowei guojia shili de wenhua: ruan quanli 作为国家势力的文化: 软权力*), *Journal of Fudan University (fudan daxue xuebao 复旦大学 学报)*, no3, 1993, p.23-28, cité dans Li, 2008.

Les auteurs de la littérature secondaire divergent sur l'accueil réservé à la notion de soft power en Chine après publication de l'article de Wang (1993). Glaser et Murphy (2009) estiment que la notion a connu un accueil favorable dès son introduction en Chine alors que Ding (2008) et Li (2008) jugent que l'accueil a été plutôt réservé. Ding (2008) explique cette réserve par le fait que l'article de Wang (1993) est publié trop peu de temps après Tian'an men<sup>12</sup>, alors que les dirigeants chinois sont encore «sous le choc» de l'évènement, ce qui les amène à percevoir le concept de soft power comme un «cheval de Troie idéologique» venu de l'occident:

[...] pour eux, cette puissance mentale<sup>13</sup> n'est qu'un instrument de l'occident au service de sa stratégie d'évolution pacifique des régimes non-occidentaux [vers les normes occidentales de démocratie et d'économie de marché] qui a joué un si grand rôle dans la chute de l'URSS (Ding, 2008: 26).

Ding (2008) estime que c'est à partir du milieu des années 1990, lorsque «la Chine émerge du traumatisme de Tian'an men», que les milieux académiques et politiques commencent à s'intéresser réellement au soft power.

### 1.2.1. Diffusion de la notion

S'ils divergent sur l'accueil réservé à la notion, Li (2008), Ding (2008), Glaser et Murphy (2009) s'entendent cependant sur les étapes de diffusion de la notion : dans un premier temps les discussions sont restreintes aux milieux académiques (débat théoriques), puis, au début des années 2000, l'intérêt pour le soft power se répand dans le milieu politique et les médias.

---

<sup>12</sup> Tian'an men fait référence aux manifestations rassemblant ouvriers, étudiants et intellectuels pendant plusieurs semaines sur la place Tian'an men (avril-juin 1989), brutalement réprimées par les forces armées de la RPC le 4 juin 1989. Les contestataires réclamaient des réformes politiques et démocratiques au gouvernement chinois qu'ils jugeaient autoritaire et corrompu. Pour la première fois depuis le début des réformes instaurées par Deng Xiaoping (1978), la légitimité du Parti Communiste Chinois (PCC) était contestée depuis l'intérieur du régime. Il est à noter que ce mouvement de protestation s'était étendu à plusieurs autres grandes villes du pays. Cette crise a fortement ébranlé les dirigeants chinois : 1) elle a démontré l'effondrement de la légitimité du PCC et la nécessité pour le Parti de refonder cette dernière sur de nouvelles bases; 2) le gouvernement chinois a été fortement critiqué et mis au banc de la communauté internationale en raison de cette violente répression.

<sup>13</sup> C'est ainsi que le terme de soft power était traduit à ses débuts en Chine. Voir p.15.

Les discussions académiques des années 1990 portent essentiellement sur la définition de la notion, son application au contexte chinois ainsi que sur la meilleure traduction du terme. Les premiers articles utilisent le terme «puissance mentale» pour qualifier le soft power (en opposition à la puissance matérielle) (Ding, 2008). D'autres termes plus précis apparaissent ensuite et sont encore utilisés dans la littérature actuelle : *ruan shili* (软实力), *ruan quanli* (软权力), *ruan lilian* (软力量), *ruan guoli* (软国力) (Ding 2008, Li 2008). L'existence de multiples traductions témoigne d'une absence de consensus sur le sens mais aussi sur le contenu de la notion. Ding (2008) et Li (2008) mentionnent l'existence d'un accord sur la traduction exacte du terme qui serait *ruan lilian* (软力量). Selon Ding (2008) cependant, celle-ci est rarement utilisée par les dirigeants de la quatrième génération (Hu Jintao, Wen Jiabao), comme si ceux-ci voulaient se dissocier de la notion originellement créée par Nye, renforcer l'idée d'une différence radicale entre «soft power chinois» et soft power classique, et également assoier l'ancienneté du concept chinois :

*They may not want to credit Joseph Nye for the idea of soft power. In fact what Chinese political elites have said about soft power is different from Nye's definition of soft power. They believe China's soft power is embedded in China's traditional culture and characteristics, and the idea of soft power is embedded in China's traditional culture and ideology [...](Ding, 2008: 28).*

Dans la sphère politique, la notion a été accueillie de façon très différente selon les générations politiques. Les auteurs de la littérature secondaire soulignent que Deng Xiaoping a «refusé» le soft power car pour lui, la notion appartenait à la «pensée politique bourgeoise occidentale»<sup>14</sup> et n'était donc «pas digne de considération de la part de l'élite politique chinoise» (Ding, 2008 : 27). Jiang Zemin, quant à lui, semble davantage accepter l'idée de soft power. Sous son mandat, des mesures de politique intérieure qui s'apparentent au concept de soft power ont été lancées<sup>15</sup>. Développant les initiatives précédentes, les dirigeants de la quatrième génération ont montré un réel intérêt pour le soft power : «si l'idée que la Chine doit renforcer son soft power a déjà germé à la fin de l'ère de Jiang Zemin, cette nouvelle facette [...] ne s'est véritablement

<sup>14</sup> Deng Xiaoping a lancé plusieurs campagnes de propagande pour lutter contre ce qu'il appelait la pollution intellectuelle occidentale (sur ce sujet voir Ding, 2008 : 27).

<sup>15</sup> Voir entre autres la campagne de construction de la «civilisation spirituelle socialiste», p.34.

développée que sous Hu Jintao» (Cabestan, 2010 : 82). Ainsi, en 2007, lors du XVIIe Congrès national du PCC, le soft power est officiellement adopté comme principe de politique étrangère. Le discours prononcé par Hu Jintao à cette occasion consacre l'adoption officielle de la conception du soft power promue Wang Huning (école de Shanghai): «Hu Jintao en a appelé à un renouveau des initiatives culturelles socialistes<sup>16</sup>, stimulant la créativité culturelle de l'ensemble de la nation et faisant de la culture un élément important du soft power chinois» (cité dans Suzuki, 2009: 781).

Plusieurs articles précédant le XVIIe Congrès national du PCC soulignaient déjà l'intérêt de la quatrième génération de dirigeants envers la notion de soft power, comme le montre cet extrait d'un article du *Quotidien du Peuple* publié en mars 2007:

*To develop China's soft power [...] has once again emerged as a hot topic at this year annual session of China's parliament and top political advisory body... Such an expression of soft power can be found in government agendas and suggestions offered by legislators and political advisors who are here attending the country's two most important annual political events (cité dans Ding, 2008: 27).*

Il est intéressant de remarquer que des mesures reliées au soft power ont été mises en place dès l'arrivée au pouvoir de Hu Jintao (XVIe Congrès national du PCC en 2002), et que la notion a été adoptée officiellement comme principe politique dès le congrès suivant, les nouveaux dirigeants disposant alors d'une plus grande liberté d'action.

### 1.2.2. Popularité de la notion

Li (2008) note que l'utilisation du terme a connu une progression très importante dans le discours des officiels chinois et dans la presse sur la période 2005-2007. La recherche qu'il a

---

<sup>16</sup> Selon Glaser et Murphy (2009), le terme de culture socialiste chinoise fait référence au fait que «ces vingt dernières années, on observe un débat sur la recherche d'une nouvelle idéologie unificatrice – ou système de valeurs socialistes – qui puisse remplacer l'idéologie maoïste défunte et offrir une alternative aux valeurs occidentales. Bien qu'aucun consensus n'ait été atteint à ce jour, quelques étapes ont été franchies dans cette direction telles que la réhabilitation des écoles de pensée traditionnelles – Confucianisme, Taoïsme, Bouddhisme [...] Par ailleurs, un «*Outline on National Morality*» combinant valeurs traditionnelles chinoises et système de valeurs socialistes a été publié en 2001. » (Glaser et Murphy, 2009 : 15).

effectué dans la base de données *Chinese National Knowledge Infrastructure*<sup>17</sup> montre que sur les 485 articles scientifiques publiés entre 1994 et 2007 contenant le terme «soft power» dans leur titre, 416 l'ont été entre 2005 et 2007 (Li, 2008 : 290-291).

Divers facteurs, outre son adoption par les dirigeants de la quatrième génération, peuvent expliquer la popularité de la notion de soft power. Premièrement, on relève que l'introduction des ouvrages et idées de Nye intervient alors que la Chine (milieux académiques et politiques) s'interroge sur la façon de transformer la Chine en grande puissance et sur les facteurs constitutifs d'une telle puissance. «L'hypothèse de Nye qui suggère que les grandes puissances sont celles qui possèdent à la fois le hard power et le soft power, s'est révélée très convaincante aux yeux des analystes chinois» (Wang et Lu, 2008 : 435). De nombreux académiciens chinois se sont alors penchés sur la question d'utiliser le soft power comme moyen de se doter des attributs d'une puissance complète : « l'émergence de la Chine ne dépend pas uniquement du hard power mais aussi du soft power. Une émergence réelle est une émergence qui comprend les deux formes de puissance, et ceux-ci doivent fonctionner de façon complémentaire» (Men Honghua<sup>18</sup>, cité dans Wuthnow, 2008a : 6). Ainsi, la notion de soft power, utilisée comme principe de politique étrangère, fournit un guide en matière de politique extérieure : pour devenir une grande puissance, la Chine doit développer son hard power, mais surtout son soft power.

Deuxièmement, les dirigeants chinois ont perçu l'opportunité d'utiliser le soft power comme un principe général dépassant le seul domaine de la politique étrangère<sup>19</sup>. L'application du soft power à la sphère intérieure peut en effet être utilisée comme une nouvelle idéologie, d'une manière qui rappelle la façon dont les dirigeants ont cherché à instrumentaliser le nationalisme

---

<sup>17</sup> Cette base de données est considérée comme l'une des plus exhaustives : «[...] is currently the largest and most comprehensive of its kind on Chinese journals and periodicals, through the liberal arts, history, philosophy, politics, military affairs, law and education, comprehensive social science section of CNKI [...]» (Li, 2008 : 290).

<sup>18</sup> Chercheur à la *Central Party School*. Auteur du «Report on the Analysis of China's Soft Power, Part I», (*zhongguo ruan shili pinggu baogao, shang* 中国软实力评估报告, 上), *International Observer (guoji guancha 国际观察)*, No. 2 (2007).

<sup>19</sup> Certains auteurs de la littérature secondaire évoquent des raisons de politique intérieure pour expliquer la popularité de la notion de soft power : les idées de Nye auraient été vues par le gouvernement chinois comme un moyen de faire face aux crises qui ébranlent l'image (internationale et intérieure) de la Chine telles que Tian'an men (1989), la crise des missiles de Taïwan (1996), manifestations estudiantines nationalistes à la suite du bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade (1999).

populaire pour remplacer l'idéologie maoïste déclinante dans la période post-Tian'an men. Les dirigeants chinois pensent que le soft power peut servir de «liant» à diverses mesures internes prises pour renforcer la cohésion nationale : la campagne de «renouvellement du système de valeurs socialistes»<sup>20</sup>, le lancement du slogan de «développement scientifique» (*kexue fazhan guan*, 科学发展观) ou encore de celui de «société harmonieuse»<sup>21</sup> (*hexie shehui*, 和谐社会), etc. Le soft power fonctionne ainsi comme un thème transversal et garantit une certaine cohérence à l'ensemble des initiatives gouvernementales<sup>22</sup>.

Enfin, une caractéristique du soft power qui a contribué à faciliter son acceptation est sa «compatibilité» d'autres notions issues de la pensée chinoise traditionnelle. Plusieurs auteurs<sup>23</sup> s'attachent à souligner les «origines chinoises du soft power» en citant des propos que l'on retrouve chez Sun Zi, Mo Zi, Confucius, Mencius ou encore dans le Taoïsme. Par exemple, selon Wang et Lu (2008), le soft power est défini par plusieurs auteurs chinois comme la capacité à soumettre l'ennemi sans bataille, en référence au stratège militaire Sun Zi. De même, Ding (2008) note que les «sources d'excellence ultimes» définies par Sun Zi (rationalité des individus, la moralité, les valeurs, les principes) sont semblables aux principes du soft power actuel (Ding, 2008). Ou encore, «l'idée qu'un État détient son statut d'État dirigeant en montrant l'exemple, sans chercher à imposer ses valeurs autres» résonne avec le soft power de Nye (Ding, 2008 : 24).

---

<sup>20</sup> Voir p.34.

<sup>21</sup> La notion de société harmonieuse se définit comme un idéal sociétal. Pour l'atteindre, le gouvernement promeut le slogan de développement scientifique. Celui-ci désigne un ensemble de mesures qui visent à équilibrer la croissance économique et qui se soucient davantage du bien être social de la population. Selon Glaser et Murphy, de «timides réformes internes» destinées à mettre en place une «démocratie à la chinoise» viennent s'ajouter au développement scientifique pour compléter l'instauration de la société harmonieuse (Glaser et Murphy, 2009).

<sup>22</sup> Cette tendance des chercheurs chinois à utiliser le soft power comme une nouvelle idéologie constitue une faiblesse majeure selon Li (2008), faiblesse qui pourrait à terme avoir un impact négatif sur le soft power. Il estime en effet que, si le soft power devient une notion teinté d'idéologie et colorée politiquement, cela aura un impact négatif au niveau de la recherche : «l'idéologie a pour effet de faire surgir des chiens de garde politique et idéologiques qui auront la capacité de censurer n'importe quel travail, et parfois de façon arbitraire» (Li, 2008 : 306). Pour lui, cette coloration idéologique pourrait également décourager l'innovation intellectuelle.

<sup>23</sup> Ces auteurs sont des chercheurs chinois (littérature primaire), mais aussi des chercheurs d'origine chinoise de la littérature secondaire : Fan (2008), Ding (2008), Wang et Lu (2008), etc.

### 1.3. Les penseurs chinois se réapproprient la notion de soft power

Après son apparition en 1993 donc, la notion de soft power a fait l'objet d'une redéfinition de la part des auteurs chinois, à tel point qu'il est désormais possible de parler de soft power chinois, celui-ci ayant des caractéristiques différentes de la notion initialement développée par Nye.

Les auteurs de la littérature secondaire restent toutefois divisés sur ce processus de réappropriation. Certains, tels Glaser et Murphy (2009) et dans un certaine mesure, Li (2008), estiment que la majorité des analystes travaillent à l'intérieur du cadre défini par Nye alors que d'autres considèrent que la définition chinoise dépasse le cadre conceptuel originel (Wang et Lu, 2008, Ding 2008).

Si Glaser et Murphy (2009) jugent que la majorité des chercheurs chinois reprend le cadre conceptuel de Nye, Li (2008) a une position plus nuancée. Pour lui, «la majorité du discours chinois reste près du concept tel que défini par Nye, mais les analystes ne se limitent pas à son cadre conceptuel» (Li, 2008 : 293). S'ils utilisent la définition de Nye, et reprennent son approche en terme de sources ainsi que sa typologie des sources, ils n'hésitent pas à appliquer le soft power à d'autres domaines que la politique étrangère, tels que la sphère intérieure.

#### 1.3.1. Points de divergence avec Nye

Selon Wang et Lu (2008), la compréhension chinoise du soft power diffère sur plusieurs points de la notion originale : la définition des chercheurs chinois est à la fois plus *abstraite*, plus *spécifique* et plus *large* que celle de Nye. Plus abstraite, car ils utilisent des termes tels que «puissance intangible, puissance non quantifiable, puissance immatérielle ou encore puissance spirituelle» (Wang et Lu, 2008 : 427). Plus spécifique car, pour eux, le soft power se réfère essentiellement à l'idée de «persuader les autres par la raison et les principes moraux» (Wang et Lu, 2008 : 427). Plus large enfin, car le soft power dans la conception chinoise ne s'applique pas seulement aux États mais aussi aux régions, aux organisations ou aux individus.

En résumé, la littérature secondaire a identifié deux particularités du discours chinois, l'une concerne l'utilisation du soft power en tant que principe de politique intérieure, et l'autre se situe au niveau de la conception de la puissance. L'approche chinoise considère en effet la puissance de façon intégrée : le soft power et le hard power sont perçus comme deux aspects complémentaires et indissociables d'un même principe (Li, 2008 : 295). Meng Honghua, professeur à la *Central Party School*<sup>24</sup>, illustre bien cette représentation : pour lui, l'approche chinoise est holistique, les aspects intérieurs et extérieurs du soft power sont conçus comme un tout organique indissociable (cité dans Glaser et Murphy, 2009 : 20).

Concernant l'utilisation du soft power au niveau de la scène intérieure, Li (2008) relève que les dirigeants chinois assignent une double mission au soft power. D'une part il s'agit d'un instrument qui vise à renforcer la cohésion nationale en «développant la créativité de la population et en répondant à son besoin spirituel» (Li, 2008 : 296), d'autre part c'est un outil qui permet de renforcer le statut de grande puissance de la Chine sur la scène internationale. Plusieurs chercheurs partagent la vision des dirigeants. Par exemple, Shi Yinhong<sup>25</sup> est partisan d'un développement du soft power dans les domaines interne et externe, arguant que «si [l'État chinois] veut être une source d'inspiration pour le monde, [il] doit d'abord être une source d'inspiration pour son peuple» (cité dans Glaser et Murphy, 2009 : 20).

### 1.3.2. Penser le soft power en dehors du cadre de Nye

Li (2008) a recensé quelques tentatives d'auteurs chinois de penser le soft power en dehors du cadre de Nye mais il estime que celles-ci restent marginales. Certains chercheurs contestent les sources du soft power proposées par Nye (culture, politique étrangère et valeurs politiques) et jugent que la puissance *soft* peut être issue d'autres éléments : les «capacités» du gouvernement. Ils divisent ces «capacités» en trois éléments, la «puissance identitaire», la «puissance institutionnelle» et la «puissance d'assimilation» (Gong Tieying, cité dans Li, 2008 : 295). La

---

<sup>24</sup> Ou *Party School of the Central Committee of the Communist party of China* (*zhonggong zhongyang dangxiao*, 中共中央黨校). Située à Beijing, il s'agit de l'institution qui forme les cadres dirigeants du parti (et de l'État).

<sup>25</sup> Shi Yinhong est professeur de Relations Internationales et directeur du Centre sur les études américaines, à l'Université Renmin à Beijing (*renmin daxue*, 人民大学).

«puissance identitaire» désigne «la capacité d'un État à influencer les autres États quand ceux-ci reconnaissent sa position de leader» (Li 2008 : 295). La «puissance institutionnelle» repose sur la capacité d'un État à construire ou proposer des nouvelles normes ou des institutions internationales. Enfin, la «puissance d'assimilation» désigne l'attractivité d'un État en fonction de sa culture, son idéologie et son système social.

D'autres auteurs, tels Yan Xuetong<sup>26</sup>, posent que le soft power ne réside pas dans les sources établies par Nye, mais dans la puissance des institutions politiques, les normes de l'État et sa crédibilité (Li, 2008 : 295). Ces tentatives de penser le soft power en dehors des interprétations dominantes restent toutefois marginales. On observe ici un paradoxe intéressant. Contrairement à leurs prédécesseurs, les dirigeants de la quatrième génération ont encouragé la création de *think tanks*<sup>27</sup> et les auteurs de la littérature secondaire observent que ces derniers sont de plus en plus consultés par les décideurs de politique étrangère. (Li (2007), Ding (2008), Wang et Lu (2008). Ces mêmes auteurs interprètent cette diversité d'acteurs comme le signe d'une démocratisation du processus décisionnel. Il s'agit toutefois d'un processus de démocratisation en demi-teinte: si le parti autorise et encourage la recherche, il encadre fermement l'orientation de la production du savoir: «les écrits chinois confirment la thèse que le soft power reste sous contrôle de Beijing» (Li, 2008 : 308) et verrouille le débat : «il est difficile pour les publications qui vont à contre sens de l'interprétation officielle de se faire entendre» (Wang et Lu, 2008 : 438).

#### 1.4. Différentes écoles théoriques

Comme on a pu le voir dans la partie précédente, le soft power a suscité l'intérêt de nombreux chercheurs mais tous ne s'accordent pas avec la conception proposée par Wang (1993) qui

---

<sup>26</sup> Yan Xuetong est professeur à l'Université Tsinghua (*qinghua daxue*, 清华大学). Il est considéré comme faisant partie de l'école politique, voir p.25. Il est à noter que Yan Xuetong a été un conseiller important de Jiang Zemin. Pourtant, à partir de 2004, il semble avoir été mis à l'écart de la communauté des décideurs politiques spécialistes des relations internationales (Cabestan, 2010 : 97).

<sup>27</sup> Parmi les producteurs du discours sur le soft power on recense des professeurs et chercheurs d'université, des membres de think tanks et des fonctionnaires de différents ministères (Affaires étrangères, etc.) (Wuthnow, 2008b : 6).

affirme la primauté de la culture comme élément du soft power. Bien que cette « école culturelle » soit celle qui a été retenue par les dirigeants chinois, d'autres courants se sont développés. Dans cette section, nous nous appuyerons sur les auteurs de la littérature secondaire pour établir une typologie des différentes approches. Si tous les auteurs s'accordent sur une division entre école dominante (école culturelle) et courants secondaires, il n'existe pas de consensus quant à la classification des approches secondaires.

#### 1.4.1. L'école culturelle

L'école culturelle, également appelée école de Shanghai est devenue l'école de pensée dominante en matière de soft power. Cette école est dite culturelle en raison de l'importance qu'elle accorde à la culture. Elle découle en grande partie de la conception du soft power proposée dans l'article de Wang (1993). Yu Xintian<sup>28</sup> est l'un des penseurs associés à cette école qui résume le mieux la position de l'école de Shanghai : «le soft power se compose d'idées et de principes, d'institutions et de mesures politiques qui opèrent à l'intérieur de la culture d'une nation et qui ne peuvent en être séparés» (Yu Xintian, cité dans Glaser et Murphy, 2009 : 13). La culture constitue la principale source de soft power puisqu'elle englobe les deux autres sources de soft power recensées par Nye : la politique étrangère et les valeurs politiques intérieures. Leur argumentation s'appuie notamment sur l'observation de la politique étrangère américaine des années W. Bush : «malgré une politique étrangère désastreuse, les gens ont continué à consommer la culture américaine, notamment à travers les films produits à Hollywood» (Glaser et Murphy, 2009 : 14). Pour les tenants de l'école culturelle, l'histoire ancienne et la culture traditionnelle sont vues comme les principales sources du soft power chinois. Pour augmenter le soft power de la RPC, cette école préconise la promotion de la culture chinoise à l'international.

Courmont (2009) estime pour sa part que ce courant de pensée est plus large que l'interprétation qui en est faite par Glaser et Murphy (2009). En effet, il observe que l'école de Shanghai

---

<sup>28</sup> Yu Xintian est la directrice émérite de l'Institut de Shanghai des Études Internationales (SIIS), (*shanghai guoji wenti yanjiuyuan*, 上海国际问题研究院).

dépasse parfois le domaine culturel. Ainsi, il note une volonté des penseurs de l'école culturelle présenter la Chine comme une puissance responsable et «positive» du système international, ce qui suppose la mise sur pied d'une série de mesures qui dépassent le cadre culturel au sens strict du terme (positionnement en faveur d'une meilleure stabilité, d'une plus grande égalité dans le système international, soutien d'initiatives en faveur du développement, etc.). Deux interprétations possibles ici : soit ces initiatives dépassent le cadre culturel, soit elles découlent d'une acception très large de la culture. Pour Courmont (2009), il s'agit plutôt de la seconde explication : pour les penseurs de l'école de Shanghai, la culture est comprise comme la «garante valeurs positives que le gouvernement chinois véhicule dans sa politique internationale » (Courmont, 2009 : 50).

#### 1.4.2. Les écoles secondaires

Pour Glaser et Murphy (2009), il n'existe qu'une seule école secondaire (également relevée par Courmont, 2009). Celle-ci conçoit le soft power comme un élément (parmi d'autres) participant au processus global de montée en puissance de la Chine. La source «culture» du soft power est considérée comme un élément certes important mais insuffisant, ce sont les habiletés et la capacité du gouvernement à utiliser les ressources dont il dispose qui constituent l'essence de sa puissance *in fine* (Glaser et Murphy, 2009 : 17).

Li (2008) utilise une typologie différente des écoles théoriques secondaires dans laquelle il recense<sup>29</sup> : «les écoles culturelles secondaires», dont les principes découlent de l'école de Shanghai ; le courant des «écoles culturellement critiques» composé de l'«école du 4 mai 1919» et de «l'école de la culture plurielle». D'autres courants placent le politique et la politique étrangère au centre des stratégies de soft power, il s'agit des «écoles politiques».

Les écoles culturelles secondaires poussent encore plus loin le facteur culturel. La vision des penseurs rattachés à ces écoles est la suivante : pour eux, la culture traditionnelle chinoise

---

<sup>29</sup> Les dirigeants chinois ayant retenu l'école culturelle, celle-ci est devenue dominante. Cela ne signifie pas une absence d'initiatives découlant du principe de soft power dans d'autres domaines (économie, politique étrangère, etc.), mais simplement que les stratégies de soft power culturel occupent une place prépondérante.

véhicule des valeurs (confucéennes) centrées sur «l'être humain, l'harmonie et l'acceptation de la différence». Ces valeurs, exprimées à travers les slogans de société harmonieuse et de monde harmonieux<sup>30</sup>, constituent des éléments très attractifs aux yeux des autres populations (Glaser et Murphy, 2009 :14). Dans cette perspective, le déficit culturel de la Chine (elle importe beaucoup de produits culturels occidentaux et en exporte peu) constitue un obstacle majeur au soft power chinois qu'il importe de corriger rapidement (Glaser et Murphy, 2009).

Concernant les écoles culturellement critiques «l'école du 4 mai 1919» puise son argumentaire dans le mouvement du 4 mai 1919<sup>31</sup> (*wu si yun dong* 五四运动) : de la même manière que les jeunes intellectuels et étudiants de mai 1919, les tenants de ce courant estiment que la culture traditionnelle chinoise (telle que promue par Beijing actuellement) «contient de nombreux aspects négatifs et n'a rien, ou presque, à offrir au monde en matière de valeurs attractives. Par conséquent, la culture traditionnelle ne constitue pas une base pertinente au soft power chinois» (Li, 2008 : 293). L'approche de la «culture plurielle» estime pour sa part que la culture traditionnelle chinoise n'est pas monolithique mais plurielle :

D'une part, elle recèle de nombreux éléments issus de la culture des minorités nationales, et d'autre part, les penseurs de ce courant rappellent que l'histoire chinoise, du moins dans son histoire récente, a été influencée par l'Occident. Par conséquent, ils considèrent qu'il serait trompeur de se reposer uniquement sur la culture traditionnelle Han pour asseoir le soft power culturel chinois (Li, 2008 : 293).

---

<sup>30</sup> Selon Ding le slogan de monde harmonieux est décrit par plusieurs médias officiels 1) comme un «nouveau concept de sécurité», basé sur la confiance, les bénéfices mutuels et la coopération et 2) comme un nouvel ensemble de mesures politiques concernant les pays voisins dont les principes restent ceux du maintien de la paix, l'amitié ainsi que l'aide à atteindre la prospérité (Ding, 2008 : 35).

<sup>31</sup> Le mouvement du 4 mai 1919 fait référence à plusieurs manifestations nationalistes organisées par la jeunesse estudiantine et intellectuelle chinoise pour protester contre l'entente signée lors du traité de Versailles (juin 1919), entente qui accordait au Japon le droit d'occuper certaines parties du territoire chinois. Parallèlement à ces protestations, les contestataires du 4 mai 1919 dénoncent la culture traditionnelle chinoise qu'ils jugent oppressive, hiérarchique et réfractaire aux idées nouvelles. Certains estiment que cette culture traditionnelle sclérosée est en partie responsable de la situation dans laquelle se retrouve la Chine en 1919. Parmi leurs revendications, on note le remplacement de la langue littéraire par le chinois moderne (*bai hua*, 白话) comme langue officielle.

Le courant des «écoles politiques» est illustré par les écrits de Su Changhe, Xu Jin et Yan Xuetong<sup>32</sup>. Ces analystes estiment que la culture n'est pas l'élément principal du soft power, mais qu'il s'agit de la politique étrangère. Selon eux, la politique étrangère peut être une source importante de soft power pour l'État chinois. Elle contient en effet de nombreux principes attractifs : «opposée à l'utilisation de la force, elle promeut le respect de la souveraineté étatique et de l'intégrité territoriale, la non-ingérence, elle n'est pas partisane de sanctions économiques et enfin, elle promeut l'idée de monde harmonieux» (Glaser et Murphy, 2009 : 18).

Pour Su Changhe, le soft power réside dans la «capacité d'un État à influencer ou à mettre en place de nouvelles normes et institutions internationales ainsi que dans sa capacité à influencer l'agenda mondial ou encore sa capacité à rassembler un groupe d'alliés autour de ses valeurs » (Li, 2008: 294). Yan Xuetong et Su Jin, quant à eux, mettent l'accent sur les normes, la crédibilité et la capacité de l'État à mobiliser la communauté nationale et internationale derrière les mesures ou la vision qu'il propose (Li, 2008, Glaser et Murphy, 2009).

Parmi les propositions émises par les penseurs de l'école politique pour développer le soft power chinois, on recense des mesures qui s'appliquent à la sphère intérieure et d'autres à la sphère extérieure dont: le rééquilibrage du développement intérieur, la mise en place d'une société harmonieuse, la nécessité de repenser sa position de non alignement, l'importance de la participation de la Chine au sein des institutions internationales, le développement de ses programmes d'aide, une participation accrue aux opérations de maintien de la paix, etc. (Glaser et Murphy, 2009).

Un dernier courant recensé par Courmont (2009) vient faire écho aux idées avancées par les penseurs de l'école politique. Celui-ci avance que le soft power de la Chine réside dans sa capacité à proposer un modèle de développement alternatif au modèle occidental (symbolisé par le consensus de Washington). Symbolisé par le consensus de Beijing<sup>33</sup> (*beijing gongshi*, 北京共

---

<sup>32</sup> Xu Jin et Yan Xuetong sont professeurs à l'université Tsinghua (Beijing). Su Changhe est professeur à la *Institute of International Relations and Foreign Affairs, Shanghai International Studies University* (*guoji guan xi yu wai jiao shi wu yan jiu yuan, Shanghai wai guo yu daxue* 国际关系与外交事务研究院, 上海外国语大学).

<sup>33</sup> Le consensus de Beijing accorde la priorité à la stabilité sociale, ce qui passe par un ensemble «d'attitudes» dont une attitude pragmatique – en référence à la «politique des petits pas» adoptée par Deng Xiaoping – et la mise en place d'une stratégie adaptée à chaque cas (prise en compte des caractéristiques nationales). Par

识), ce modèle apporte «de nouvelles réponses aux enjeux globaux tels que la pauvreté, les problèmes environnementaux et la gestion des conflits locaux» (Courmont, 2009 : 53). Il est à noter que cette alternative apparaît populaire pour nombre de pays en développement.

Parmi toutes ces écoles de pensée, les dirigeants de la 4<sup>ème</sup> génération ont retenu l'école de Shanghai comme ligne officielle. Ce choix se remarque dès 2002, année marquée par le lancement de plusieurs réformes dans le domaine de la culture. Il est également intéressant de noter que c'est sur proposition du ministère de la Culture, et non du ministère des Affaires étrangères, que le soft power a été officiellement adopté comme principe politique lors du XVII<sup>e</sup> Congrès national du PCC en 2007. Cette reconnaissance officielle du principe de soft power s'est traduite par une augmentation des fonds pour le développement des ressources culturelles (sur la scène intérieure et à l'international) et des mesures ont été prises pour réhabiliter les écoles de pensée traditionnelles telles que le confucianisme ou le taoïsme (Glaser et Murphy, 2009).

En parallèle avec la pluralité des écoles de pensées mentionnées ci-dessus, on recense un plusieurs débats qui témoignent d'une absence de consensus sur la notion de soft power. Ceux-ci concernent sa définition et sa source principale : est-ce la culture traditionnelle chinoise ou bien faut-il privilégier d'autres éléments? Les discussions portent également sur la stratégie à adopter en matière de promotion : la Chine doit elle être proactive dans la promotion de son soft power? Ce débat est lui-même relié aux discussions sur l'orientation de la politique étrangère : celle-ci doit elle garder un profil bas<sup>34</sup> tel que préconisé par Deng Xiaoping ou bien prendre des

---

ailleurs, le consensus de Beijing recommande la mise en place de mesures ciblées sur le développement économique avant le lancement de réformes politiques. L'État doit être au centre des initiatives de croissance économique : le consensus de Beijing prône une approche *top-down* qui passe par le maintien d'un État fort, voire autoritaire (Kurlantzick, 2007 : 56). Il est à noter que le consensus de Beijing fait l'objet d'un fort débat en Chine quant à son existence, sa définition et la pertinence de sa promotion (voir Li, 2008 : 298; Glaser et Murphy, 2009 : 23). Les dirigeants chinois ne souhaitent pas promouvoir le consensus de Beijing activement ni se poser en adversaire de Washington. Plusieurs analystes (Ramo, 2004; Ding et Huang, 2006 : 28; Suzuki, 2009 : 787) estiment que, malgré le fait que de nombreux analystes chinois se positionnent «contre» le consensus de Beijing, celui-ci est déjà perçu par nombre d'autres pays comme une alternative idéologique crédible au consensus de Washington. Le consensus de Beijing est donc un élément du soft power de la Chine malgré les réticences de certains analystes chinois. Il est important de rappeler ici que le soft power n'est pas uniquement produit volontairement par un pays qui décide de mettre en place certaines stratégies, il peut également être le fait des pays qui perçoivent certains actes, principes ou valeurs politiques du pays et qui les caractérisent comme soft power.

<sup>34</sup> *Taoguang yanghui* fait partie d'une formule stratégique énoncée par Deng Xiaoping après Tian'anmen : *lengjing guancha* (冷静观察, observer calmement la situation), *wenzhu zhengjiao* (稳住阵脚 assurer nos positions),

initiatives, ce qui pourrait engendrer le risque que la Chine soit alors perçue comme une puissance révisionniste (Li, 2008 : 294). Il est important de mentionner ici ces désaccords car ils ont influencé la décision des dirigeants chinois de promouvoir la culture chinoise sur la scène internationale. Enfin, un dernier objet de débat porte sur la finalité du soft power : à quelle fin cet instrument doit-il être utilisé?

### 1.5. Les objectifs assignés au soft power

Le soft power ne saurait être un objectif en soi, il s'agit d'un instrument au service d'un ou plusieurs objectifs identifiés par Beijing. L'objectif des dirigeants semble avoir évolué tout au long de la décennie 2000. Malgré cette évolution, l'objectif principal des stratégies de soft power demeure le souci des dirigeants de la 4<sup>ème</sup> génération de désamorcer les craintes liées à l'accession de leur pays au statut de grande puissance. Si la Chine cherche à être acceptée et reconnue comme une grande puissance internationale, les inquiétudes suscitées par sa montée en puissance constituent un obstacle qu'il s'agit de surmonter en améliorant son image internationale.

#### 1.5.1. Première moitié des années 2000

Le discours officiel de la première moitié des années 2000 présente le soft power comme un moyen «double» : premièrement, il permet à la Chine d'accéder à un statut de puissance complète (*comprehensive national strength*), celle-ci étant réalisée lorsque l'État développe les aspects *hard* et *soft* de sa puissance<sup>35</sup>. Il est à noter que c'est à partir de cette période que le soft power est perçu comme «la forme privilégiée de la compétition internationale» par les analystes chinois (Li Jie, employé du ministère des Affaires Étrangères, cité dans Wuthnow, 2008a : 6). Deuxièmement, le soft power favorise la mise en place de conditions favorables à la montée

---

*chengzhe yingfu* (沉着应付, affronter les changements avec confiance), *taoguang yanghui* (韬光养晦 éviter de se mettre en avant), *shanyu shouzhuo* (善于守拙, privilégier un profil bas), *juebu dangtou* (决不当头 ne jamais prendre la direction), *yousuo zouwei* (有所作为, apporter sa contribution) (Cabestan, 2010 :34-35).

<sup>35</sup> Plusieurs auteurs de la littérature secondaire (Li, 2008, Ding, 2008) interprètent le soft power comme un moyen de rééquilibrer la puissance de la Chine, son côté *hard* (militaire et économique) étant jugé trop développé.

en puissance chinoise. Les dirigeants chinois estiment en effet qu'un ensemble «d'environnements favorables» (sic) est nécessaire à l'émergence de leur pays: un environnement international stable et pacifique, un environnement régional doté des caractéristiques précédentes, un environnement coopératif basé sur l'égalité et les bénéfices mutuels, un environnement médiatique «objectif et amical» (Li, 2008 : 300).

### 1.5.2. Seconde moitié des années 2000

L'objectif des dirigeants semble avoir évolué par la suite. Le soft power n'est plus considéré comme un instrument permettant d'accéder à un statut de grande puissance, mais un moyen de faire reconnaître son statut de grande puissance. Dans cette perspective, le soft power devient une stratégie de politique étrangère visant à désamorcer les craintes liées à l'accession de la Chine au statut de grande puissance.

S'il n'est plus possible de parler aujourd'hui de menace chinoise<sup>36</sup>, comme à la fin des années 1990, il est à noter que certaines inquiétudes persistent :

---

<sup>36</sup> Telle que nous l'entendons, la «thèse de la menace chinoise» se définit comme un ensemble de perceptions négatives quant à l'ascension de la Chine au statut de grande puissance. Ancrée dans la vision réaliste de l'émergence des puissances qui pose qu'il ne peut exister d'ascension pacifique, plusieurs pays voient avec inquiétude la montée en puissance de la Chine. Ils craignent que la Chine cherche à s'imposer comme hégémon mondial, et que cette tentative déstabilise durablement le système international. Leur inquiétude est alimentée par un autre élément de l'approche réaliste, soit l'impossibilité de connaître les intentions exactes de l'acteur rival, notamment en matière de satisfaction quant à l'ordre international. Dans le cas de la Chine, la théorie réaliste pose qu'il est impossible de savoir avec certitude si celle-ci est une puissance révisionniste ou en faveur du statu quo. La «thèse de la menace chinoise» traduit donc une double inquiétude de la communauté internationale : 1) les acteurs du système international craignent que la montée en puissance de la Chine exacerbe la rivalité avec la superpuissance actuelle (les États-Unis) et 2) ces acteurs s'inquiètent d'une évolution possible de la Chine en tant que puissance révisionniste.

Pour certains auteurs, la menace chinoise se traduit également au niveau économique. Ainsi, les pays développés estiment que la croissance économique chinoise a des conséquences négatives sur leurs économies, citant à l'appui les délocalisations, certaines pratiques économiques déloyales (espionnage, dumping), etc. tandis que les pays en voie de développement, tels «des voisins sud-est asiatiques de la Chine se retrouvent en situation de concurrence directe avec elle car leurs économies ont des structures similaires : elles ne sont pas complémentaires mais concurrentes» (Kurlantzick, 2007: 85).

Ces dernières années, la perception de la montée en puissance de la Chine a évolué : on est passé d'une perception de la Chine en tant que menace à une vision plus nuancée. La Chine est maintenant perçue comme un joueur clé du système international : acteur clé de la reprise économique, elle est également devenue un acteur responsable dans les affaires mondiales [...] Même si un nombre croissant de pays et de régions considèrent la montée en puissance de la Chine de façon plus positive, de nombreuses inquiétudes persistent (Yee, 2010).

### 1.5.3. Interprétation des auteurs de la littérature étrangère

Li (2008) propose une interprétation différente des objectifs que les dirigeants chinois assignent au soft power. Pour lui, les objectifs énoncés dans le discours chinois relèvent de stratégies défensives. Il estime que les stratégies mises en place visent à 1) lutter contre les mauvaises perceptions et la mauvaise compréhension de la Chine (véhiculée entre autres par les commentateurs étrangers), 2) améliorer l'image internationale du régime, 3) repousser l'influence excessive des cultures étrangères (en particulier les idéologies et croyances qui portent atteinte à la légitimité du parti), 4) réfuter la thèse de la menace chinoise, 5) maintenir une périphérie stable et pacifique (Li, 2008 : 300). Selon lui, les difficultés de la Chine à développer son soft power s'expliquent par le caractère défensif et ad hoc des mesures mises en place : cela traduit un «manque de confiance», et «une absence de grande stratégie chinoise par rapport à l'utilisation du soft power» (Li, 2008 : 306-307).

D'autres auteurs de la littérature secondaire estiment que le soft power est également utilisé pour atteindre les objectifs intérieurs suivants : 1) préserver la stabilité sociale et la cohésion de la population (cf. le slogan de société harmonieuse), 2) créer des conditions internes favorables à l'ascension de la Chine au statut de grande puissance, et 3) se servir du soft power pour «explorer des routes alternatives vers une croissance durable» (Li, 2008 : 299, Glaser et Murphy, 2009 : 16). En définitive, le soft power devient, au niveau interne, le fondement d'une idéologie *fourre-tout* perçue comme la solution à de nombreux problèmes intérieurs.

#### 1.5.4. Rassurer ses voisins, et après?

Les dirigeants chinois sont très conscients des dommages de la thèse de la menace chinoise sur leur image, c'est pourquoi ils ont pris un ensemble de mesures destinées à désamorcer les inquiétudes de la communauté internationale. Ces mesures se composent de démentis (peu efficaces si non suivis par des actions concrètes), de promotion de la doctrine de développement pacifique<sup>37</sup> (*heping fazhan*, 和平发展), etc. et cherchent à démontrer que la Chine est une puissance responsable du système international. Le gouvernement a également entrepris de fournir davantage d'informations sur sa politique (intérieure et extérieure) pour rassurer les autres États.

Les pays asiatiques sont ceux que les dirigeants chinois ont cherché à rassurer en premier : pour Wuthnow (2008a), l'Asie constitue la zone test de leurs stratégies. Il note que la Chine a pris plusieurs mesures pour regagner la confiance de ses voisins dont une coopération accrue avec les organisations régionales (ASEAN+3, ARF, OCS<sup>38</sup>, etc.), et des initiatives concrètes pour améliorer les relations bilatérales. À ce sujet, le discours prononcé par Hu Jintao au Forum de Boao<sup>39</sup> en 2004 est emblématique de cette offensive de charme envers le sud-est asiatique:

La Chine cherchera toujours à établir de bonnes relations de voisinage et de partenariat avec ses voisins, de même que nous souhaitons renforcer notre confiance mutuelle et notre coopération avec les pays asiatiques. Dans cette optique, nous chercherons à atténuer les tensions et nous ferons tous les efforts pour maintenir la paix et la tranquillité en Asie (cité dans Ding, 2008 : 133).

---

<sup>37</sup> Sur ce sujet voir Glaser et Medeiros, (2007).

<sup>38</sup> ASEAN : Association of Southeast Asian Nations, ou ANASE en français (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). Nous avons choisi de conserver l'acronyme anglais, plus communément utilisé dans la littérature sur le soft power. ARF: ASEAN Regional Forum, OCS: Organisation de Coopération de Shanghai.

<sup>39</sup> Le Forum Asiatique de Boao, créé en 2002, est une organisation internationale construite sur le modèle du Forum de Davos promeut l'intégration régionale asiatique. Il réunit chaque année des leaders en provenance d'Australie, du Cambodge, du Bangladesh, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran, du Kazakhstan, de la Corée, du Laos, de la Malaisie, de la Mongolie, du Népal, du Pakistan, des Philippines, de Singapour, du Sri Lanka, du Tadjikistan, de la Thaïlande, de l'Ouzbékistan, du Vietnam, de la Nouvelle Zélande, etc. Son secrétariat est basé à Beijing. Données tirées du site officiel du Forum Asiatique de Boao : <http://www.boaoforum.org/html/home-en.asp>.

Au niveau économique, la Chine cherche à rassurer ses voisins en promouvant le slogan de «partenariat gagnant-gagnant». Celui-ci vise à populariser l'idée que la croissance chinoise entraîne davantage d'opportunités économiques que d'inconvénients : «plus la Chine va se développer, plus elle consommera et importera des biens des autres États, créant ainsi une situation de "gagnant-gagnant"» (Kurlantzick, 2007 : 86). Il est à noter que le gouvernement chinois renforce ce discours par des mesures concrètes, comme le montre l'exemple de la Thaïlande cité par Kurlantzick : «Beijing a utilisé son aide pour acheter les surplus agricoles de la Thaïlande, dans le but de diminuer les inquiétudes suscitées par l'accord de libre échange signé entre les deux pays» (Kurlantzick, 2009 : 101).

Malgré le succès de certaines initiatives, plusieurs auteurs de la littérature secondaire notent l'inquiétude persistante de la communauté internationale vis-à-vis de la Chine. La plupart de ces auteurs l'explique par les incertitudes liées à la période de «l'après soft power». Ainsi que mentionné au début de cette section, le soft power est avant tout un instrument au service de la montée en puissance chinoise. Une fois devenue et reconnue comme une grande puissance, quelle sera l'attitude de la Chine? Quels sont les objectifs des dirigeants chinois à long terme? Ici encore, les opinions des auteurs de la littérature secondaire divergent.

Pour Li (2008), la Chine n'est pas une puissance révisionniste. Selon lui, l'objectif des dirigeants chinois sur le long terme est de «rejoindre la compétition en termes de soft power qui a lieu entre les grandes puissances actuelles» (Li, 2008 : 301). Pour Ding (2008) également, la Chine ne recherche par l'hégémonie. C'est avant tout une puissance responsable et soucieuse de protéger son processus de développement :

[...] étant donné les multiples tragédies et les humiliations qu'a connues la Chine dans l'histoire moderne, le but de la Chine dans cette période d'ascension n'est pas de chercher la revanche ou de faire subir ce qu'on lui a fait subir, mais simplement d'éviter toute incursion étrangère et d'être respectée par les autres pays (Ding, 2008 : 37).

Courmont (2009) et Cabestan (2010) émettent quant à eux des réserves sur la période de l'après soft power. Pour Courmont (2009), certaines pratiques économiques douteuses (dumping, espionnage, contrefaçon), certains comportements dans les pays voisins, ainsi qu'une certaine

suffisance diplomatique «soulèvent des doutes sur l'authenticité de sa démarche : la Chine sera-t-elle une puissance bienveillante le jour où elle aura atteint le statut de mégapuissance?» Selon lui, l'orientation future du comportement de Beijing sur la scène internationale n'est pas prévisible et de nombreuses questions restent en suspens : «quelles sont les réelles ambitions de la Chine une fois qu'elle aura retrouvé une place de premier plan sur la scène internationale?», «comment souhaite-t-elle s'installer de façon durable dans le cercle restreint des grandes puissances?» (Courmont, 2009 : 149, 190).

Cabestan brosse un portrait tout aussi pessimiste en conclusion de son analyse détaillée de la politique étrangère chinoise depuis le début de la décennie 1990:

Si sa politique étrangère est devenue plus sophistiquée, la Chine n'a pas atténué son nationalisme ni remis en cause ses ambitions de grande puissance; elle compte toujours modifier l'ordre mondial dans un sens qui lui est favorable afin de mieux protéger ses intérêts fondamentaux. Et elle le fait désormais savoir avec une assurance et parfois même une arrogance de moins en moins dissimulée. En ce sens, aujourd'hui, la Chine est plus que jamais une puissance révisionniste. (Cabestan, 2010 : 106).

Après avoir présenté brièvement les objectifs du gouvernement chinois en lien avec le soft power et les interrogations persistantes quant à la période de l'après soft power, penchons nous maintenant sur les mesures prises par Beijing pour promouvoir et diffuser son soft power. Ainsi que préconisé par l'école de pensée officiellement retenue (école de Shanghai), la culture constitue l'élément central des stratégies de soft power chinoises. C'est pourquoi nous traitons des mesures prises dans le domaine culturel dans les parties suivantes. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de stratégies mises en place dans les autres domaines de soft power (politique étrangère et politique intérieure), mais simplement que, dans un souci de concision, nous ne les présentons pas dans notre mémoire. Notre section 6 présente la stratégie de soft power culturel de Beijing de manière générale alors que notre section 7 présente les trois principales stratégies du gouvernement chinois de façon plus détaillée : la stratégie d'internationalisation des médias chinois, la stratégie de promotion du mandarin et son corollaire : la mise sur pied d'un réseau international de centres culturels, les Instituts Confucius.

## 1.6. La culture, élément central des stratégies de soft power chinoises

En accord avec l'école de Shanghai officiellement retenue, la culture est considérée comme la source principale du soft power chinois. Par conséquent, elle occupe une place centrale dans les stratégies développées par Beijing<sup>40</sup>.

### 1.6.1. Quelques remarques au sujet de la culture traditionnelle chinoise

Placer la culture<sup>41</sup> au centre de ses stratégies suppose un consensus sur les éléments qui la composent. Les auteurs chinois et ceux de la littérature secondaire ne s'entendent pas sur une définition commune de la culture chinoise (culture traditionnelle ou culture chinoise comprise au sens large). Sans entrer dans ce débat épineux mentionnons simplement que la langue (mandarin standard) est l'un des seuls éléments acceptés par tous comme l'un des fondements de l'identité collective chinoise (telle que promue par Beijing aujourd'hui).

Dans son ouvrage *The Dragon Hidden Wings : How China Rises With Its Soft Power*, Sheng Ding recense différents éléments associés à la culture chinoise traditionnelle : littérature classique, langue, idéologie / philosophie néoconfucianiste qui s'est étendue aux pays voisins (Japon, Corée, Vietnam, etc.), peinture, sculpture, calligraphie, médecine traditionnelle, acupuncture, architecture, arts martiaux, gastronomie, certaines pratiques religieuses telles que le culte des ancêtres, artisanat, etc. (Ding, 2008 : 66, 70). Pour lui, le caractère composite de la culture chinoise s'explique par son statut de ciment social : la culture traditionnelle chinoise est un fondement essentiel de l'identité collective actuelle, elle assure la pérennité du vouloir vivre ensemble des citoyens de la RPC. L'objet idéal «culture chinoise» doit contenir un maximum

---

<sup>40</sup> Cela ne signifie pas que le gouvernement chinois ne développe pas de stratégies de soft power dans d'autres domaines (politique étrangère, promotion de valeurs politiques intérieures), simplement, nous ne les présentons pas dans le cadre de notre étude.

<sup>41</sup> Dans notre mémoire, de même que Nye (2004) et Ding (2008) nous reprenons la définition établie par la Déclaration sur la diversité culturelle de l'UNESCO (2002), selon laquelle la culture représente : «l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances».

d'éléments qui permettent à chaque groupe à l'intérieur de l'État de s'identifier. Par ailleurs, promouvoir l'image d'une culture unifiée à l'étranger garantit une certaine cohérence aux diverses stratégies mises en place par le gouvernement. D'autre part, cette image d'une culture unifiée renforce sa fonction de cohésion sociale en retour.

### 1.6.2. Mesures politiques

Bien que le gouvernement ait officiellement adopté la notion de soft power en octobre 2007, des mesures politiques découlant de ce principe sont mises en place dès la fin de la décennie 1990 (voir Glaser et Murphy, 2009). Annoncée lors du 15<sup>ème</sup> congrès du PCC en 1998, la décision de Jiang Zemin de construire une «civilisation spirituelle socialiste» marque le début des mesures politiques (intérieures) basées sur l'idée de soft power. En 2001, un rapport sur la «moralité nationale» est publié dans lequel sont présentées les grandes lignes de la nouvelle idéologie de substitution, soit un mélange de valeurs issues du socialisme et de la tradition chinoise<sup>42</sup>. Par la suite, une réforme du système culturel est lancée lors du 16<sup>ème</sup> congrès du PCC en 2002. De cette réforme découlent plusieurs mesures de promotion de la culture chinoise tant sur le plan intérieur qu'extérieur (projet d'Instituts Confucius, échanges universitaires, organisations d'années de la Chine dans d'autres pays, etc.).

En 2006, deux évènements viennent renforcer la culture en tant qu'élément principal du soft power: Hu Jintao prononce un discours au *Foreign Affairs Leading Small Group*<sup>43</sup> dans lequel il souhaite que l'affirmation du statut de la Chine sur la scène internationale s'effectue à travers le renforcement d'un ensemble d'éléments dont le soft power (et la culture). Ces décisions se traduisent au niveau politique par un ensemble de mesures et de programmes inscrits dans des plans quinquennaux, ainsi que par des modifications dans la répartition budgétaire. Entre 2005 et 2006, Glaser et Murphy (2009) relèvent une augmentation de la part du budget consacrée à la promotion culturelle: «le budget central consacré au domaine culturel en 2006 a atteint 12.3

<sup>42</sup> Voir p.34 au sujet de la culture socialiste chinoise (Glaser et Murphy, 2009 : 15).

<sup>43</sup> Le FALSG (*zhongyang waishi gongzuo lingdao xiaozu* 中央外事工作领导小组) est une entité du PCC qui regroupe les décideurs de politique étrangère les plus influents. Il est présidé par Hu Jintao et supervise les décisions prises en matière de politique étrangères.

milliards de yuans, soit une augmentation de 23.9% par rapport à l'année précédente» (Glaser et Murphy, 2009 : 16).

Un plan quinquennal pour le développement culturel<sup>44</sup> est adopté en 2006. Ce plan concrétise une stratégie d'expansion de la culture chinoise, notamment à travers le lancement d'un processus d'internationalisation des médias et des entreprises culturelles chinoises (Glaser et Murphy, 2009). Parmi les mesures recensées dans ce document, on note : améliorer la compréhension de la culture chinoise; se servir de toutes les occasions (festivals, expositions, etc.) pour promouvoir la culture chinoise à l'international; participer activement aux prises de décisions internationales; développer les réseaux de vente des produits culturels chinois et soutenir les entreprises culturelles chinoises; développer les communications avec le reste du monde; promouvoir les échanges culturels avec le monde extérieur; utiliser la diaspora chinoise comme relais pour promouvoir la culture chinoise; mettre les experts des divers domaines à contribution (sciences humaines, philosophie, etc.), etc. (Li, 2008 : 303-304)

### 1.6.3. Modalités de production et de diffusion du soft power

De même que Nye (2004), les dirigeants chinois différencient culture savante et culture populaire et mettent en place des stratégies différentes selon le public visé. Les stratégies relevant du domaine de la culture savante cherchent à promouvoir les échanges académiques et scientifiques tandis que les stratégies de culture populaire cherchent à atteindre le plus grand nombre de personnes par le biais de produits culturels de grande diffusion (films, chanteurs populaires, émissions télévisées, musique, etc.) Les analystes chinois ont observé que la commercialisation et la mise en place de stratégies de marketing internationales étaient des moyens très utilisés par les pays occidentaux pour diffuser leur culture, notamment au niveau des produits culturels populaires. Inspirées des techniques occidentales, des initiatives similaires ont été entreprises pour rendre plus accessibles certains produits culturels chinois.

---

<sup>44</sup> *National Planning Guidelines for Cultural Development in the 11th Five Year Period, 2006.*

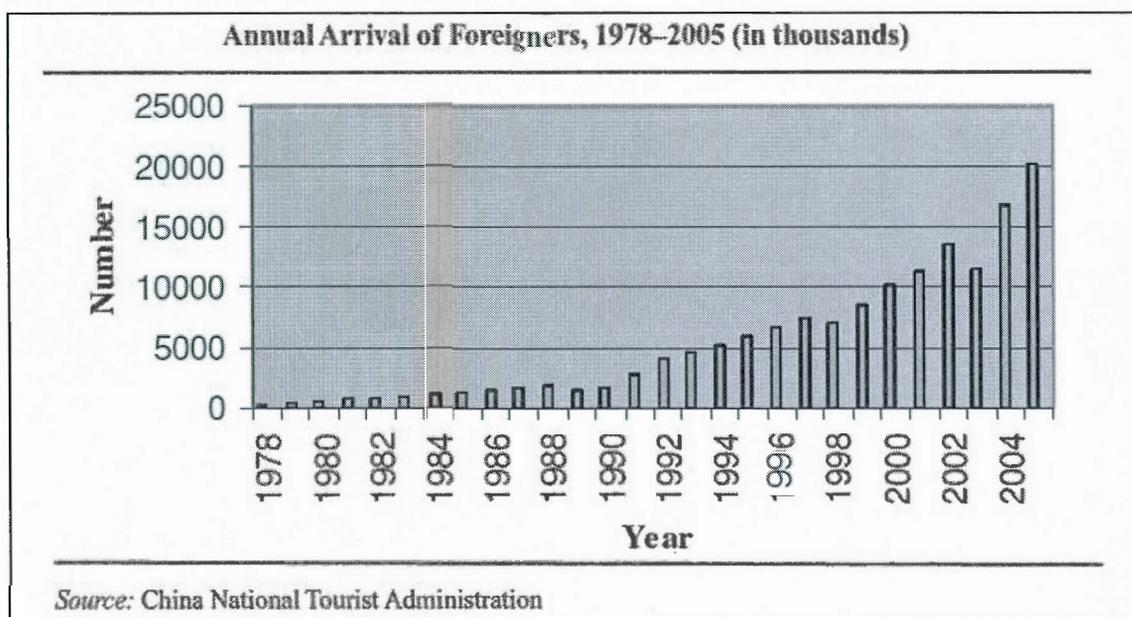
Ces initiatives relèvent majoritairement du gouvernement, mais sont parfois le fait d'acteurs privés. Beijing a tendance à gérer les activités de promotion de la culture traditionnelle tandis que les quelques initiatives privées concernent essentiellement la culture contemporaine. Par exemple, certains groupes ont cherché à faire connaître l'art contemporain chinois en publicisant des espaces de production alternatifs dont le 798 – *Dashanzi* à Beijing (大山子). Autre signe de diffusion de la culture chinoise, la popularité croissante des chanteurs de musique pop en Asie du Sud-Est.

Le gouvernement est très actif au niveau de l'organisation d'événements culturels à l'étranger, tels que des concerts de musique traditionnelle ou les «années de la Chine» (année de la Chine en France en 2003, année de la Chine en Russie en 2007, année de la Chine en Italie en 2010, etc.) Les stratégies gouvernementales comportent également un important volet dédié à l'organisation d'événements internationaux de grande envergure tels que les Jeux Olympiques de Beijing et l'Exposition universelle de Shanghai. Selon Courmont (2009), ces deux événements ont été l'occasion pour la Chine de renforcer et développer son soft power en ce sens qu'ils lui ont permis de publiciser sa culture à grande échelle et actualiser les représentations de la Chine : «les Jeux Olympiques de Beijing ont apporté à la Chine la reconnaissance internationale qui lui faisait défaut» tandis que l'exposition universelle de Shanghai cherchait à démontrer son statut de grande puissance. Il s'agit de «faire la démonstration que la Chine est tournée vers l'avenir et mérite sa place dans le cercle restreint des grandes puissances» (Courmont, 2009 : 23-24). Autre initiative de diffusion de la culture chinoise, Beijing a mis sur pied un programme de traduction de nombreux ouvrages de la littérature classique et contemporaine pour faire connaître la culture chinoise.

#### 1.6.4. Atouts et limites du soft power culturel chinois

La culture chinoise rayonne davantage dans la sphère asiatique, et surtout dans les pays d'héritage confucéen dans lesquels la proximité culturelle avec la Chine crée un environnement favorable à la réception de la culture chinoise.

La stratégie culturelle de Beijing semble porter ses fruits, ainsi que l'attestent les observations de Ding et Huang (2006) sur la progression du nombre de touristes étrangers ces dernières années (voir graphique ci-dessous).



**Figure 1.1.**Évolution du nombre de touristes en Chine 1978-2005.

Source : Ding et Huang 2006.

Reprenant des chiffres cités dans le *Daily Telegraph* et des données issues de la *China National Tourism Administration* ils remarquent :

Entre 1978 et 2005, le nombre de touristes étrangers (excluant ceux en provenance de Hong Kong, Macao et Taiwan) a été multiplié par 88, passant de 0.23 millions à 20.26 millions. L'Organisation Mondiale du Tourisme prévoit qu'en 2020, la Chine aura dépassé la France, les États-Unis et l'Espagne en tant que destination touristique la plus populaire (Ding et Huang, 2006 : 27-28).

Malgré ces observations positives, la plupart des auteurs de la littérature secondaire considèrent que les performances de la Chine en matière de diffusion culturelle restent limitées. Ils jugent faible le niveau des exportations de produits culturels, ainsi que leur influence. Selon eux, en effet, peu d'ouvrages sont traduits en langues étrangères et la plupart des auteurs contemporains

reste inconnu du public occidental. Concernant l'industrie cinématographique chinoise, ils observent qu'elle reste loin derrière l'occident<sup>45</sup> malgré quelques succès retentissants. En somme, la Chine est en situation de déficit culturel avec l'occident, elle importe davantage de produits qu'elle n'en exporte.

Plusieurs facteurs sont avancés par les auteurs de la littérature secondaire pour expliquer une telle faiblesse. Ding (2008) estime que l'explication est à chercher du côté de la «domination structurelle des cultures et des langues occidentales», alors que d'autres mettent l'accent sur l'absence d'industrie cinématographique ou bien évoquent les restrictions à la liberté d'expression (et de création) qui diminuent l'attrait pour les productions artistiques chinoises.

Wuthnow (2008a) estime pour sa part que les mesures déployées par le gouvernement chinois restent «éphémères et superficielles» et «renforcent les clichés au lieu de développer une véritable connaissance de la culture chinoise». Pour lui, il y a «peu de probabilités que ces activités changent réellement les perceptions de la Chine» (Wuthnow, 2008a : 10).

### 1.7. En détail

Voyons maintenant en détail les trois principales stratégies développées par le gouvernement chinois pour développer son soft power culturel : la stratégie d'internationalisation de ses médias, la stratégie de promotion de la langue chinoise et l'implantation d'Instituts Confucius.

#### 1.7.1. Internationaliser les médias chinois

Dans le contexte d'hyper-communication actuel, les dirigeants chinois ont compris que pour améliorer leur image internationale, diffuser leurs valeurs et leur culture, il leur fallait avant tout développer leur visibilité sur la scène internationale (Li, 2008). Pour ce faire, ils ont entrepris une stratégie d'internationalisation de leurs médias en parallèle avec le développement d'une

---

<sup>45</sup> La part des films chinois au box office international était de 1,6% en 2008 (Ding, 2008 : 127).

industrie cinématographique de calibre international. Il est intéressant de mentionner ici que le contexte intérieur chinois a un impact sur la façon dont les chercheurs chinois interprètent les stratégies de diffusion culturelle occidentales, notamment au niveau du rôle des médias. Une majorité d'analystes conçoit les médias comme de simples courroies de transmission, des acteurs dépendants du pouvoir et sans réelle capacité critique : «très peu d'analystes réalisent que les médias occidentaux ne sont pas de simples instruments dociles au service des gouvernements» (Li, 2008 : 6). Par exemple, cette particularité se retrouve lorsque des analystes chinois dénoncent «l'impérialisme médiatique occidental» lorsque leur pays est critiqué dans la presse occidentale : ils perçoivent ces critiques comme des attaques voilées des gouvernements. Ces analystes ont en effet du mal à concevoir que cela puisse être seulement le fait des médias eux-mêmes, en tant qu'acteurs indépendants. Cette perception singulière teinte les mesures prises pour développer la popularité des médias chinois et explique en partie les échecs de ces stratégies.

En pratique, la stratégie d'internationalisation des médias chinois se traduit par une augmentation des budgets alloués aux médias d'État. Il s'agit de leur permettre de développer des programmes ou des éditions dans d'autres langues. Selon des chiffres publiés dans le *Figaro* et repris par Courmont (2009) : en 2009, l'État chinois aurait «prévu d'investir 5 milliards d'euros dans ses chaînes internationales», cette somme se répartissant entre la télévision d'État (CCTV), «l'agence de presse » étatique *Chine Nouvelle* (*xinhua she*, 新华社), et le journal officiel du Parti, le *Quotidien du Peuple* (*renmin ribao*, 人民日报). Ces dernières années, la télévision d'État a lancé plusieurs chaînes dans différentes langues dont le français, l'espagnol, l'anglais, l'arabe, le russe, etc. De même, le *Quotidien du Peuple* a lancé des éditions internationales et l'agence *Xinhua* a ouvert plusieurs bureaux à l'étranger.

Deuxième aspect de cette stratégie de diffusion de la culture chinoise: la mise sur pied d'une industrie cinématographique. Pour Courmont (2009), bien qu'encore dans une «ère proto-Hollywood», le cinéma chinois a l'ambition de rivaliser avec Hollywood à plus long terme. Il remarque d'ailleurs que ce dernier se construit sur le modèle américain, notamment sur le plan des relations étroites qui se développent entre les dirigeants et certains cinéastes influents (voir Courmont, 2009 : 24-27). Concernant les obstacles au développement du cinéma chinois, il est à noter que les réalisateurs ne disposent pas encore d'une entière liberté d'expression et la

majorité des productions reste très orientée vers la glorification de « l'histoire et la culture chinoise et évitent de toucher de trop près à des sujets politiques sensibles» (Courmont, 2009 : 25). On remarque également que les vedettes reconnues internationalement (Gong Li, Zhang Ziyi, Jackie Chan, etc.) sont des vecteurs de diffusion importants de la culture chinoise.

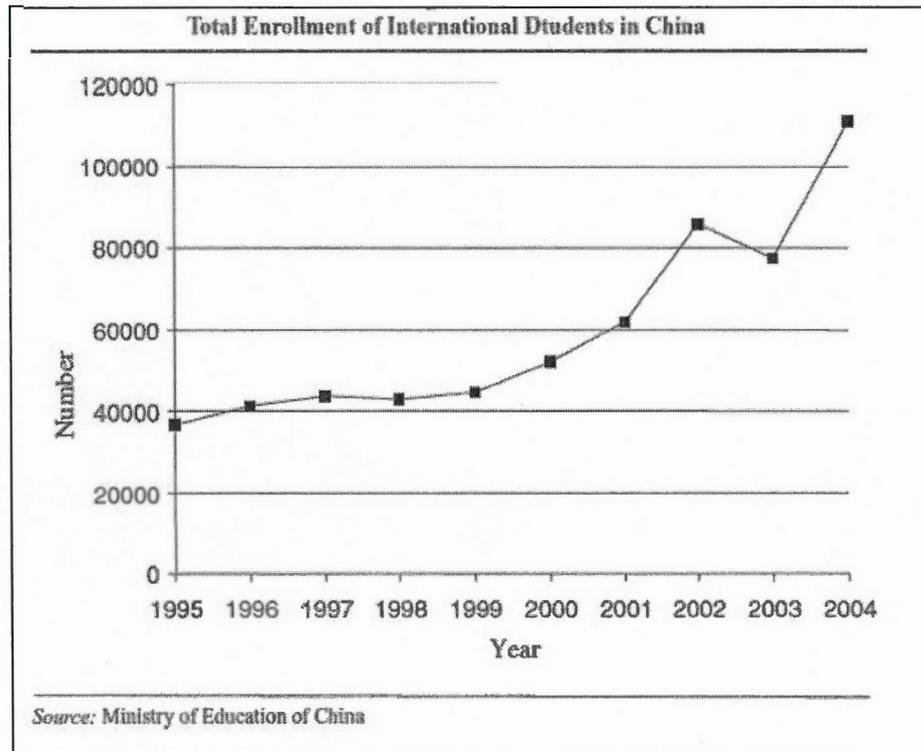
### 1.7.2. Promouvoir la langue chinoise

La croissance économique phénoménale que connaît la Chine depuis une trentaine d'années a suscité un intérêt important pour l'apprentissage du mandarin. Selon Ding et Huang (2006) qui reprennent les chiffres du ministère de l'éducation, en 2007, on dénombrait environ 40 millions d'apprenants du mandarin standard<sup>46</sup> à travers le monde, et ce nombre se serait élevé à 100 millions en 2010. Le nombre d'étudiants internationaux en Chine a connu une forte croissance. Ding et Huang (2006) estiment qu'entre 1995 et 2004, celui-ci a été multiplié par trois, passant de 36 855 à 110 895<sup>47</sup>, ainsi que le montre le graphique ci-dessous (Ding et Huang, 2006 : 26). Kurlantzick (2007), pour sa part, cite les chiffres de 8 000 étudiants internationaux en 1988 pour plus de 120 000 en 2008, soit une augmentation de 20% par année (Kurlantzick, 2007 : 118).

---

<sup>46</sup> Les termes mandarin standard et chinois sont utilisés ici pour désigner la langue officielle de République populaire de Chine (*putonghua*, 普通话), cette appellation visant à éviter la confusion avec l'appellation de mandarin (*guanhua*, 官话) qui désigne un dialecte parlé par les officiels de l'Empire (Mandarins).

<sup>47</sup> Ces chiffres excluent les étudiants en provenance de Hong Kong, Taiwan et Macao.



**Figure 1.2.** Étudiants internationaux en Chine 1995-2004.

Source : Ding et Huang 2006.

Ding et Huang (2006) analysent la provenance des étudiants étrangers qui se répartit comme suit : 75% des étudiants internationaux proviennent de l'Asie, 20% des États-Unis et de l'Europe. Par ailleurs, ils observent que 80% des étudiants étrangers étudient dans des disciplines dites «culturelles» : langue, histoire, arts, philosophie, médecine traditionnelle.

Ding (2008) estime que la langue joue un rôle primordial en matière de soft power. Selon lui, une langue véhicule non seulement «le savoir culturel d'un pays» mais elle «participe [également] à la formation des structures de pouvoir» et elle «façonne une certaine perception du monde» (Ding, 2008 : 114). Une langue qui atteint le statut de *lingua franca*<sup>48</sup> confère un avantage important en matière de soft power, ainsi que le mentionne Nye (2004) : «l'utilisation d'une langue comme média de communication international améliore le soft power du pays d'où

<sup>48</sup> Le terme *lingua franca* désigne une langue commune à tous les locuteurs ayant des langues maternelle différentes.

est issu cette langue» (Nye, 2004 : 75). Pour illustrer ses propos, il cite l'exemple de l'Espagne qui jouit d'une influence particulière dans les pays qui emploient également l'espagnol comme langue officielle.

Le chinois, en tant qu'ancienne lingua franca de la région asiatique, constitue un atout important dans les stratégies de diffusion de la langue et la culture chinoise du gouvernement chinois (Ding, 2008). Selon Ding, «le mandarin standard est la langue qui connaît la plus grande croissance comme langue commerciale commune dans le bassin pacifique, sa valeur pratique ayant dépassé celle du français, de l'allemand et du japonais» (Ding, 2008 : 117). La connaissance du chinois recèle plusieurs avantages qui expliquent sa popularité dont le plus important se formule en termes d'opportunités d'emploi (Ding, 2008). La diaspora chinoise<sup>49</sup> joue un rôle important en matière de diffusion de la langue. La diffusion du mandarin standard fait cependant face à plusieurs obstacles, dont la prééminence des langues occidentales qui restent globalement plus apprises que le chinois (anglais, espagnol, français).

Le gouvernement chinois a mis en place plusieurs mesures qui visent à promouvoir l'apprentissage du chinois. Dans son ouvrage *The Dragon's Hidden Wings*, Ding (2008) établit un historique des mesures prises par Beijing, dont nous nous inspirons largement ici. Il rapporte que, dès 1987, un organisme a été créé pour diffuser et coordonner l'enseignement du chinois (*National Office for Teaching Chinese as a Foreign Language*). Le HSK<sup>50</sup>, équivalent du TOFEL<sup>51</sup> a été créé peu après, en 1990. Ding (2008) estime que le test a connu une croissance de 40 à 50% chaque année depuis 1990 et recense 154 lieux d'examen dans 37 pays en 2008 (Ding, 2008 : 121).

---

<sup>49</sup> L'expression «diaspora chinoise» ou «chinois d'outre mer» regroupe des réalités variées. Il peut s'agir de «migrants temporaires, de ressortissants chinois résidant à l'étranger, de Chinois installés de manière permanente dans un pays étranger et ayant acquis la nationalité de leur pays d'accueil mais dont le sentiment d'appartenance au monde chinois reste fort» ou encore de «Chinois naturalisés et plus ou moins assimilés dans leur pays d'accueil» désignés dans le cas de la Thaïlande par l'appellation de Sino-Thaï (Leveau 2003 : VI). La diaspora chinoise est estimée à 38 millions d'individus (Ding, 2008).

<sup>50</sup> Dénomination complète: *haryu shuiping kaoshi* (汉语水平考试) ou Chinese Proficiency Test.

<sup>51</sup> *Test of English as a Foreign Language*.

En 2004, les structures existantes ont été révisées pour améliorer la qualité de l'enseignement et augmenter le nombre d'enseignants. Pour cela, l'accent a été mis sur le développement de partenariats entre les universités ou structures d'enseignement et un programme de volontariat a été instauré, le *Program of International Overseas Volunteer Chinese Language Teacher*<sup>52</sup>. Ce programme vise à :

[...] favoriser l'enseignement du chinois, fournir un soutien aux structures locales, faire connaître la culture chinoise, permettre une meilleure compréhension de la Chine, développer les relations amicales entre la Chine et les autres pays, promouvoir les échanges culturels, etc. (Ding, 2008 : 119).

En 2004 a aussi été mis en place le *Chinese Bridge Project* dont l'objectif était de développer des structures d'enseignement de la langue (Instituts Confucius) et du matériel d'enseignement standardisé. Selon Ding (2008), «c'est la première fois que la Chine a formulé et mis en place un plan pour diffuser le mandarin standard de manière systématique à une si grande échelle» (Ding, 2008 : 119).

D'autres initiatives semblables aux Instituts Confucius existent en Asie du Sud Est, notamment l'ouverture d'écoles primaires en mandarin en Thaïlande et au Cambodge. Selon Kurlantzick (2007), ces écoles sont financées par le gouvernement chinois ou des donateurs privés et jouissent d'une grande popularité auprès des populations modestes car elles «ont la réputation d'être moins corrompues que les écoles publiques». Ces dernières étant sous-financées, il n'est pas rare que les enseignants demandent de l'argent aux familles pour payer leurs salaires. Kurlantzick (2007) note que l'ouverture de ces écoles amène à une harmonisation des systèmes scolaires entre ces pays et la Chine. Ceci vient renforcer la proximité culturelle/éducative de ces pays avec la Chine, proximité favorable à la diffusion du soft power chinois.

Les mesures prises par le gouvernement chinois pour améliorer la diffusion du mandarin ne sont pas toujours perçues de façon positive. Des initiatives telles que les écoles primaires en mandarin, si elles jouissent d'une certaine popularité parmi les populations modestes sont

---

<sup>52</sup> Ce programme recrute en majorité de jeunes diplômés qui ont obtenu un diplôme de premier cycle universitaire, mais pas obligatoirement en enseignement du chinois langue seconde (Yang, 2010 : 242).

perçues par d'autres couches de la population comme une ingérence dans les affaires internes de leur pays ou encore comme une tentative de restauration par Beijing de l'ancien ordre impérial régional : «l'effort de promotion du mandarin est vu par certains analystes des pays voisins comme un moyen pour la Chine de restaurer son empire passé sous une nouvelle forme», un «néocolonialisme basée sur l'impérialisme linguistique» (Ding, 2008 : 125). Par ailleurs, le fait que la majorité des mesures provienne du seul acteur étatique constitue un facteur d'inquiétude pour les pays récepteurs : comment être certain que les initiatives du gouvernement chinois visent seulement à promouvoir la langue et ne poursuivent pas un agenda caché? (Ding, 2008 : 124)

Parallèlement à cette campagne de promotion du mandarin standard, les dirigeants chinois ont mis en place une campagne de promotion des universités chinoises ainsi que différentes mesures visant à développer les échanges universitaires avec l'étranger (échanges étudiants, professeurs invités, partenariats, etc.) Par cette campagne, Beijing cherche à améliorer la qualité des universités chinoises au niveau mondial de manière à attirer un nombre croissant d'étudiants étrangers et ainsi améliorer son image internationale.

### 1.7.3. Mettre en place un réseau d'Instituts Confucius

Les Instituts Confucius constituent la mesure phare de la stratégie de promotion du mandarin standard. Après un projet pilote mené en 2004 à Tachkent (Ouzbékistan), le premier Institut a ouvert ses portes la même année à Séoul (Corée du Sud). Une fois lancé, le projet a connu une progression rapide et on dénombrait à la fin du mois de mars 2011, 325 Instituts Confucius (*kongzi xueyuan* 孔子学院) et 134 Classes Confucius<sup>53</sup> (*kongzi jiaoshi* 孔子教室) répartis dans quelque 95 pays et régions<sup>54</sup>.

<sup>53</sup> Les Classes Confucius sont l'équivalent des Instituts Confucius au niveau primaire et secondaire.

<sup>54</sup> Les Instituts Confucius (IC) et Classes Confucius (CC) se répartissent comme suit : Asie (Asie de l'Est, Asie centrale, Proche et Moyen Orient) : 83 IC et 26 CC, Afrique : 22 IC et 4 CC, Océanie (Australie, Nouvelle Zélande) : 14 IC et 3 CC, Europe (Europe, Russie et une partie du Caucase) : 104 IC et 42 CC, Amériques : 102 IC et 59 CC. Données tirées de *Confucius Institute Online*, <http://www.chinese.cn/>, page consultée le 31 mars 2011.

Les Instituts Confucius sont des structures d'apprentissage de la langue et la culture chinoise, fruit d'un partenariat entre deux entités chinoises<sup>55</sup> (le *Hanban* (汉办) et une université chinoise) et une institution étrangère (en général une université). Les Instituts Confucius ont pour mandat de «promouvoir l'enseignement du mandarin standard, encourager et soutenir les initiatives locales d'apprentissage de la langue, développer les échanges culturels et faciliter les projets d'affaires» (Paradise, 2009: 651). Pour ce faire, ils proposent des cours de mandarin standard, ainsi que des cours à contenu culturel<sup>56</sup>. Ils sont également des centres de test HSK, ils offrent des services de renseignement sur les études (ou les affaires) en Chine ou bien participent à l'organisation de compétitions internationales telles que le *Chinese Bridge Proficiency Test for Foreign College Students (Chinese Bridge)*. Bien que les Instituts Confucius dépendent tous du *Hanban* et fonctionnent sur une base commune, ils visent l'adaptation au contexte local. Ceci explique les grandes différences entre les Instituts, ceux-ci se spécialisant dans un ou plusieurs domaines : culture, affaires, etc.

Les Instituts Confucius sont gérés par le Ministère de l'éducation par l'entremise du *Hanban*. Celui-ci s'occupe de l'envoi de professeurs, de l'organisation d'événements culturels, il finance également le lancement des Instituts et le matériel didactique. A titre d'exemple, au mois de décembre 2007, les investissements du *Hanban* s'élevaient à 26 millions de dollars; cette somme se répartissant entre le lancement des Instituts, la formation et l'envoi de 300 professeurs et la distribution de quelques 300 000 manuels d'apprentissage (Paradise, 2009).

---

<sup>55</sup> Dénomination complète : *guojia hanyu guoji tuiguang lingdao xiaozu bangongshi* (国家汉语国际推广领导小组办公室) ou *Office of Chinese Language Council International*. Le *Hanban* est une institution gouvernementale qui dépend du ministère de l'Éducation. Sa fonction est de «fournir les ressources nécessaires à l'enseignement de la langue et la culture chinoise et ce, partout dans le monde» (Confucius Institute Online). Le personnel de l'institution est constitué de plusieurs fonctionnaires issus de différents ministères, ainsi qu'un conseiller d'État qui exerce la fonction de président. La gestion des affaires quotidiennes du *Hanban* est assurée par un directeur exécutif. La répartition du personnel est la suivante : 12 membres du Conseil exécutif proviennent de divers départements de plusieurs ministères (éducation, commerce, médias, affaires étrangères, etc.) et 15 autres membres ne faisant pas partie du Conseil exécutif proviennent des universités chinoises et étrangères participantes, ainsi que de la Commission d'Éducation municipale de Beijing. (Yang 2010: 240). Les ministères participants sont les suivants: Bureau du Conseil d'État, ministère de l'Éducation, ministère des Finances, le Bureau des affaires chinoises d'outre-mer, ministère des Affaires étrangères, Commission de la réforme et du développement de l'État, ministère du Commerce, ministère de la Culture, le conseil d'État pour la radio, les films et la télévision, le conseil d'État pour la Presse et les publications, le Bureau de l'Information et le Comité étatique pour la langue.

<sup>56</sup> Cours d'histoire, de géographie, de calligraphie, de découpage de papier (*paper cutting*), initiation à certains instruments de musique, art du thé, acuponcture, et certains arts martiaux tels le Tai chi chuan (*tai ji quan* 太极拳), etc.

Il existe trois types d'Instituts Confucius : 1) ceux entièrement financés par le *Hanban*, 2) ceux créés grâce à un partenariat avec des entités étrangères<sup>57</sup> et, 3) les Instituts entièrement financés par les partenaires étrangers mais accrédités par Beijing.

Concernant les accords de mise sur pied, la procédure est la suivante : dans un premier temps, le *Hanban* s'entend avec une université étrangère, puis il nomme une université chinoise partenaire. Une fois l'accord conclu, le *Hanban* apporte un soutien financier, fournit le matériel didactique (manuels, matériel audio-visuel, cours en ligne, etc.) et organise l'envoi de professeurs chinois. Ceux-ci sont rémunérés par l'université chinoise partenaire.

Plusieurs auteurs de la littérature secondaire (Paradise, 2009, Yang, 2010) observent qu'une majorité des analystes chinois refuse l'association entre soft power et Instituts Confucius. L'argument selon lequel les Instituts Confucius relèvent du domaine académique et n'ont par conséquent aucun lien avec le soft power est souvent utilisé par les acteurs chinois (Paradise, 2009: 657). Ainsi, la directrice du *Hanban*, Xu Lin (citée par Yang, 2010) insiste sur le fait que les Instituts Confucius ne sont pas destinés à projeter la puissance de la Chine, ni ne visent à imposer des valeurs chinoises ou la culture chinoise à d'autres pays. Selon elle, la Chine cherche «seulement être mieux comprise par le reste du monde» et les Instituts Confucius visent précisément à cela en proposant des cours de langue et de culture. (Yang, 2010: 238).

Gill (2008), Paradise (2009) et Yang (2010) expliquent ce discours par l'inquiétude de la partie chinoise, celle-ci craignant que les Instituts Confucius n'alimentent la «thèse de la menace chinoise». Autrement dit, les analystes chinois craignent que les Instituts Confucius soient perçus comme des «chevaux de Troie» chinois en occident, ce qui engendrerait un refus des les accueillir. Cette crainte de la partie chinoise semble justifiée, ainsi que le montrent les propos rapportés par Duvigneau (2010) : «les Instituts Confucius ont tendance à inquiéter [...] les manuels d'enseignements ne laveraient-ils pas les cerveaux? "Colonies idéologiques agissant sur les diasporas", telle est l'image fantasmée des instituts» (Duvigneau, 2010 : 66).

---

<sup>57</sup> Cet arrangement concerne la majorité des Instituts Confucius, fruits d'un partenariat entre le *Hanban*, une université chinoise et une université étrangère.

Gill (2008), Paradise (2009), Duvigneau (2010), Yang (2010) estiment pour leur part que la mise sur pied d'un réseau d'Instituts Confucius ne peut être entièrement détachée des objectifs de Beijing en matière de soft power. D'ailleurs, certains organes gouvernementaux mentionnent explicitement ce lien. Ainsi, Gill (2008) relève que le site Internet du ministère de l'Éducation indique que «promouvoir l'enseignement du chinois relève d'une importance stratégique. Il s'agit 1) de populariser la langue et la culture chinoise à travers le monde [...] et 5) accroître l'influence de la Chine dans la communauté internationale» (cité dans Gill, 2008 : 117). Il est à noter que deux directeurs chinois d'Instituts Confucius interviewés lors de notre terrain de recherche en Thaïlande à l'hiver 2011 ont explicitement décrit leurs activités et objectifs en termes d'influence durable de la population locale<sup>58</sup>. Duvigneau (2010) et Yang (2010) estiment que les craintes liées à cette «thèse du cheval de Troie» ne se vérifient pas dans la pratique.

En réalité, le bilan des Instituts Confucius peut être qualifié de succès relatif tant sur le plan de l'amélioration de l'image internationale de la Chine, que de la diminution des inquiétudes des autres États quant à sa montée en puissance.

Si les Instituts Confucius ont «réussi à créer une image positive du mandarin et à attirer de plus en plus d'apprenants» (Gill, 2008: 116), il reste que les autorités chinoises font face à plusieurs obstacles qui minent cet impact positif sur le moyen et le long terme. Par exemple, Duvigneau (2010) note les craintes de certains pays étrangers : «étiquetant les Instituts Confucius comme des outils de propagande, l'Inde a déjà refusé le cadeau de Pékin» (Duvigneau, 2010 : 66). Également, elle remarque que plusieurs gouvernements occidentaux (dont le Canada) intrigués par le projet de Beijing ont mené des enquêtes sur les Instituts<sup>59</sup>, particulièrement dans les premières années de la création du réseau (Duvigneau 2010, Pierrebourg, 2009). Dans le même ordre d'idées, Ding et Saunders (2006) relèvent plusieurs inquiétudes des partenaires étrangers des Instituts Confucius en lien avec l'existence d'un possible agenda caché de Beijing, voire même le fantasme d'un «néocolonialisme basé sur l'impérialisme linguistique» (Ding, 2008 : 125). Paradise (2009) recense une autre crainte irrationnelle formulée par des universités

---

<sup>58</sup> Il s'agit du directeur chinois de l'Institut Confucius de l'Université de Khon Kaen (voir chap. 3, p.110) et de la directrice chinoise de l'Institut Confucius de l'Université Prince of Songkla (Phuket) (voir chap. 3 p.126-129).

<sup>59</sup> Sur ce sujet, voir Pierrebourg (2009).

étrangères : celle «que la Chine se serve des Instituts Confucius pour verrouiller le champ des études chinoises»<sup>60</sup> (Paradise, 2009: 661).

D'autres chercheurs, tels Yang (2010), tiennent des propos plus nuancés. Si elle concède que le réseau des Instituts Confucius peut être un canal utilisé par Beijing pour renforcer son influence internationale et promouvoir son modèle de gouvernance, elle estime que les craintes d'une influence cachée du gouvernement chinois ne sont pas justifiées : «le matériel didactique fourni par Beijing a été mis au point en suivant des objectifs pédagogiques (faciliter l'apprentissage) et non politiques (propagande)» (Yang, 2010: 237).

Pour Yang (2010) le problème le plus important auquel est confronté le réseau d'Instituts Confucius est la qualité des enseignants envoyés par la Chine. Elle note dans son rapport que la plupart des professeurs expérimentés (plus âgés et jouissant d'une bonne situation en Chine) refusent de partir enseigner à l'étranger. Ainsi, la majorité du personnel enseignant est recruté par le biais du *Program of International Overseas Volunteer Chinese Language Teacher*. En plus des problèmes relatifs à la qualité de l'enseignement, elle recense une série d'autres obstacles qui diminuent l'attrait d'un partenariat aux yeux des universités non chinoises : problèmes administratifs engendrés par la cogestion (*Hanban*, universités chinoises et étrangères), problèmes liés à la stabilité financière des Instituts, problèmes au niveau de la relation entre les partenaires (Yang, 2010). Elle considère cependant que ces problèmes ne constituent pas des obstacles à moyen ou long terme : «de telles difficultés découlent de la relative nouveauté du projet d'Institut Confucius, qui comme tout projet doit procéder à certains ajustements avant d'atteindre une certaine vitesse de croisière» (Yang, 2010 : 242).

Deux obstacles plus sérieux semblent toutefois se profiler à l'horizon du long terme : premièrement, le fait que les Instituts Confucius plutôt que des centres culturels centrés sur le grand public restent des centres cantonnés aux milieux universitaires et se concentrent sur un public étudiant et l'apprentissage de la langue (Pozzar, 2011). Ce manque de visibilité des Instituts auprès du grand public pourrait miner les efforts de soft power de Beijing.

---

<sup>60</sup> De la même manière, Ding note: «les Instituts Confucius sont financés par un organe gouvernemental, le *Hanban*. Si les programmes des Instituts peuvent promouvoir la culture et la langue chinoise, il est également possible qu'ils servent à masquer certains problèmes intérieurs de la Chine» (Ding, 2008: 125).

Deuxièmement, le fait que les cours et activités à contenu culturel proposés par les Instituts Confucius se réfèrent quasi-exclusivement à la culture traditionnelle chinoise. Ces activités génèrent une image de la Chine chez les étudiants en profond décalage avec la réalité sociale et culturelle de la Chine actuelle. Ce décalage se traduit souvent par une profonde déception des étudiants lors de leur premier voyage en Chine, ce qui mine finalement le soft power de Beijing plutôt que de le renforcer (R.J. citée dans Pozzar, 2011).

### 1.8. Conclusion

Au début de la période d'après guerre froide, les transformations du système international (nouveaux moyens de communication, nouveaux acteurs, nouvelles technologies) ont rendu obsolète la conception traditionnelle de la puissance et mené à l'émergence d'une nouvelle forme de puissance : le soft power. Cette nouvelle forme de puissance est définie par Nye comme un ensemble de capacités : capacité de séduire, de se rendre attractif, de définir l'agenda international, d'orienter les préférences des autres acteurs, de rendre sa puissance légitime aux yeux des autres joueurs, etc. Mettre en place des stratégies de soft power permet à l'État d'asseoir sa puissance en fonction des nouvelles normes internationales qui ont émergé dans le système international post-Guerre froide. Au fil de ses ouvrages (1988-2008), Nye a précisé cette notion de soft power, définissant ses sources (culture, valeurs politiques internes, style et substance de la politique étrangère, etc.) et son exercice. Bien que de multiples inconnues demeurent (processus de conversion des ressources en résultats, évaluation des stratégies, etc.), la notion de Nye a suscité un intérêt important dans les milieux académiques puis politiques chinois à partir de la seconde moitié des années 1990, période à laquelle la RPC émerge du traumatisme de Tian'an men et s'interroge sur la façon d'intégrer le cercle restreint des grandes puissances. Redéfinie et sinisée, à tel point qu'il est désormais possible de parler de soft power chinois, la notion originellement créée par Nye a suscité d'intenses débats et donné naissance à plusieurs écoles de pensée. L'école de Shanghai, qui place la culture au centre de son analyse, s'est imposée comme l'école de pensée dominante, les dirigeants de la 4<sup>ème</sup> génération l'ayant retenue comme école officielle. Au début des années 2000, Beijing a commencé à mettre en place des stratégies visant à développer son soft power, avant d'en faire un principe de politique

étrangère lors du XVIIe Congrès national du PCC (2007). La culture constituant l'élément essentiel des stratégies de soft power selon l'école de pensée officiellement retenue, c'est dans ce domaine que les mesures prises par le gouvernement chinois ont eu le plus de visibilité. La section 7 de ce chapitre décrivait en détail trois de ces principales mesures : la stratégie d'internationalisation des médias chinois, la stratégie de promotion du mandarin standard et la mise en place du réseau international d'Instituts Confucius.

Au fil de notre recherche, les Instituts Confucius, lieux d'apprentissage du mandarin et vecteurs institutionnels de la culture chinoise, se sont naturellement imposés comme le cadre de notre étude de cas de l'une des stratégies de soft power mises en place par Beijing.

Notre chapitre 1 visait à présenter deux notions centrales (soft power, soft power chinois) et deux concepts opératoires (Instituts Confucius, stratégie de promotion du mandarin standard) de notre recherche. Après un premier chapitre introductif, notre chapitre 2 se concentre sur la mise en place de notre démarche de recherche. Pour ce faire, il cherche à résoudre certaines des questions laissées en suspend par Nye : l'évaluation des stratégies de soft power et son corollaire, le processus de conversion des ressources de soft power en résultats. Résoudre ces questions implique dans un premier temps de pousser l'analyse du concept de puissance (*power*) et de prendre en compte son aspect multidimensionnel. Les travaux de Barnett et Duvall (2005) sur la multi-dimensionnalité de la puissance, puis ceux de Ding (2008) sur la multi-dimensionnalité du soft power et de ses sources nous fournissent des éléments de réponse à ces questions. Le «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats» mis au point par Ding (2008) à la suite de ses travaux sur la multi-dimensionnalité du soft power et de ses sources nous fournit une méthode pour analyser le cas retenu dans notre mémoire : l'évaluation de la stratégie de promotion du mandarin standard mise en place par la Chine en Thaïlande, via le réseau d'Instituts Confucius. Le modèle de Ding (2008) constitue notre cadre d'analyse. C'est ici que réside l'originalité de notre recherche : nous tentons de mettre en pratique l'une des rares – sinon la seule – méthode d'évaluation des stratégies de soft power.

Après avoir présenté notre cadre d'analyse (section 2), la troisième partie (section 3) de notre chapitre 2 présente la méthodologie de notre recherche : notre question centrale de recherche,

notre hypothèse, les concepts, variables et indicateurs retenus ainsi que la méthodologie de notre terrain de recherche.

Enfin, notre chapitre 3 présente notre réponse à notre question centrale de recherche selon le cheminement induit par notre cadre d'analyse : nous justifions notre choix de la Thaïlande en démontrant que le pays présente toutes les conditions requises par le modèle de Ding (2008) pour que le processus de conversion des ressources en résultats fonctionne, puis nous présentons les résultats de notre enquête de terrain.

## CHAPITRE II

### CADRE THÉORIQUE, CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Ce deuxième chapitre traite de la structure théorique, conceptuelle et méthodologique de notre démarche de recherche. La première section se penche sur la question de l'évaluation des stratégies de soft power et précise ses fondements théoriques (multi-dimensionnalité de la puissance, du soft power et de ses sources). Il s'agit d'une démarche nécessaire à la compréhension de notre cadre d'analyse, présenté dans la section suivante : le modèle de conversion des ressources de soft power en résultats (Ding). La dernière section détaille la méthodologie utilisée lors de notre terrain de recherche (observations, entrevues, distribution du questionnaire). C'est également dans cette section que nous présentons notre question centrale de recherche, notre hypothèse, nos concepts, variables et indicateurs.

#### 2. Un problème dans la littérature: comment évaluer le soft power?

L'évaluation des stratégies de soft power est un problème cité à plusieurs reprises dans la littérature sur le sujet<sup>61</sup>. C'est en effet l'un des points faibles de l'architecture notionnelle de Nye : comment évaluer une forme de puissance «*intangibile, immatérielle*», et «*s'inscrivant dans le temps long*» ? Est-ce seulement possible? S'il propose plusieurs outils pour en mesurer les effets, tels que les sondages d'opinion, les enquêtes auprès de groupes témoins et les études de cas, ceux-ci demeurent très incomplets. Nye, conscient de cette limite analytique, a cherché à

---

<sup>61</sup> Les critiques concernant la notion de soft power sont nombreuses (Lukes 2007, Bially Mattern 2007, Berenskoetter 2007, Fan 2008, etc.), toutefois nous avons choisi de nous limiter à celles concernant la multi-dimensionnalité de la puissance, que nous jugeons plus pertinentes dans le cadre de cette étude : Barnett et Duvall (2005), Ding et Huang (2006), et Ding (2008).

parer aux critiques en avançant que la singularité du soft power «empêche toute tentative de développer des outils de mesure standardisés» (Nye 2008 : 95), le soft power se mesurant au «cas par cas»<sup>62</sup>, selon le pays, l'intervalle de temps retenu, la situation donnée, etc. : «*Whether a particular asset is a soft power resource that produces attraction can be measured by asking people through polls or focus groups. Whether that attraction in turn produces attraction has to be judged in particular cases*» (Nye, 2004: 6). Cette citation laisse entrevoir un double problème : les difficultés d'évaluations proviennent non seulement des sources (comment s'assurer que l'élément retenu constitue bel et bien une source de soft power?) mais aussi du processus de conversion de ces ressources potentielles en résultats. Fan (2008) cerne bien cette seconde difficulté dans son article *Soft power: power of attraction or confusion?*

*«Nye (2004) lists a wide range of various examples as the proxy measures of soft power: foreign immigrants, asylum application, international students, tourists, books and music sales (...) In all these examples given by Nye, resources, sources (causes) and impact (effect) are mixed up. It is important to note that sources and resources are not power per se but potential for power. The owners of these resources have to convert them into power» (Fan, 2008: 150).*

Les méthodes d'évaluation proposées par Nye (2004, 2008) restent donc des outils imparfaits en raison de leur représentativité limitée et du fait qu'ils fournissent des instantanés partiels plutôt que des tendances fiables et observables sur le long terme. Ce constat nous amène à formuler une première réflexion: partant du fait que les moyens proposés par Nye (2004, etc.), ne constituent pas des méthodes appropriées pour évaluer une stratégie de soft power, est-il seulement possible d'évaluer les résultats d'une stratégie de soft power? Si oui, existe-t-il d'autres méthodes que celles proposées par Nye qui permettraient une évaluation?

Nous allons maintenant présenter l'originalité et l'objectif de notre recherche, puis nous présenterons dans les sections suivantes les éléments de réponse à cette première question de recherche.

---

<sup>62</sup> Nye remarque que le soft power semble être une stratégie privilégiée par les puissances moyennes qui n'ont pas la possibilité de rayonner sur la scène internationale grâce à leur hard power. Le soft power apparaît davantage comme une stratégie par défaut plutôt qu'un réel choix, mise en place de façon pragmatique, en fonction des atouts et des moyens dont dispose le pays.

### 2.1.1. Originalité et objectif de notre recherche

Le soft power a fait l'objet de nombreuses études ces dernières années, or, la plupart des chercheurs reprend la définition confuse et imprécise avancée par Nye (1988, 1990, 2004, 2008). Peu de travaux analysent en profondeur ses fondements théoriques, ses différentes composantes, ou encore son fonctionnement. Il existe en réalité plusieurs façons d'appréhender l'idée de soft power. Nous avons retenu les trois acceptions suivantes dans le cadre de notre mémoire :

- le soft power tel que défini par Nye (chapitre 1) et qui demeure une notion<sup>63</sup>,
- le soft power chinois, qui est la notion de Nye redéfinie, sinisée par les chercheurs et le gouvernement chinois puis transformée en un principe de politique étrangère (chapitre 1),
- le soft power tel que défini par Ding (2008) qui est un *processus* (voir ci-dessous).

Après avoir présenté les deux premières façons d'appréhender le soft power dans le chapitre précédent, le présent chapitre se concentre sur la troisième façon de concevoir le soft power, celle de Ding, car c'est celle-ci qui forme la base de notre cadre d'analyse. En effet, si Nye (1988) a créé la notion de soft power, c'est Ding (2006, 2008) qui en a fait un principe opérationnalisable avec lequel il est possible de mener une recherche selon des critères scientifiques.

La «puissance souple» créée par Nye se situe au carrefour de plusieurs écoles de pensée, celui-ci l'ayant forgée en puisant dans divers courants théoriques qui conceptualisent différemment la puissance. Cette pluralité de fondements théoriques cause une certaine confusion dans la notion : si l'aspect «soft» est bien défini par Nye, l'aspect «power» reste imprécis et traversé de contradictions. La puissance, concept fondamental de la discipline des relations internationales, est un concept complexe qui doit être précisé avant de l'utiliser dans le cadre du soft power. L'article de Barnett et Duvall (2005) puis les travaux de Ding (2008), en démontrant l'aspect multidimensionnel de la puissance, constituent les bases d'une nouvelle façon de concevoir la

---

<sup>63</sup> Il est important de distinguer les termes suivants. Une notion se définit comme la «connaissance intuitive et imprécise d'une chose». (*Eyclopædia Universalis* en ligne, page consultée le 31 octobre 2011). Une théorie se définit comme «un ensemble plus ou moins agencé, cohérent et défini de concepts, ayant une valeur explicative ou de compréhension» (Payette 2006, cité dans Payette et Horn 2008 : 126). Un concept est «une représentation abstraite, simplifiée et organisée de la réalité» (Payette et Horn 2008 : 126).

puissance et *in fine*, le soft power. Si la puissance est un concept multidimensionnel, toute analyse de cette forme de puissance qu'est le soft power doit être entreprise en prenant en compte cet aspect multidimensionnel. S'appuyant entre autres sur les travaux de Barnett et Duvall (2005), Ding (2008) applique cette multi-dimensionnalité au soft power et montre qu'il s'agit d'une notion intrinsèquement multidimensionnelle, de par ses ressources et de par son fonctionnement. Partant de ces constats, il crée un modèle décrivant le processus de soft power, ce qui lui permet d'évaluer les stratégies de soft power mises en place par un État donné dans un État cible. Ce «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats» (appendice A) (Ding 2008) constitue notre cadre d'analyse<sup>64</sup>. Là réside l'originalité de notre recherche : nous tentons de mettre en pratique l'une des rares –sinon la seule– méthodes d'évaluation des stratégies de soft power. Ce modèle nous permet d'atteindre notre objectif de recherche, à savoir évaluer l'une des stratégies de soft power mise en place par le gouvernement chinois dans un pays du sud-est asiatique (Thaïlande): la promotion du mandarin standard.

La section suivante présente notre cadre d'analyse. Avant de décrire le «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats» mis au point par Ding (2008), nous présentons les travaux de Barnett et Duvall (2005) sur multi-dimensionnalité de la puissance, ainsi que les travaux de Ding sur la multi-dimensionnalité du soft power et de ses sources. Ensuite, nous présentons les premières tentatives de Ding et Huang (2006) d'établir le soft power comme un processus. Cette démarche est nécessaire en ce sens qu'elle permet de bien comprendre l'évolution des recherches qui ont mené au modèle de Ding.

---

<sup>64</sup> Le cadre d'analyse est la partie opératoire de la théorie, à savoir ce qu'il faut retenir d'une théorie pour la rendre opérationnelle dans le cadre d'une analyse concrète. Le processus d'opérationnalisation permet de passer de la question de recherche générale aux comportements même que l'on se propose d'observer dans la réalité» (Payette et Horn 2008 : 127).

## 2.2. Cadre théorique et conceptuel.

### 2.2.1. Barnett et Duvall : la multi-dimensionnalité du concept de puissance.

Barnett et Duvall (2005), estiment que c'est la définition imprécise de la puissance (*power*), contenue dans le *soft power*, qui rend la notion de Nye si difficile à cerner. Il existe selon eux plusieurs types de puissances, plusieurs manières de la conceptualiser, de même que plusieurs façons de se représenter son fonctionnement qu'il est nécessaire de prendre en compte si l'on veut mieux comprendre les mécanismes qui la sous-tendent et ses effets: «les chercheurs en relations internationales devraient utiliser les différentes conceptions de la puissance pour développer un cadre conceptuel qui permette d'analyser la puissance sous ses multiples formes» (Barnett et Duvall, 2005 : 39).

Barnett et Duvall (2005) recensent quatre types de puissance<sup>65</sup>, deux façons de concevoir la puissance<sup>66</sup>, et deux façons de se représenter l'exercice de la puissance<sup>67</sup> (Barnett et Duvall, 2005 : 39). La *puissance coercitive* se définit comme une interaction de contrôle direct d'un acteur sur un autre (Barnett et Duvall, 2005 : 39). Ce type de puissance met l'accent sur l'agent, la structure devenant un simple contexte dans lequel les actions des acteurs se déroulent (Barnett et Duvall, 2005 : 48). La *puissance institutionnelle* intervient lorsque le contrôle de l'acteur s'exerce indirectement sur les autres acteurs à travers des relations diffuses, notamment par le biais des institutions (Barnett et Duvall, 2005 : 51). Dans le cas de la *puissance structurelle*, les capacités des acteurs sont construites à travers les relations qu'ils entretiennent entre eux selon leur position au sein de la structure : «*structural power concerns the structures –or more precisely, the co-constitutive internal relation of structural positions– that define what kind of social beings actors are*» (Barnett et Duvall, 2005 : 53). La *puissance de production*, quant à elle, fait référence à une situation dans laquelle la production de la subjectivité (socialement diffuse) dans les systèmes de sens et de signification façonne la puissance (Barnett et Duvall,

---

<sup>65</sup> La puissance coercitive (*compulsory power*), la puissance institutionnelle (*institutional power*), la puissance structurelle (*structural power*) et la puissance de production (*productive power*).

<sup>66</sup> La puissance exprimée dans l'interaction (*interaction*) et la puissance constitutive (*constitution*),

<sup>67</sup> La puissance en tant que relation directe (spécifique) et la puissance en tant que relation indirecte (diffuse).

2005 : 55). Il est à noter que la puissance structurelle et la puissance de production mettent l'accent sur la structure, le rôle de celle-ci étant plus important que celui de l'agent, malgré que ce dernier ait une influence sur la production, la reproduction et la transformation des structures (Barnett et Duvall, 2005 : 49).

Concernant les façons de concevoir la puissance, Barnett et Duvall (2005) considèrent que la puissance émerge toujours d'une «relation sociale», c'est-à-dire un contact entre un ou plusieurs acteurs. Cette relation peut être *interactive* : il s'agit d'une «interaction entre acteurs sociaux préalablement constitués» (Barnett et Duvall, 2005 : 45), ou bien *constitutive* : «l'échange constitue l'acteur en tant qu'acteur social doté de certaines capacités et certains intérêts» (Barnett et Duvall, 2005 : 45). Dans le cas où la puissance s'exprime dans l'interaction (les acteurs impliqués sont déjà dotés d'une identité sociale), «la puissance fonctionne à travers des relations comportementales (*behavioral relations*), qui, à leur tour, affectent la capacité des autres acteurs à contrôler les conditions de leur existence» (Barnett et Duvall, 2005 : 45). Autrement dit, la puissance est considérée comme «un attribut qu'un acteur possède et peut utiliser comme ressource pour influencer l'action ou les conditions de l'action des autres acteurs» (Barnett et Duvall, 2005 : 45). Dans le cas où la puissance participe au processus de construction identitaire des acteurs impliqués dans la relation, celle-ci les dote de capacités et d'intérêts particuliers. Autrement dit, «certaines relations sociales produisent certains types d'acteurs sociaux, ceux-ci ayant des compréhensions et des capacités différents, ce qui influe sur la perception d'un acteur de ses conditions d'existence» (Barnett et Duvall, 2005 : 46).

Enfin, Barnett et Duvall observent qu'il existe une façon directe et une façon indirecte d'appréhender l'exercice de la puissance. En présence d'une relation de puissance *directe*, le lien de causalité est direct, la proximité physique, temporelle, sociale, etc. des acteurs est nécessaire (Barnett et Duvall, 2005 : 47). La définition que donne Dahl<sup>68</sup> de la puissance sous-entend ce type de relation directe : «il existe un lien observable et que l'on peut suivre entre A et B» (Barnett et Duvall, 2005 : 47). Dans le cas d'une relation de puissance *indirecte*, il est possible «d'observer un processus de puissance même s'il n'existe pas de lien direct entre les

---

<sup>68</sup> Selon Dahl, la puissance se définit par «la capacité de A de faire faire à B ce que B n'aurait pas fait sans l'intervention de A» (Dahl, cité dans Barnett et Duvall, 2005 : 49).

acteurs» (Barnett et Duvall, 2005 : 48), ceux-ci peuvent être séparés par une distance temporelle, physique, sociale, etc. On retrouve ce type de relation dans le cas de la puissance institutionnelle : «l'évolution des règles et des processus décisionnels peuvent produire des résultats qui avantagent certains groupes par rapport à d'autres, ces effet pouvant opérer à travers le temps et la distance» (Barnett et Duvall, 2005 : 48).

Après avoir montré le caractère multidimensionnel de la puissance, Barnett et Duvall (2005) observent que les différentes écoles de pensée en relations internationales mettent l'accent sur l'un ou l'autre des types de puissance. Par exemple, les réalistes reprennent la définition de la puissance de Dahl et la conçoivent comme «la capacité des États à utiliser des ressources matérielles pour amener les autres acteurs à faire de qu'autrement ils n'auraient pas fait» (Barnett et Duvall, 2005 : 40). Il existe en fait un large consensus autour de cette définition, très largement reprise par les chercheurs de la discipline. Nye la cite à de nombreuses reprises dans ses écrits (1988, 1990a, 2004, 2008, etc.). Barnett et Duvall (2005) constatent que Nye construit en quelque sorte sa notion de soft power en opposition à celle de hard power qui découle de la conception réaliste de la puissance :

Pour de nombreux auteurs, étudier la puissance en relations internationales revient à étudier comment un État utilise ses ressources de puissance pour faire progresser ses propres intérêts au détriment de ceux des autres États (intérêts supposés contradictoires) [...] la puissance coercitive ne se limite pas pour autant aux ressources matérielles (Barnett et Duvall, 2005 : 50).

En effet, les ressources de puissance peuvent être symboliques, normatives, etc. telles les ressources du soft power recensées par Nye (2004): la culture, les valeurs de politique intérieure, le style et la substance de la politique étrangère. Barnett et Duvall (2005) jugent cependant qu'en restant dans le cadre de cette définition réaliste de la puissance, le soft power peine à s'émanciper du consensus dominant et reste de ce fait une notion floue et traversée de contradictions.

Au cours de ses recherches, Ding (2008), pousse plus loin l'analyse de Barnett et Duvall (2005) en reliant les différents types de puissance recensés dans leur typologie aux différents aspects de puissance contenus dans la notion de soft power. Cela lui permet d'affiner sa compréhension du

soft power, d'appréhender son fonctionnement comme celui d'un processus et d'aboutir à un modèle analytique plus exhaustif : le «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats» (Ding 2008).

### 2.2.2. Ding : la multi-dimensionnalité du soft power et la multi-dimensionnalité de ses sources

Reprenant l'analyse de Barnett et Duvall (2005) qui pose la multi-dimensionnalité de la puissance, Ding (2008) affine ce principe de multi-dimensionnalité puis l'applique au soft power avant de construire un cadre analytique qui décrit le processus de conversion des ressources de soft power en résultats.

#### 2.2.2.1. Les façons traditionnelles de concevoir la puissance et leurs faiblesses

Selon Ding (2008), il existe trois façons de concevoir la puissance qui découlent du type de ressources sur lesquels on se base : la puissance comme possession de certains attributs (*attribute power approach*), la puissance comme résultat émergeant d'une relation entre deux ou plusieurs acteurs ou puissance relationnelle (*relational power approach*), et la puissance comme résultat émergeant de la structure du système international ou puissance structurelle (*structural power approach*). Ding (2008) estime que la faiblesse majeure de ces approches traditionnelles réside dans leur exclusivité, autrement dit chacune des approches considère un seul type de ressources de puissance, sans prendre en compte les ressources développées par les autres approches : «l'utilité de la puissance en tant que concept analytique réside dans le fait qu'elle permet d'expliquer le comportement d'un État ainsi que les résultats des relations de pouvoir» (Ding 2008 : 45). Or, «si l'on veut développer le concept de puissance de façon consciencieuse, il faut prendre en compte l'existence de ces multiples types de ressources de puissance et reconnaître qu'elles se situent à différents niveaux du système international» (Ding 2008 : 43).

### 2.2.2.2. De la multi-dimensionnalité de la puissance à la multi-dimensionnalité du soft power.

Citant Lehman (1988) et reprenant les travaux de Barnett et Duvall (2005), Ding (2008) pose la multi-dimensionnalité de la puissance et celle de ses sources : «*The understanding of the multidimensional nature of power should be based on the conception of multidimensional power resources*» (Lehman 1988, cité dans Ding 2008: 43). Pour Ding (2008), le caractère multidimensionnel de la puissance provient du fait que ses ressources sont multidimensionnelles. Autrement dit, si la puissance est un concept multidimensionnel c'est parce qu'elle est basée sur plusieurs types de ressources qui agissent à différents niveaux du système international. Ding (2008) estime qu'il existe en réalité une double multi-dimensionnalité des ressources de puissance : au niveau du type de ressources et en raison du fait qu'elles se situent à différents niveaux du système international. «Reconnaître qu'il existe plusieurs types de ressources de puissance implique que chaque façon d'exercer la puissance est singulière, c'est-à-dire ne générant pas le même type d'obéissance ou d'opposition» (Lehman 1988, cité dans Ding 2008 : 44).

Le second constat que pose Ding (2008) est celui de la multi-dimensionnalité du soft power. Selon lui, le soft power est une forme de puissance basée sur plusieurs ressources de puissance de différents types : «*the concept of soft power, different from that in the existing conceptions of power that are all developed in an unidimensional approach has inherent multidimensional power resources*» (Ding 2008 : 45). Pour lui, Nye n'a pas pris en compte cette multi-dimensionnalité des ressources de puissance dans sa notion, ce qui en restreint la portée analytique:

*Although Nye mentions "three dimensions" of power like "military, economic and soft" in his works, these three "dimensions" are not the measurements that define power by a multidimensional approach. Moreover, he has discussed various kinds of power resources like a country's culture, political values, style of foreign policy, attraction, agenda setting, and so forth but he has not analyzed them from the perspective of multidimensionality (Ding 2008: 45).*

Partant de ce second constat, Ding (2008) s'attache à démontrer le caractère multidimensionnel du soft power. Pour ce faire, il montre de quelle façon les trois conceptions traditionnelles de la puissance peuvent être appliquées au soft power.

### 2.2.2.3. La multi-dimensionnalité des ressources de soft power.

#### *La puissance comme possession de certains attributs (attribute power approach)*

L'approche des attributs de la puissance est souvent associée au réalisme et à la définition de la puissance de Dahl (voir ci-dessus). Cette approche établit que la source de la puissance réside dans la possession de certaines ressources (capacités matérielles ou symboliques) qui lui permettent d'amener les autres États à faire ce qu'ils n'auraient pas fait autrement. On évalue ce type de puissance en faisant l'inventaire des ressources de puissance. La question de la conversion des ressources en résultats n'est pas vraiment approfondie, les partisans de cette approche alléguant que la conversion s'effectue par le biais de l'imposition de coûts (menaces, sanctions, etc.) ou de récompenses (promesses).

Pour Ding (2008), cette conception de la puissance résonne avec la notion de Nye, en ce sens que chez Nye, ce ne sont plus les ressources de puissance «hard» (domaines militaires, économiques) mais les ressources «soft» qui importent (culture, valeurs de politique intérieure, style et substance de la politique étrangère).

#### *La puissance comme résultat d'une relation entre un et plusieurs acteurs (relational power approach).*

Cette approche définit la puissance en termes de relations entre les États. Ce ne sont plus les attributs de la puissance qui sont source de puissance mais la relation entre les États : «les ressources de puissance ne sont pas possédées par les acteurs mais émergent de tous les types d'échanges qui ont lieu entre les acteurs» (Ding, 2008 : 41). Dans cette optique, la puissance est

relative et contextuelle. La puissance émerge ainsi des relations commerciales entre les États, de l'aide publique au développement, des transferts de technologie, des sanctions prises envers un pays, etc. C'est le comportement de l'acteur, qui entraîne une certaine dynamique relationnelle, qui fait émerger la puissance. Celle-ci se mesure alors en termes de pression ou d'influence de la part d'un État sur un autre, ces pressions aboutissant dans la majorité des cas à un changement de comportement ou de perception de l'État cible.

La notion de soft power s'inscrit également dans cette approche en ce sens que Nye considère qu'il existe plusieurs types de pressions qui peuvent être exercées. Celles-ci vont du hard power au soft power en passant par la coercition (contrainte), la perspective de récompense (incitatifs, paiements), la capacité de décider de l'ordre du jour, et l'attraction (séduction) (Ding, 2008 : 42, 47). Nye (2004) estime que l'idéal de puissance relationnelle est atteint par le soft power puisque l'État A «obtient les résultats qu'il veut car les autres pays veulent le suivre» : ils sont séduits (Nye cité dans Ding, 2008 : 47). Selon cette façon de conceptualiser la puissance, les ressources de soft power sont l'*attractivité* de la culture d'un pays, l'*universalité* de ses valeurs de politique intérieure et l'*acceptabilité* de sa politique extérieure.

*La puissance comme résultat déterminé par la structure du système international (structural power approach).*

Pour les tenants de cette approche, la source de la puissance réside dans la structure du système international et plus précisément dans l'inégale répartition des différentes ressources entre les acteurs : la structure du système international situe les acteurs étatiques à «certaines places», dans un certain rapport aux autres (inégal) (Ding, 2008 : 42). Cette conception de la puissance est souvent associée à la définition de Strange (1988) selon laquelle «la puissance structurelle est la capacité à décider comment les choses devraient être faites, la capacité de façonner des cadres décisionnels, la façon de percevoir les autres acteurs» (Strange, citée dans Ding, 2008 : 42). On peut également faire le lien avec certaines idées avancées par les néolibéraux et les institutionnalistes néolibéraux. Les néolibéraux montrent que des États qui ont des intérêts convergents peuvent créer des institutions internationales qui canalisent la puissance étatique

(Barnett et Duvall, 2005 : 40), tandis que les institutionnalistes néolibéraux estiment que les institutions «déterminent les avantages au niveau de la négociation, gèlent certains déséquilibres de puissances et établissent des paramètres de changement qui avantagent certains acteurs et en désavantagent d'autres» (Barnett et Duvall, 2005 : 40).

La notion de soft power est également liée, bien qu'indirectement, à cette approche. En effet, Nye (2004) estime que la structure du système international constitue une source importante de soft power : «la structure du système international (normes, règles, institutions internationales), lorsqu'elle est en accord avec celle de certains États, renforce leur position dominante car elle leur épargne les coûts du changement et de l'ajustement et elle renforce leur légitimité» (Nye, 2004 : 10). De même, la capacité d'un État à influencer sur les structures normatives du système international, sa capacité à déterminer les termes du débat constituent des sources de soft power considérables :

*A country may achieve the outcomes it prefers in worlds politics because others countries want to follow it or have agreed to a system the produces such effects. In this sense, it is just as important to set the agenda and structure the situations in world politics as it is to get others to change in particular situations [...] Co-optive power can rest on the attraction of one's ideas or on the ability it set the political agenda in a way that shapes the preferences that other express (Nye, 1990a: 180).*

Les ressources «structurelles» du soft power résident donc dans le fait que la structure du système international soit en accord avec celle du pays, la capacité du pays à rendre sa puissance légitime aux yeux d'autres acteurs moins puissants en leur promettant des récompenses, la capacité d'établir des normes internationales en accord avec les siennes et de mettre en place des institutions qui renforcent sa position dominante.

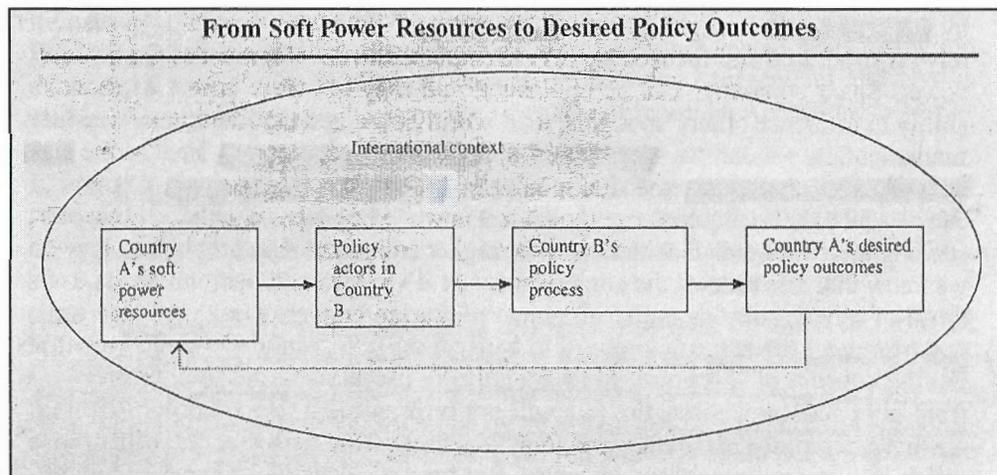
En montrant que le soft power est basé sur des ressources de puissance provenant des différentes approches traditionnelles de la puissance (ressources multidimensionnelles), Ding (2008) démontre le caractère multidimensionnel du soft power : l'idée de «soft power ne constitue pas seulement une nouvelle tentative de conceptualiser la puissance [puisque] sa conceptualisation s'effectue en combinant les trois approches traditionnelles de la puissance» (Ding 2008 : 54).

Après avoir posé la multi-dimensionnalité du soft power et de ses ressources, Ding (2008) s'attache à résoudre le second problème limitant la portée analytique du soft power : le fonctionnement du processus d'attraction, ou processus de conversion des ressources en résultat. Après un premier modèle établi avec Huang (Ding et Huang 2006), Ding met au point un modèle de conversion des ressources de soft power en résultats, plus exhaustif, puisqu'il intègre cet aspect multidimensionnel de la puissance.

### 2.2.3. Ding et Huang : un premier modèle de fonctionnement du soft power

Ding et Huang présentent dès 2006 un modèle expliquant le fonctionnement du soft power, soit la façon dont les ressources de soft power sont converties en résultats. Leur modèle cherche à mesurer la capacité d'un État à atteindre ses objectifs (1) en se servant de stratégies de soft power (2), par un processus au cours duquel l'État convertit ses ressources (3) en résultats (modification du comportement ou des préférences de l'acteur B) (4).

Ce modèle est représenté par le schéma ci-dessous :



**Figure 2.1.** Modèle de conversion des ressources de soft power en résultats.

Source : Ding et Huang (2006).

Selon ce modèle<sup>69</sup>, l'État A dispose de plusieurs combinaisons de soft power dans lesquelles il peut puiser (attractivité culturelle, réputation économique, attrait des institutions politiques, style et substance de la politique étrangère, etc.).

Les moyens mis en place par l'État A pour diffuser son soft power dans l'État B sont «ressentis» par les différents groupes d'acteurs qui participent (directement ou indirectement) au processus de formulation de la politique étrangère de B : élite politique, groupes d'intérêt, médias, population, etc.

Le contexte international influence la façon dont les stratégies de A sont perçues par les acteurs de B. Un environnement international qui favorise la projection de soft power de A (par exemple, absence de compétition en matière de soft power de la part d'autres pays) fait en sorte que la réputation de A, son image et son influence soient perçus de manière positive par les acteurs de l'État B. Une réception positive des stratégies de A dans l'État B a pour conséquence un changement au niveau des perceptions des acteurs de l'État B (en accord avec la vision, l'approche de politique étrangère ou les valeurs politiques de A) et la mise en place de mesures politiques de la part de l'État B qui vont dans le sens de A. Dans ce cas, les stratégies de A ont atteint leur objectif et ses ressources de soft power ont été converties en puissance effective<sup>70</sup>. Ces modifications du comportement et/ou des préférences de l'État B constituent alors de nouvelles sources de soft power pour A.

Par exemple, si on applique ce modèle à la RPC, il faut tout d'abord connaître les objectifs de l'État A (gouvernement chinois). Ainsi que mentionné dans notre chapitre 1, nous postulons que l'objectif principal des dirigeants chinois est de diminuer l'inquiétude de ses voisins quand à la montée en puissance de leur pays (1). Au niveau des stratégies mises en œuvre, nous prenons pour objet d'étude la stratégie de promotion de la langue à travers le réseau des Instituts Confucius(2). Dans ce cas, la ressource dont dispose l'État est le mandarin standard (3) et son réseau d'Institut Confucius. Le résultat que nous cherchons à observer est une modification ou

---

<sup>69</sup> Les explications concernant ce modèle sont tirées de Ding et Huang, 2006 : 25-26.

<sup>70</sup> Le soft power de A est considéré comme effectif lorsque B met en place des politiques qui soutiennent directement la politique étrangère de A, qui vont dans le sens des intérêts de A ou bien lorsque les acteurs politiques de B demandent conseil à A dans le cadre de leur processus décisionnel.

une évolution au niveau des perceptions attribuables à la stratégie mise en place par la Chine dans un État situé dans sa «cour arrière» : la Thaïlande (4).

Pour Ding et Huang (2006), évaluer le soft power pose problème à deux niveaux : au niveau des sources (3) et au niveau des résultats (4). Quantifier les sources du soft power est difficile d'une part en raison de leur nature «intangible et immatérielle». D'autre part, il est difficile de déterminer si les actions entreprises par B<sup>71</sup> découlent bien des stratégies de soft power mises en place par l'État A ou relèvent d'autres dynamiques telles le *sticky power*<sup>72</sup>. Si le soft power fonctionne sur une dynamique de séduction et d'admiration désintéressée, le sticky power fonctionne sur une logique de motivation (les actions entreprises par B sont intéressées).

Évaluer le soft power effectif d'un État est également ardu (résultats des stratégies). En effet, évaluer les effets des stratégies de soft power de l'État A revient à observer les modifications du comportement de B clairement identifiées comme résultant des stratégies mises en place par l'État A.

Malgré un grand progrès au niveau de la compréhension de la notion créée par Nye, ce premier modèle créé par Ding et Huang (2006) reste sommaire et ne détaille pas le processus de conversion des ressources en résultats. Deux ans plus tard, Ding (2008) approfondit cette question dans son ouvrage *The Dragon Hidden Wings : How China Rises with Its Soft Power* et crée un modèle plus exhaustif.

---

<sup>71</sup> B est le récepteur des stratégies de soft power mises en place par l'État A, ce peut être un État, un groupe social, etc.

<sup>72</sup> Développée par W.R.Mead, la notion de *sticky power* se définit comme une projection d'influence durable et formant des contraintes en matière de comportement des autres acteurs : «la diffusion des succès économiques d'un pays peut générer la croyance chez les autres États que cette influence grandissante est désirable, inévitable, voire permanente [...] la puissance économique devient alors "sticky" (adhésive) car il devient extrêmement difficile pour les autres pays de quitter le système économique mis en place par la puissance économique dominante» (McGiffert, 2009 : 2). Courmont (2009) précise ainsi cette notion : il s'agit d'une forme de puissance à «mi-chemin entre le soft et le hard power, les stratégies utilisées n'étant ni coercitives, ni uniquement liées à la capacité d'influence ou de séduction» (Courmont 2009 : 182).

#### 2.2.4. Ding : un «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats»

Le nouveau modèle de Ding (2008), plus détaillé, s'efforce d'intégrer la pluralité des dimensions de la puissance (appendice A). Selon ce modèle<sup>73</sup>, l'État A dispose de combinaisons de soft power différentes, en fonction de la façon dont il agence les divers types de ressources à sa disposition : sa culture (populaire et savante), ses valeurs politiques (prônées dans sa politique intérieure, par exemple : performances en matière de gouvernance), sa «finesse diplomatique» (substance et style de sa politique extérieure).

Ces ressources de soft power, une fois diffusées par le biais de stratégies mises en place par l'État, sont «ressenties» par les acteurs qui participent au processus de formulation de la politique étrangère de l'État B (dirigeants, groupes d'intérêts et élite médiatique, grand public). Cet impact varie sur une échelle «fort», «moyen», «faible», la force de l'impact étant représenté par la grosseur des flèches dans le schéma. On remarque que :

- La source culture a des impacts forts sur le grand public, et faibles sur les autres catégories d'acteurs de B (dirigeants, groupes d'intérêts et élite médiatique).
- La source valeurs politiques a un impact plutôt faible sur le grand public et les dirigeants, tandis que cet impact est fort sur les groupes d'intérêt et l'élite médiatique.
- La finesse diplomatique a des impacts forts sur les dirigeants, un impact faible sur le grand public et un impact moyen sur les groupes d'intérêt et les médias.

Il est également important de connaître la place de chacun des groupes d'acteurs de B dans le processus décisionnel de leur État. Selon Ding (2008), la perception des dirigeants de l'État B des stratégies de soft power mises en place par l'État A a un impact direct sur la politique étrangère de l'État B. La perception des groupes d'intérêt et des élites médiatiques de l'État B a un impact limité sur la politique étrangère de l'État B, car la place de ces acteurs dans le processus décisionnel reste limitée. La perception du grand public des stratégies de soft power de l'État A a un impact direct très limité dans le processus décisionnel de l'État B. En revanche, les impacts indirects sont plus importants : une attirance durable du grand public de l'État B

---

<sup>73</sup> Les explications relatives au fonctionnement du modèle sont toutes tirées de Ding, 2008 : 51-54.

envers l'État A se traduira sur le moyen-long terme par des transformations dans la culture de B, une amélioration de l'image internationale de l'État A, etc. Ces changements finiront par produire à leur tour des effets sur le comportement de l'État B.

Ding (2008) énonce également plusieurs conditions pour que les stratégies de soft power donnent les résultats escomptés (attirance, changement des perceptions et/ou du comportement de l'État B). Ces conditions font référence à :

- 1) la présence d'un «environnement international neutre» caractérisé par l'existence de différents canaux de communications entre l'État A et l'État B, l'absence d'antagonisme historique ou actuel majeur entre les deux pays, l'absence de compétition entre l'État A et un État tiers en matière de stratégies de soft power dirigées vers l'État B. Ding (2008) estime que c'est dans un «environnement neutre» que la réputation, l'influence et l'image de l'État A peuvent être perçues de façon positive par les différents acteurs de l'État B.
  
- 2) le système politique de l'État B ne doit pas être «extrémiste» : l'État B ne doit pas être une dictature ou un régime régi par une idéologie despotique (comme c'est le cas en Corée du Nord, par exemple).
  
- 3) l'État B doit être doté d'un processus décisionnel rationnel dans lequel les décideurs de politique étrangère de l'État B modifient leur comportement en fonction des changements de leur environnement international (et donc des stratégies de soft power de A).

Ding (2008) observe qu'il existe également des facteurs qui peuvent faire obstacle à la diffusion des stratégies de soft power de l'État A. En effet, des perceptions erronées (*misperceptions*) des acteurs de l'État B peuvent limiter le pouvoir d'attraction des stratégies de soft power mises en place par l'État A. Selon lui, ces facteurs sont la présence de valeurs différentes ou opposées dans l'État B à celle diffusées par l'État A, le rôle de la diaspora de l'État A établie dans l'État B, la présence d'un État concurrent mettant en place des stratégies de soft power opposées à celles de l'État A.

Ding (2008) estime que le résultat des stratégies de soft power de l'État A peut mener à deux types de résultats : des résultats positifs (mise en place d'un cercle vertueux) ou des résultats négatifs (mise en place d'un cercle vicieux).

Dans le cas où l'on observe la mise en place d'un cercle vertueux, les ressources de soft power de l'État A sont converties, c'est-à-dire qu'elles entraînent des changements au niveau du comportement ou des préférences de l'État B. L'État B peut alors soutenir la position de l'État A dans les réunions internationales, ou sa politique étrangère, il peut mettre en place des politiques qui vont dans le sens de l'État A, ou encore, il peut demander conseil à l'État A lors de la mise en place de certaines mesures politiques. Ces changements renforcent alors le soft power de l'État A ou créent de nouvelles sources de soft power pour l'État A.

Dans le cas d'un échec des stratégies de soft power de l'État A (cercle vicieux), les ressources de l'État A ne sont pas converties : l'État B n'a pas modifié ses préférences, ni son comportement dans la direction attendue par A à la suite des stratégies de soft power mises en place. Il peut aller jusqu'à mettre en place des politiques défavorables à l'État A. Les objectifs de l'État A ne sont pas atteints, le comportement de l'État B ne renforce pas le soft power de l'État A, mais celui d'un État concurrent ou contribue à diminuer le soft power de l'État A.

#### 2.2.5. Le rôle de la diaspora dans la diffusion des stratégies de soft power : un rôle double

Ding (2008) indique que la diaspora de l'État A présente dans l'État B peut engendrer des perceptions erronées (*misperceptions*) qui peuvent nuire aux stratégies de diffusion de soft power de l'État A dans l'État B. Il est important de mentionner ici que la diaspora de l'État A peut avoir un rôle double : elle peut certes entraîner des perceptions négatives, mais elle peut aussi engendrer des perceptions positives, voire favoriser la mise en place des stratégies de son État d'origine en servant de «courroie de transmission» de ses valeurs et idées diffusées dans l'État B.

La diaspora chinoise<sup>74</sup> constitue en effet un relais essentiel de l'image internationale de la Chine. Kurlantzick (2004) indique que c'est à partir du début des années 1990 que Beijing s'est intéressé à cette réserve potentielle de soft power estimant que celle-ci pouvait «servir de canal de communication entre la Chine et l'étranger, propager la culture chinoise, l'aider à améliorer ses relations avec les pays dans lesquels elle est établie, etc.» (Ding, 2008 : 160, Kurlantzick 2007 : 77). Ding (2008) observe que les Chinois de la diaspora possèdent un réseau de médias (journaux, sites Internet, etc.) relativement développé qui pourrait «être utilisé par Beijing pour contribuer à créer une identité chinoise globale<sup>75</sup> et ainsi augmenter le potentiel d'attraction de la culture chinoise» (Ding 2008 : 160).

Dans cette optique, le gouvernement chinois a cherché à retisser des liens avec sa diaspora. Pour ce faire, il a créé des associations qui officialisent la reconnaissance de ces communautés par Beijing : par exemple, la *World Chinese Entrepreneurs Association* a été lancée en 1991<sup>76</sup> et le Forum mondial des médias chinois en 2001. Il a également accru le nombre de visites d'officiels de haut niveau dans les communautés chinoises d'outre mer et développé une politique de soutien aux hommes d'affaires issus de ces communautés (Kurlantzick 2007).

Bref, si la diaspora chinoise peut servir de relais à Beijing et assurer la diffusion des valeurs prônées par le gouvernement chinois dans son pays d'accueil, elle peut également fonctionner comme un filtre critique de certaines politiques (internes, externes) prises par Beijing et contribuer à limiter, voire diminuer le soft power du gouvernement chinois.

Le «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats» de Ding (2008) constitue la réponse aux difficultés liées à l'évaluation des stratégies et résultats du soft power la plus

---

<sup>74</sup> L'expression «diaspora chinoise» ou «chinois d'outre mer» regroupe des réalités variées. Il peut s'agir de «migrants temporaires, de ressortissants chinois résidant à l'étranger, de Chinois installés de manière permanente dans un pays étranger et ayant acquis la nationalité de leur pays d'accueil mais dont le sentiment d'appartenance au monde chinois reste fort» ou encore de «Chinois naturalisés et plus ou moins assimilés dans leur pays d'accueil» désignés dans le cas de la Thaïlande par l'appellation de Sino-Thaï (Leveau 2003 : VI). La diaspora chinoise était estimée à 38 millions d'individus dans le monde en 2008, selon Ding (2008).

<sup>75</sup> Ding (2008) entend cette «identité chinoise globale» au sens de valeurs communes partagées par tous les Chinois (ceux issus de la diaspora et ceux de Chine continentale) telles que le respect et la solidarité familiale.

<sup>76</sup> La *World Chinese Entrepreneurs Associations* se réunit tous les deux ans depuis aout 1991 en Chine ou à l'étranger, chaque réunion se concentrant sur un thème en particulier.

exhaustive que nous avons pu trouver. Après avoir vu le cheminement théorique qui a mené à l'élaboration de ce modèle (recherches de Barnett et Duvall, Ding et Huang, etc.), nous tentons d'appliquer ce cadre d'analyse à notre recherche, c'est l'objet de la troisième section de ce chapitre. C'est en effet le modèle de Ding, que nous utilisons comme cadre d'analyse qui nous permet de sélectionner nos concepts généraux, concepts opératoires, variables, etc. ainsi qu'une méthodologie de recherche appropriée.

### 2.3. Méthodologie

Le modèle proposé par Ding (2008) représente le processus de conversion des ressources de soft power en résultats dans sa totalité. Une analyse de la totalité du processus tel que décrit par Ding (2008) s'avère impossible à réaliser dans le cadre d'un mémoire de maîtrise. Cela nécessiterait en effet des moyens considérables dont nous ne disposons pas et supposerait de travailler à une échelle temporelle de plusieurs années voire plusieurs décennies. C'est pourquoi nous avons restreint notre étude à l'analyse d'une partie seulement du processus de soft power, à savoir l'analyse de l'une des stratégies de soft power mises en place par la Chine (la promotion du mandarin standard au moyen du réseau d'Institut Confucius) sur l'une des catégories d'acteurs impliqués (indirectement) dans le processus de formulation de la politique étrangère de l'État B : le grand public (plus précisément le public universitaire), dans l'un des pays de sa « cour arrière » : la Thaïlande.

Notre question centrale de recherche se formule ainsi : est-il possible d'évaluer le résultat de la stratégie de promotion du mandarin standard (via le réseau d'Instituts Confucius) mise en place par la Chine en Thaïlande? Autrement dit, nous cherchons à observer la présence d'un processus de conversion (diffusion, promotion de la langue) des ressources de soft power culturel de la Chine (le mandarin standard) en résultats. Si oui, quel est ce résultat? Est-il positif («engouement durable» pour l'apprentissage du mandarin standard dans la population étudiante thaïlandaise, amélioration de l'image de la Chine dans la population thaïlandaise, etc.), négatif (intérêt ponctuel, ou engendré par une dynamique ne relevant pas du soft power) ou autre?

Notre hypothèse, qui constitue la réponse anticipée à notre question centrale de recherche, postule que l'engouement pour l'apprentissage du mandarin chez les étudiants universitaires thaïs est favorisé par une stratégie de promotion du mandarin standard via le réseau d'Institut Confucius, celui-ci ayant pour but d'améliorer l'image internationale de la Chine. Autrement dit, il existe un processus de conversion : les activités des Instituts Confucius éveillent un intérêt pour l'apprentissage du mandarin standard chez les étudiants thaïs, reste à savoir si celui-ci s'inscrira dans le long terme.

À partir du modèle développé par Ding (2008), nous avons retenu plusieurs concepts et variables et sélectionné la méthodologie appropriée pour mener notre recherche.

### 2.3.1. Type de recherche

Notre étude privilégie une démarche de recherche hypothético-déductive<sup>77</sup> composée de l'analyse d'un corpus de documents (voir bibliographie) et d'une enquête de terrain menée en Thaïlande du 10 janvier 2011 au 11 mars 2011 dans les villes de Bangkok (IRASEC<sup>78</sup>, Institut Confucius de l'Université Bansomdej Chaopraya), Chiang Mai (Institut Confucius de l'Université de Chiang Mai), Chiang Rai (Institut Confucius de l'Université Mae Fah Luang), Chonburi (Institut Confucius de l'Université Burapha), Khon Kaen (Institut Confucius de l'Université de Khon Kaen), et Phuket (Institut Confucius des campus de Phuket, Hat Yai et Chumpon de la Prince of Songkla University). Six Instituts Confucius ont été visités sur les douze qui existent en Thaïlande<sup>79</sup>. Compte tenu de la difficulté inhérente à notre terrain de recherche, nous avons privilégié la qualité des données récoltées plutôt que la quantité. Pour ce faire, nous avons cherché une équité géographique des Instituts visités : Bangkok et sa

---

<sup>77</sup> Cette démarche consiste à «1) poser une question spécifique de recherche, 2) adopter un cadre d'analyse approprié à l'objet d'étude, 3) formuler une hypothèse ou proposition de recherche (réponse à la question spécifique de recherche), 4) réaliser des tests empiriques ou théoriques dans le but de vérifier la véracité de la réponse à la question spécifique de recherche [...]» (Payette et Horn, 2008 : 135)

<sup>78</sup> Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine.

<sup>79</sup> Voir appendice I- Liste des Instituts Confucius de Thaïlande et appendice J – Répartition des Instituts Confucius en Thaïlande.

périphérie (Chonburi), Chiang Mai et Chiang Rai (nord et extrême nord), Khon Kaen (nord-est, région de l'Isan), et Phuket (sud).

Il est à noter que certains Instituts Confucius ont refusé nos demandes d'entrevue, qu'il nous a été impossible de nous rendre à certains, parfois pour des problèmes de transports et parfois pour des raisons d'instabilité politique, notamment dans les provinces situées dans l'extrême sud de la Thaïlande (Instituts Confucius de Betong Municipality et de Hat Yai). Nous estimons que les Instituts Confucius visités nous permettent de dresser un portrait réaliste des enjeux liés à la stratégie de promotion du mandarin standard mise en place par le gouvernement chinois en Thaïlande (voir appendice J).

### 2.3.2. Notions et concepts utilisés

Les notions centrales utilisées dans ce mémoire sont celles de soft power (Nye) et celle de soft power chinois. Ces notions sont définies dans notre chapitre 1. Nous retenons ensuite comme concept central, le soft power tel que défini par Ding (2008) dans le cadre de son «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats». Partant de ce modèle comme cadre d'analyse, nous avons restreint notre recherche à l'étude de l'une des stratégies de soft power mises en place par la Chine, soit la promotion du mandarin standard via le réseau d'Instituts Confucius (en Thaïlande). Pour cela nous avons retenu le concept transitoire d'«attractivité culturelle»<sup>80</sup> (tel que mentionné dans le modèle de Ding, 2008 en appendice A) et les concepts

---

<sup>80</sup> Ding (2008) relève que plusieurs auteurs des relations internationales utilisent la notion de culture lors de leurs tentatives de théoriser la puissance (Gramsci, Morgenthau, etc. voir Ding, 2008 : 60). Dans la majorité des cas, la culture est présentée comme une ressource coercitive. Elle devient un facteur qui permet à un acteur d'exercer sa puissance sur un autre – dans le but de modifier les rapports de puissance entre eux. La notion d'impérialisme culturel découle d'une telle conception de la culture.

L'État qui utilise la culture dans le cadre de ses stratégies de soft power peut également avoir pour objectif de modifier la répartition de la puissance dans le système international. Malgré une similarité au niveau des objectifs, l'utilisation de la culture dans le cadre du soft power repose sur une dynamique différente des approches évoquées ci-dessus. Il ne s'agit plus de coercition mais de «séduction» : l'État A parvient à ses fins parce que sa culture (populaire et savante) est «attractive» et modifie les préférences de la population de l'État B. Cette transformation identitaire de la société B a un impact sur les décisions de politique étrangère de B, celles-ci étant alors orientées dans le sens des préférences de A. Bref, l'utilisation de la culture comme stratégie de soft power permet de modifier les relations de puissance de façon non coercitive.

opérateurs «stratégie de promotion du mandarin standard» et «Instituts Confucius» (définis dans le chapitre 1). C'est grâce à nos concepts opératoires, qui nous donnent accès à une réalité observable, que nous avons pu identifier les variables pertinentes à notre étude.

### 2.3.3. Variables et indicateurs

Nous retenons plusieurs variables<sup>81</sup>, que nous formulons sous forme de questions secondaires. Celles-ci apportent des éléments de réponse à notre question de recherche spécifique. Les indicateurs<sup>82</sup>, qui sont les éléments de réponse à nos questions secondaires, sont mentionnés entre parenthèses.

- Quelles sont les caractéristiques des Instituts Confucius et de leur présence en Thaïlande? (nombre, types d'Instituts Confucius, fonctionnement, enjeux de leur localisation géographique, etc.)
- Quelles sont les caractéristiques des universités thaïlandaises partenaires? (nombre et type de programmes universitaires avec majeure ou mineure en chinois, évolution de ce nombre depuis le début du partenariat)
- Comment l'enseignement du mandarin est-il dispensé? (type de cours, nombre et type de professeurs de mandarin standard (professeurs locaux vs chinois, «professeurs gouvernementaux» vs volontaires, durée de leur séjour), matériel didactique utilisé et évolution de ces paramètres depuis le début du partenariat)
- Quelles sont les caractéristiques des étudiants thaïs apprenant le mandarin? (nombre et profil des apprenants, évolution depuis l'ouverture des Instituts Confucius concernés)

---

Par exemple, le développement des échanges académiques entre la Chine et l'étranger vise à encourager les étudiants internationaux à venir étudier en Chine (langue, histoire, disciplines culturelles, etc.). Il s'agit ici de modifier les préférences de ces étudiants dans le sens d'un plus grand intérêt, respect voir admiration envers la Chine, ce qui permettra d'orienter les préférences de ce bassin de (supposés) futurs leaders et faiseurs d'opinion. Autrement dit, le gouvernement chinois cherche à former une future élite étrangère «sympathique» à la Chine (Wuthnow, 2008a : 12).

<sup>81</sup> Une variable est définie comme «un concept défini de manière opérationnelle [] qui peut avoir diverses valeurs dans le temps» (Giroux et Tremblay, 2009 :92) à titre de phénomène (variable dépendante) ou à titre de déterminant d'un phénomène (variable indépendante).

<sup>82</sup> Un indicateur est défini comme un «signe observable d'une réalité sociale» (Giroux et Tremblay 2009 : 81).

- Quelles sont les représentations des étudiants thaï de la Chine (sur le plan des relations (économiques, politiques, etc.) entre la Chine et leur pays, impact culturel, économique, politique de la Chine dans leur pays, etc.)
- Comment les directeurs et le personnel thaï se représentent-ils leur partenariat avec la partie chinoise?
- Comment les directeurs et le personnel chinois se représentent-ils leur partenariat avec la partie thaï ? Comment se représentent-ils les activités de promotion du mandarin qu'ils mettent en place à l'Institut Confucius?

Le type d'indicateur privilégié se répartit en deux catégories : les indicateurs de comportement<sup>83</sup> et les indicateurs de croyance et d'attitude<sup>84</sup>.

#### 2.3.4. Enquête de terrain

L'enquête de terrain a été privilégiée en raison du manque d'informations concernant le phénomène des Instituts Confucius, tant sur le plan général (fonctionnement des Instituts) que régional (Instituts Confucius en Thaïlande) ainsi que des lacunes au niveau de l'étude des «manifestations concrètes» du soft power chinois. Un questionnaire (appendice C) a été distribué aux étudiants suivant des cours de mandarin (universités thaïlandaises et Instituts Confucius) et des entrevues semi-dirigées ont été conduites avec les directeurs chinois et thaï des Instituts Confucius visités (appendice G).

Le sujet de notre étude étant hautement «politique»<sup>85</sup>, voire tabou pour certains intervenants, la récolte d'informations ne s'est pas faite sans difficultés. Ainsi, nous avons dû modifier notre

---

<sup>83</sup> «Actions observables chez les participants étudiés», se mesurant en fonction de la «fréquence du comportement observé (nombre de fois par unité de temps – heure, jour, semaine, mois, etc.) et de sa durée (temps consacré à ce comportement)» (Giroux et Tremblay, 2009 : 86).

<sup>84</sup> «Les croyances sont les idées qu'entretient une personne à tort ou à raison», à propos de personnes ou de choses tandis que les «attitudes sont une prise de position à l'égard de quelqu'un ou de quelque chose» (Giroux et Tremblay, 2009 : 86-87).

<sup>85</sup> Interroger des fonctionnaires chinois, surtout lorsque l'on traite de sujets qui ont trait à la politique (intérieure ou extérieure) de la Chine, n'est jamais aisé. Le chercheur se heurte à de nombreuses résistances, les interviewés

questionnaire afin que les professeurs de chinois acceptent de le distribuer dans leurs classes (voir appendices C, D, E, F). Également nous n'avons pu obtenir toutes les réponses à nos questions, et avons essuyé de nombreux refus à nos demandes d'entrevues. Au regard de ces circonstances, nous restons pleinement conscients des limites de notre étude.

Concernant les normes éthiques de notre recherche, nous nous sommes conformés aux principes formulés dans *l'Énoncé de politique des trois conseils. Éthique de la recherche avec des êtres humains* (Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada, Conseil de recherches médicales au Canada) ainsi qu'aux principes énoncés dans le formulaire de département de science politique de l'UQAM : *Demande d'approbation éthique d'un projet de recherche*. Conformément à ces principes, nous avons envoyé une lettre présentant notre recherche aux directeurs des 12 Instituts Confucius du pays assortie d'une demande d'entrevue (dans laquelle il était précisé que l'anonymat des répondants serait respecté) (appendice I). Une fois sur place, nous avons réitéré notre demande par e-mail et par téléphone. Dans les cas où nous n'avons pas obtenu de réponse écrite de leur part, nous nous sommes assurés d'obtenir leur consentement verbal avant le début de l'entrevue. Concernant les répondants au questionnaire, nous leur avons expliqué oralement en quoi consistait notre recherche et comment seraient utilisés les résultats du questionnaire. Notre université d'attache et l'intitulé de notre projet étaient mentionnés sur le questionnaire. Enfin, le questionnaire n'étant pas nominatif, l'anonymat des répondants était garanti.

### 2.3.5. Questionnaire

#### 2.3.5.1. Choix des répondants

La population cible de notre questionnaire a dû être modifiée, nos choix initiaux ayant été remis en question par les réalités du terrain. Dans son schéma, Ding (2008) fait référence à trois

---

s'efforcent de ne pas fournir des informations considérées comme sensibles, ou se réfugient derrière le discours officiel.

groupes d'acteurs cibles du pays B : le «grand public», les «groupes d'intérêt et l'élite médiatique», le «groupe dirigeant». Le «grand public» est le groupe qui convenait le mieux à notre étude, cependant sa définition restait trop vague et trop large pour pouvoir être utilisée en l'état. Avant départ, nous avons décidé de nous concentrer sur la population suivant les cours de mandarin donnés dans les Instituts Confucius (population pressentie). Le début du terrain a révélé un problème de représentativité de la population retenue. Nous avons donc reconsidéré notre population cible et opté pour les étudiants thaïs inscrits dans des programmes universitaires «d'études chinoises» : littérature chinoise, langue et culture, enseignement du chinois langue seconde, chinois des affaires, etc.

Les Instituts Confucius de Thaïlande travaillent en étroite collaboration avec les départements d'études chinoises des universités partenaires et ne dispensent que peu de cours par eux-mêmes. Les étudiants qui suivent les cours du soir dispensés par les Instituts sont des personnes dont la moyenne d'âge se situe entre 45 et 55 ans, et déjà dans la vie active. Ils poursuivent rarement leurs études de chinois au-delà du niveau intermédiaire (plus de deux ans). À contrario, les étudiants inscrits à l'université dans un programme de chinois le sont pour un minimum de 4 ans<sup>86</sup> et sont en contact continu avec les professeurs de l'Institut Confucius<sup>87</sup> ainsi que les activités organisées par celui-ci. Au fil de la recherche, il est apparu que la véritable cible des Instituts Confucius était ces étudiants universitaires plutôt que les apprenants occasionnels des cours du soir.

#### 2.3.5.2. Mode d'échantillonnage

En raison des difficultés d'accès à l'information inhérentes à notre terrain, nous avons utilisé la méthode de l'échantillonnage accidentel<sup>88</sup>. En effet, les directeurs d'Instituts Confucius ainsi que

---

<sup>86</sup> La durée du baccalauréat est de 4 ans en Thaïlande. Les étudiants thaïs entrent à l'université après l'école secondaire, à l'âge de 17-18 ans.

<sup>87</sup> Les professeurs des Instituts Confucius sont souvent «prêtés» aux universités qui manquent de professeurs qualifiés et constituent ainsi la majorité de l'équipe pédagogique (voir chap. 3, p.99).

<sup>88</sup> Échantillonnage non-aléatoire où les éléments sont sélectionnés par le chercheur simplement parce qu'ils sont présents et disponibles (Giroux et Tremblay, 2009 : 102).

les professeurs de chinois se sont souvent interposés entre nous et les étudiants, ne nous laissant pas toujours la possibilité de sélectionner librement nos répondants. Dans certains cas, les membres du personnel de l'Institut ou les professeurs chinois ont exigé d'assister à nos rencontres avec étudiants (Institut Confucius des universités de Khon Kaen et Burapha).

### 2.3.5.3. Échantillon et représentativité

La population cible de notre étude constitue une population relativement homogène au regard des variables étudiées dans notre recherche : il s'agit d'étudiants thaïs inscrits dans un programme d'études chinoises (toutes les variantes de programmes) dans une université thaïlandaise ayant conclu un partenariat avec le *Hanban* pour accueillir un Institut Confucius. Par ailleurs, il est à noter que l'équité géographique des Instituts Confucius visités et la mobilité des étudiants<sup>89</sup> nous permettent d'accéder à un échantillon représentatif de la population étudiée.

87 questionnaires ont été distribués dans cinq des six Instituts Confucius visités et 77 d'entre eux se sont révélés exploitables :

- Chiang Mai University : 15 questionnaires écrits distribués et 8 questionnaires oraux
- Chiang Rai University : 38 questionnaires distribués
- Khon Kaen : 17 questionnaires distribués
- Burapha University : 10 questionnaires distribués
- Bansomdej Chaopraya University : 5 questionnaires distribués
- Prince of Songkla University : aucun questionnaire distribué

Selon Beaud (1997), «plus la population est homogène, moins l'échantillon aura besoin, à précision constante d'être de taille importante» (Beaud, 1997, cité dans Giroux et Tremblay, 2009 : 100). Le nombre de questionnaires distribués (93) dans le cadre de cette étude nous apparaît suffisant pour satisfaire aux normes de représentativité de notre échantillon. Par ailleurs,

---

<sup>89</sup> Il apparaît que le facteur de proximité géographique entre université et lieu de résidence n'est pas toujours prépondérant dans le choix de l'université pour un grand nombre d'étudiants thaïs. D'autres facteurs entrent en compte, tels que les programmes proposés, le renom de l'université (certaines universités renommées sont situées en province, telles que Khon Kaen University et Mae Fah Luang University), etc. Ainsi, on retrouve des étudiants de Bangkok et sa périphérie dans les universités de province et inversement (dans une moindre mesure).

ces mêmes auteurs estiment que l'on peut «généraliser les mesures effectuées sur échantillon à l'ensemble de la population considérée» à partir de 30 cas (Beaud 1997, Giroux et Tremblay, 2009).

#### 2.3.5.4. Questionnaire

Le questionnaire a été construit de manière à évaluer les représentations de l'échantillon étudiantin de la Chine (*adhésion / opposition aux politiques de la Chine transmises par le biais des Instituts Confucius destinées à améliorer son image*). Le questionnaire se composait de 15 questions à réponses courtes (ouvertes et fermées), mesurant les indicateurs de comportement, de croyance et d'attitude cités-ci haut. Deux types d'échelles de mesure ont été utilisés : l'échelle nominale<sup>90</sup> et l'échelle ordinale<sup>91</sup> (voir appendice C) :

- Les questions 1 et 2 permettaient d'établir le profil des répondants (échelle nominale).
- Les questions 3 à 6 permettaient de déterminer l'origine ethnique du répondant (échelle nominale). Il est à noter que pour obtenir la réponse la plus juste possible à ce sujet, nous avons dû de passer par des questions intermédiaires : «bien que les thaïs entre eux établissent clairement qui est de quelle origine ethnique, cela reste un sujet sur lequel ils restent plutôt discrets vis-à-vis d'un étranger et se déclarent tous thaïs» (entrevue avec Ivanoff, 2011).
- Les questions 7 et 8 permettaient préciser les motivations des répondants à apprendre le chinois (échelle ordinale).

---

<sup>90</sup> L'échelle nominale permet de «distinguer les diverses formes d'une variable en leur apposant une étiquette (non arbitraire)» (Giroux et Tremblay, 2009 : 88).

<sup>91</sup> L'échelle ordinale permet «de distinguer les diverses formes d'une variable en les ordonnant de manière arbitraire», c'est-à-dire en établissant «une relation d'ordre permettant de classer ou de hiérarchiser diverses variables (...) dès qu'on évalue des situations, des comportements, des croyances selon des modalités allant de *plus à moins* ou de *moins à plus*» (Giroux et Tremblay, 2009 : 88).

- Les questions 9, 10a et 10b permettaient connaître les représentations des répondants de la Chine dans des domaines particuliers : les relations Chine-Thaïlande, l'impact de la Chine sur l'économie Thaïlandaise, l'impact de la Chine sur la culture Thaïlandaise (échelle ordinale).

- Les questions 11 à 13b étaient destinées à établir la présence ou l'absence d'un changement au niveau des représentations des étudiants thaïs de la Chine depuis qu'ils suivent des cours de mandarin standard.

Des entrevues ont été réalisées avec des étudiants thaïs apprenant le mandarin, lorsque les circonstances ne permettaient pas de leur distribuer le questionnaire. Dans ces situations, nous avons suivi le questionnaire de manière orale et nous avons ensuite intégré ces entrevues dans le nombre total de questionnaire distribués.

#### 2.3.6. Entrevues

Des entrevues (11) ont été menées avec les directeurs chinois et thaïs des Instituts Confucius visités, chaque Institut étant géré à la fois par un directeur chinois et par un directeur thaï. Il est à noter que certains directeurs ont refusé de nous rencontrer ou de répondre à certaines de nos questions. Nous nous sommes également entretenus avec un chercheur du Centre national de la recherche scientifique français (CNRS) travaillant à l'IRASEC et spécialiste de la Thaïlande, Jacques Ivanoff. Les entrevues ont été réalisées en français, anglais et chinois.

La technique d'entrevue retenue a été celle de l'entrevue semi-dirigée, soit une dizaine de questions prédéterminées posées à chaque intervenant au sujet des activités mises en place par l'Instituts (cours, activités «culturelles»), de l'évolution du nombre d'étudiants, de la coopération entre les parties thaïes et chinoises, de leurs perceptions respectives de l'autre partie, du matériel didactique utilisé, des besoins et projets futurs des Instituts, etc. (voir appendices G et H). Il s'agissait de mettre en confiance les interviewés et de les amener ainsi à se livrer davantage au fil de l'entrevue sur un sujet qui pouvait paraître délicat à aborder avec un étranger.

### 2.3.7. Traitement et analyse des données

L'analyse de notre corpus de document nous a permis d'identifier les facteurs qui facilitent la progression du soft power chinois dans le pays. Les réponses à notre questionnaire ont été encodées de manière à pouvoir en tirer des statistiques descriptives, selon les procédures décrites par Giroux et Tremblay (2009) : 148-151. Les statistiques ainsi obtenues et présentées sous forme de graphiques, ont été réalisées à l'aide des logiciels Excel 2007 et SPSS 16.0 (*Statistical Package for the Social Sciences*). Les entrevues et la synthèse des données qualitatives récoltées dans le questionnaire ont été traitées selon les procédures décrites dans Giroux et Tremblay (2009). Concernant les entrevues, nous présentons dans le chapitre suivant les thèmes fréquemment abordés par l'ensemble des intervenants interrogés ainsi que les faits saillants. Après l'interprétation de ces résultats nous serons en mesure de d'infirmer ou de confirmer notre hypothèse de départ.

### 2.4. Conclusion

Après avoir présenté l'objectif et l'originalité de notre recherche, la section 2 de ce chapitre s'est attachée à clarifier les fondements théoriques de la puissance en présentant les travaux de Barnett et Duvall (2005) sur la multi-dimensionnalité de la puissance. Ces précisions étaient nécessaires en ce sens que les travaux de ces auteurs précèdent ceux de Ding (2008) sur la multi-dimensionnalité du soft power et de ses sources, travaux qui lui ont permis de mettre au point une méthode d'évaluation des stratégies de soft power : le «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats». Intégrant la pluralité des dimensions du soft power et de ses sources, ce modèle décrit le processus de diffusion des sources établies comme sources de soft power et son impact sur les différents acteurs de l'État cible participant au processus décisionnel. Il énonce également un certain nombre de conditions qui doivent être remplies pour que le processus de conversion puisse fonctionner : environnement neutre, caractéristiques particulières du système politique de l'État récepteur, absence de facteurs générant des perceptions erronées, etc. Enfin, il présente les deux types de résultats qui peuvent être observés : mise en place d'un cercle vertueux ou d'un cercle vicieux.

À partir de ce modèle qui constitue notre cadre d'analyse, nous avons pu organiser notre démarche de recherche en 1) formulant une question centrale de recherche et une hypothèse de réponse et 2) sélectionnant des concepts opératoires, des variables et des indicateurs. C'est l'objet de la section 3 – Méthodologie de ce chapitre. Nous définissons également dans cette section la méthodologie retenue pour notre terrain de recherche : éthique, observations, élaboration et distribution du questionnaire, choix des répondants, entrevues, analyse et traitement des données, etc.

Le chapitre suivant (chapitre 3 – Analyse des résultats) vise à répondre à notre question centrale de recherche – est-il possible d'évaluer le résultat de la stratégie de promotion du mandarin standard via le réseau d'Institut Confucius mise en place par la Chine en Thaïlande? Notre chapitre se compose en deux parties : la première s'attache à montrer que l'ensemble des conditions recensées par Ding (2008) pour que son modèle fonctionne est présente en Thaïlande (section 1) tandis que la seconde présente les résultats de notre terrain de recherche : observations, questionnaires, entrevues, etc. (section 2). C'est cette deuxième partie qui nous fournit les éléments de réponse à notre question centrale de recherche, nous permettant d'infirmer, confirmer ou nuancer notre hypothèse de réponse énoncée dans notre chapitre 2.

## CHAPITRE III

### ANALYSE DES RÉSULTATS

Notre troisième chapitre présente les résultats de notre démarche de recherche et les éléments de réponse à notre question centrale de recherche. Il se compose de deux sections : la première démontre que la Thaïlande remplit toutes les conditions énoncées par Ding (2008) pour que son modèle fonctionne tandis que la seconde section présente les résultats de notre terrain de recherche (observations, entrevues, résultats issus du questionnaire). Une première interprétation de ces résultats est effectuée dans la seconde section de ce chapitre, tandis que l'interprétation générale de notre terrain de recherche et notre réponse formelle à notre question centrale de recherche sont abordées dans notre conclusion générale.

#### 3.1. Conditions requises par le modèle de Ding (2008)

Dans son modèle de conversion des ressources de soft power en résultats (appendice A), Ding (2008) dresse une liste de conditions qui doivent être remplies pour que le processus de conversion des ressources de soft power en résultats puisse fonctionner sans biais. Ces conditions font référence à la présence d'un «environnement neutre» caractérisé entre autres par 1) l'absence d'antagonismes historiques et actuels entre les deux États, 2) l'absence de compétition entre l'État A et un État tiers en matière de soft power, 3) l'existence de différents canaux de communications entre l'État A et l'État B, et 4) des caractéristiques particulières du système politique de l'État B (celui-ci ne doit pas être un État totalitaire et il doit être doté d'un processus décisionnel rationnel). Il apparaît que la Thaïlande remplit la quasi-totalité de ces conditions, en plus d'abriter le plus grand nombre d'Instituts Confucius (12) parmi les pays

d'Asie du Sud-Est. La Thaïlande s'est ainsi imposée comme un choix naturel pour notre recherche de terrain.

Avant de démontrer que la Thaïlande remplit les conditions requises par le modèle de Ding (2008), penchons-nous tout d'abord sur les relations entre la Chine et la Thaïlande. Un bref portrait de l'histoire des relations sino-thaïes depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle, tout en mettant l'accent sur les relations intergouvernementales, la place de la diaspora chinoise ainsi que celle réservée à l'apprentissage des langues chinoises nous permettra de mieux saisir la relation spéciale qui unit ces deux pays<sup>92</sup>.

### 3.1.1.1. Les relations sino-thaïes et la place de la diaspora chinoise en Thaïlande : des «Juifs d'Extrême-Orient» à la «relation spéciale»

La diaspora chinoise en Thaïlande<sup>93</sup> est ancienne et bien implantée. Son intégration a évolué de pair avec les relations entre les deux pays, celles-ci s'améliorant de façon continue depuis 1978, date de l'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir en Chine.

#### 3.1.1.1.1. Du début du XXème siècle à la Seconde Guerre mondiale

Bien intégrée sous le règne de Chulalongkorn (Rama V)<sup>94</sup>, la forte immigration chinoise attise les tensions en Thaïlande à partir des années 1915-1920 (montée du nationalisme dans les deux pays). Sous le règne de Vajiravudh (Rama VI), les Chinois d'outre-mer sont considérés de manière péjorative, ainsi qu'en témoigne la parution d'un pamphlet antichinois rédigé par le roi Rama V : «Les Juifs d'Extrême Orient». La fin de la monarchie absolue (1932) coïncide avec

---

<sup>92</sup> Cette partie est tirée en grande partie l'article que nous avons écrit pour la revue *Monde Chinois* sur ce sujet en juin 2011. Voir dans la bibliographie : Pozzar, 2011.

<sup>93</sup> En 2011, selon le *CIA World Factbook*, la population thaïlandaise se répartissait entre Thaïs (75%), Sino-Thaïs (14%) et Thaïs issus d'autres minorités (11%).

<sup>94</sup> Les Chinois de la diaspora «paraissaient si fortement intégrés au monde thaï qu'en 1907, le roi Rama V demanda à ses compatriotes de ne plus les considérer comme des étrangers mais comme des citoyens à part entière» (Leveau, 2003 : 127).

l'émergence du nationalisme thaï incarnée plus tard par la notion de *Thainess*<sup>95</sup>. En 1932, le nationalisme thaï se définit alors essentiellement comme antichinois : «les Chinois forment l'archétype de l'Autre en opposition contre lesquels se construit l'identité thaïlandaise, et de nombreuses réglementations antichinoises sont adoptées à cette période» (Murphy, 2010 : 9). Par exemple, c'est à cette époque que le gouvernement Phibun<sup>96</sup> promulgue une série de lois antichinoises s'inspirant de la législation nazie à l'égard des Juifs.

En 1937, à la fin de la guerre sino-japonaise, les Chinois de Thaïlande – toutes orientations idéologiques confondues : communistes, nationalistes du Kuomintang – se regroupent et organisent le boycott des produits japonais dans le royaume. Les leaders de ces groupes sont rapidement arrêtés et déportés par le gouvernement thaï qui considère leurs agissements comme une menace à sa sécurité (Tejapira, 2009 : 269).

En 1941, avec l'accord du gouvernement Phibun, le Japon occupe la Thaïlande. Les Sino-Thaïs joignent leurs forces à celles des Thaïlandais résistant à l'occupant Japonais : le Parti communiste de Thaïlande<sup>97</sup> (PCT) lutte aux côtés de mouvement *Free Thai Resistance*.

### 3.1.1.2. Des débuts de la Guerre Froide à la guerre du Vietnam

Cette coopération est éphémère : le début de la guerre froide amène une nouvelle donne géopolitique défavorable aux Chinois de Thaïlande. De retour au pouvoir, le gouvernement Phibun mène une politique de rapprochement avec les États-Unis et force le PCT à retourner dans la clandestinité. Ces mesures prises par le gouvernement Phibun placent les membres de la diaspora chinoise dans une situation précaire, ils sont en effet tous soupçonnés de communisme

---

<sup>95</sup> «Il y a plus d'un siècle, de grands efforts ont été faits pour dissimuler les divisions ethniques et religieuses en Thaïlande. Plus tard, d'autres divisions, comme les divisions économiques et sociales ont aussi été dissimulées par des appels incessants à l'unité nationale. Cela a été un important effort, qui a bien fonctionné pendant un siècle. Toute cette construction historique a débouché sur la notion de *Thainess*. Depuis 1960 [...] l'amour de la monarchie a été un pilier central de la *Thainess*. Un aspect regrettable de ce processus est que la *Thainess* est devenue suprême au détriment de presque tout le reste.» (David Streckfuss, cité dans Dubus, 2011 : 274).

<sup>96</sup> Ainsi nommé d'après le Maréchal Plaek Phibunsongkhram, au pouvoir de 1933 à 1944 et de 1947 à 1957.

<sup>97</sup> Le Parti Communiste Thaïlandais a été créé en 1942 et se compose d'une majorité de Sino-Thaïs.

(Tejapira, 2009 : 270). Tejapira (2009) rapporte que plusieurs membres et sympathisants du PCT décident alors de retourner en Chine mais que la majorité des Chinois issus de la diaspora choisit de s'installer définitivement en Thaïlande. Selon Tejapira (2009), ces derniers font face à un processus d'acculturation brutal et douloureux : ils doivent renier leur identité et leurs coutumes en public, adopter des patronymes thaïs<sup>98</sup> pour pouvoir continuer à commercer, etc. Le dicton qui prévaut alors dans la communauté chinoise est le suivant : «mieux vaut être Thaï et riche plutôt qu'ouvertement Chinois et pauvre» (Tejapira, 2009 : 270). L'auteur, s'appuyant sur de nombreux témoignages, rapporte que cette double vie a des conséquences délétères pour de nombreux Sino-Thaïs : «l'impact de cette situation fut bien plus dommageable moralement et entama bien davantage l'estime de soi des Sino-Thaïs que la plupart des études réalisées sur le sujet le laissent entrevoir» (Tejapira, 2009 : 270).

La proclamation de la République populaire de Chine en 1949 entraîne une rupture des relations avec la Thaïlande qui prend le parti du bloc du l'ouest et choisit de reconnaître Taiwan. Pendant les deux décennies suivantes, les échanges entre la Thaïlande et la RPC oscillent entre ignorance, tensions et brèves périodes de détentes. Également, à partir de cette année, les activités de groupes de sympathisants communistes ainsi que celles de la diaspora chinoise sont étroitement surveillées et limitées, en raison du fait que la diaspora chinoise constitue la principale source de communistes dans le royaume (Chambers, 2005 : 603). La Thaïlande perçoit alors la Chine comme une puissance agressive et révisionniste, une menace qu'il importe de contrer par une alliance avec les États-Unis<sup>99</sup>.

Après une brève période de détente, les relations se dégradent à nouveau entre les deux pays à partir de 1958, date à laquelle un coup d'État instaure des généraux militaires pro-américains à la tête du gouvernement Thaïlandais (Chambers, 2005 : 601, 604). Par ailleurs, la guerre du Vietnam cristallise les antagonismes entre les deux pays : la Thaïlande prend le parti des États-Unis, et la Chine, celui du Nord-Vietnam. La nouvelle donne géopolitique qui se met en place à

---

<sup>98</sup> Il est à noter que les patronymes à consonance thaïs adoptés par les Sino-Thaïs se distinguent des patronymes Thaïs par leur longueur (Leveau, 2003, Tejapira, 2009).

<sup>99</sup> En 1953, la Chine «crée une région autonome thaïe au Yunnan, ce que le gouvernement Thaïlandais considère comme une tentative d'établir un gouvernement alternatif» (Murphy, 2010 : 9). Autre exemple, en 1954, «le gouvernement chinois publie un article de l'ancien Premier ministre Pridi appelant à renverser le gouvernement Thaïlandais en place» (Murphy, 2010 :9).

partir de 1969 permet d'entamer un processus de normalisation des relations entre les deux pays : aux États-Unis, Nixon est élu président et la Maison Blanche change de politique envers l'Asie, en RPC la révolution culturelle tire à sa fin et Beijing arrête (temporairement) de financer le PCT, et en Thaïlande, le Ministère des Affaires étrangères thaïlandais décide de diversifier ses interlocuteurs étrangers (Chambers, 2005 : 606-607).

### 3.1.1.3. L'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir : une amélioration continue des relations entre les deux pays

En 1975, les relations sont officiellement rétablies entre les deux pays, bien que la Chine refuse toujours de cesser son soutien en PCT<sup>100</sup>. En 1976, les relations se tendent à nouveau : Hua Guofeng, l'éphémère successeur désigné par Mao, cherche à renforcer son pouvoir en apportant un soutien accru aux partis communistes à l'étranger dont le PCT (Chambers, 2005 : 611, Murphy, 2010 : 10). Cette situation ne dure cependant pas et l'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir en 1978 se traduit par un renouveau des relations entre les deux pays.

Cette même année, l'invasion du Cambodge par le Vietnam pousse la Chine et la Thaïlande à mettre en place une entente de sécurité destinée à contrer les visées hégémoniques du Vietnam dans la région. Après la guerre, ce partenariat se renforce et se diversifie tout au long des deux décennies suivantes, c'est le début d'une «relation spéciale» (Chambers, 2005 : 613-614). En parallèle, la royauté s'associe aux efforts de consolidation des liens entre les deux pays et en 1981 la princesse Maha Chakri Sirindhorn effectue son premier voyage en Chine<sup>101</sup>.

Sur la scène intérieure, la situation évolue également de manière favorable pour les Sino-Thaïs : à partir de 1970, une relation clientéliste se développe entre le roi Bhumibol Adulyadej (Rama IX) et la communauté chinoise. Celle-ci finance ses nombreux projets caritatifs en échange de marques de reconnaissance symbolique :

<sup>100</sup> La Chine cesse définitivement son soutien au PCT en 1979, ce qui permet une amélioration majeure et durable des rapports entre les deux États, cette question constituant l'un des principaux irritants des relations Sino-Thaïes.

<sup>101</sup> Entre 1981 et 2005, la princesse Sirindhorn, passionnée par la culture chinoise et parlant mandarin couramment a effectué un peu plus de 20 voyages en Chine.

*Since the King was considered the living epitome of both Thai traditional culture and modern development, foreign dignitaries and local big businessmen [...] made large financial and material donations to a myriad of his pet projects and charities, [...]. What the big Sino-Thai donors got in return were royal words of thanks, a precious photo opportunity, perhaps even royal orders and decorations, but above all, a high dosage of symbolic Thainess to at least temporarily relieve them of their TDC (Thainess Deficiency Syndrome) (Tejapira, 2009: 275).*

#### 3.1.1.4. 1990 : le début de la «relation spéciale»

Dans les années 1990, la Thaïlande occupe un rôle central dans la région : son statut de membre fondateur de l'ASEAN, d'alliée des États-Unis et de la Chine, fait d'elle un intermédiaire clé entre les parties. La Thaïlande devient ainsi un acteur primordial aux yeux de la Chine pour qui elle devient la «porte de l'ASEAN» (Chambers, 2005 : 217). Preuve de l'importance du royaume pour Beijing, le gouvernement chinois s'empresse de lui offrir son aide lorsque celui-ci doit faire face à la crise financière de 1997<sup>102</sup>, ou encore lors du tsunami de 2004. La Thaïlande n'hésite pas non plus à utiliser sa relation spéciale pour transmettre certains messages au gouvernement chinois : «en 1996, lors de la crise des missiles de Taiwan, le Premier ministre Thaïlandais s'est servi de la relation spéciale de son pays avec la Chine pour lui faire parvenir ses inquiétudes ainsi que celles des autres pays de la région» (Murphy, 2010 : 11).

#### 3.1.1.5. Les années 2000 : de bonnes relations malgré la crise politique en Thaïlande

La crise politique que traverse la Thaïlande depuis ces cinq dernières années ne semble pas avoir affecté les relations entre Beijing et Bangkok, non plus que la progression du réseau d'Instituts Confucius dans le royaume. Si Thaksin était soutenu par Beijing lors de son mandat de Premier ministre (ses vues concordaient avec celles du gouvernement chinois sur plusieurs sujets), Beijing a fait preuve d'une grande retenue après le coup d'État du 19 septembre 2006. Ainsi, alors que les États-Unis fermaient le robinet de l'aide américaine (24 millions de dollars US) pour cause de «manœuvre non-démocratique», la Chine a au contraire offert une aide

<sup>102</sup> Selon Chambers (2005), la Chine aurait (entre autres) versé une aide d'un milliard de dollars pour la Thaïlande lors de la crise financière de 1997 (Chambers, 2005 : 621).

substantielle (49 millions de dollars US) pour démontrer son soutien au gouvernement de transition et sa volonté de non-intervention dans les événements (Murphy, 2010 : 14). Peu après le coup d'État et à la demande du gouvernement Thaï, elle a également privé Thaksin de sa tribune de Hong Kong depuis laquelle il avait prononcé plusieurs discours. Pour Murphy, la Chine démontre ainsi qu'elle «s'accommode de tous changements internes en Thaïlande sans chercher à y intervenir» (Murphy 2010 : 14).

Également, la place des Sino-Thaïs dans la société Thaïlandaise n'est pas remise en question par ces événements<sup>103</sup> : on retrouve des Sino-Thaïs à la fois du côté des «chemises rouges» et du côté des «chemises jaunes»<sup>104</sup>. La figure emblématique des «chemises rouges», Thaksin Shinawatra (ancien Premier ministre et magnat des télécommunications) est un Chinois de quatrième génération. Du côté des «chemises jaunes», Sondhi Limthongkul (multimillionnaire, propriétaire du Manager Media Group et l'un des leaders de l'Alliance du Peuple pour la démocratie<sup>105</sup>) se définit lui-même comme un Sino-Thaï patriotique<sup>106</sup> de troisième génération. Les Sino-Thaïs étant présents dans les deux camps, une lecture ethnique du conflit est impossible, il s'agit au contraire d'un conflit à analyser en termes de fracture socio-économique (Tejapira, 2009, Dubus, 2011).

---

<sup>103</sup> De manière similaire, on note que lors de la crise financière de 1997, «Jiang Zemin avait félicité les autorités Thaïlandaises pour leur politique non-discriminatoire à l'égard des Sino-Thaïs» (Leveau, 2003 : 60). De même, on observe que les Sino-Thaïs sont restés solidaires de la Thaïlande lors de la crise : «pleinement intégrés à la société thaïlandaise, les Chinois ont beaucoup soutenu l'État au moment de la crise de 1997 [...] se sentant pleinement Thaïlandais, ils ne craignaient pas comme leurs cousins de Malaisie ou d'Indonésie d'être victimes d'un mouvement antichinois qui, du fait de la qualité de leur intégration, reviendrait finalement à un mouvement anti-thaïlandais» (Leveau, 2003 : 233).

<sup>104</sup> Les «chemises rouges» sont initialement des partisans de Thaksin, rassemblés en «comité de soutien à grande échelle» à la suite du coup d'État de 2006 qui l'a chassé du pouvoir. Par la suite, le mouvement s'est diversifié et le camp des rouges regroupe désormais les partisans d'un changement social profond et d'une plus grande équité sociale, (notamment les classes populaires et les oubliés de la croissance thaïlandaise). Opposé à ce mouvement, le groupe des «chemises jaunes» a été créé en réponse à celui des chemises rouges. Les chemises jaunes regroupent des partisans de la monarchie et du consensus social existant.

<sup>105</sup> Alliance du Peuple pour la Démocratie ou PAD, il s'agit d'un mouvement opposé à celui des chemises rouges.

<sup>106</sup> Il utilise lui-même le terme de *lookjin rak chat* (*patriotic Thai-born Chinese*) pour se qualifier, soit «un Sino-Thaï patriote qui souhaite sauver la nation Thaïlandaise» (cité dans Tejapira, 2009 : 264).

Également, le fait que de nombreux Sino-Thaïs aient occupé des postes politiques ces dernières années<sup>107</sup>, sans que cela soulève critiques ou inquiétudes, témoigne de la bonne intégration de la diaspora chinoise dans la société thaïlandaise: «les origines chinoises et la sinité deviennent de plus en plus naturels en Thaïlande, et la sphère politique n'est plus restreinte aux Thaïs purs» (Tejapira, 2009 : 275).

### 3.1.1.6. Évolution de l'apprentissage des langues chinoises en Thaïlande

Selon Leveau (2003), le nationalisme thaï, la menace communiste que représentait la Chine et le PCT ont «légitimé les actions antichinoises des gouvernements thaïlandais successifs et c'est dans le domaine de l'éducation que ces mesures ont eu le plus de visibilité» (Leveau, 2003 : 131). Leveau (2003) rapporte qu'en 1933, les 271 écoles chinoises que comptait le pays ont toutes été fermées jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1948, plusieurs nouvelles écoles avaient ouvert leurs portes et on en dénombrait environ 400 dans l'ensemble du royaume. Les militaires qui prirent le contrôle du pays après le coup d'État de 1976 limitèrent l'enseignement des langues chinoises à cinq heures hebdomadaires et interdirent la création de nouvelles écoles. Au début des années 1980 leur nombre avait été réduit à une trentaine environ<sup>108</sup>. L'arrivée au poste de Premier ministre de Chatichai Choonhavan (d'ascendance chinoise) en 1988 et la fin de la Guerre Froide en 1991 permit la réouverture des écoles chinoises. Dans les années 1990, l'intérêt croissant pour le mandarin mena à l'ouverture de nombreuses écoles :

Si officiellement, l'enseignement du chinois doit se limiter à 7h hebdomadaires dans les écoles publiques, l'enseignement du mandarin standard ne cesse de se développer dans les écoles privées [...] pour répondre à la demande, certains établissements font même venir de nouveaux enseignants de Chine continentale (Leveau, 2003 : 211).

---

<sup>107</sup> Plusieurs Premiers ministres thaïs sont d'ascendance chinoise, notamment : Banharn Silpa-Archa (1995-96), Chuan Leekpai (1992-95, 1997-2001), Chavalit Yongchaiyudh (1996-97), Thaksin Shinawatra (2001-2006), Abhisit Vejjajiva (2008-2011), Yingluck Shinawatra (2011-).

<sup>108</sup> Toutes ces données sont tirées de Leveau, 2003: 131-132.

En 2003, soit un an avant les premiers accords concernant les Institut Confucius et deux ans avant l'ouverture du premier Institut Confucius dans le royaume, Leveau (2003) remarquait :

Aujourd'hui l'enseignement du mandarin touche de plus en plus d'élèves et la plupart des universités le propose aux étudiants. Le chinois est devenu la seconde langue étrangère du pays après l'anglais. Même les Thaïlandais de souche se sont mis à apprendre le mandarin (20% des apprenants ont des origines chinoises) (Leveau, 2003 : 133).

Cet intérêt pour le mandarin standard à partir des années 1990 trouve d'ailleurs écho dans la représentation plutôt positive que les thaïs ont de leur grand voisin.

#### 3.1.1.7. Un consensus sur une représentation positive de la Chine

Plusieurs sondages recensés par les experts des relations sino-thaïes révèlent une représentation positive de la Chine en Thaïlande. L'intérêt croissant de la monarchie envers la Chine<sup>109</sup>, ainsi que son soutien actif des échanges culturels entre les deux pays<sup>110</sup>, se reflète au niveau de la population. Murphy (2010) cite plusieurs sondages qui révèlent les tendances suivantes : «un peu plus de 70% des Thaïs perçoivent la Chine comme "l'ami le plus proche" de la Thaïlande», «83% des classes urbaines thaïes ont une opinion favorable de la Chine et 2% seulement perçoivent l'augmentation des dépenses militaires de la Chine comme une menace» (Murphy, 2010 : 14). Elle estime également qu'une majorité de Thaïs perçoit la montée en puissance de la Chine comme une opportunité économique (Murphy, 2010 : 14).

Leveau (2003), qui étudie la diaspora chinoise en Asie du Sud-Est, note que cette représentation positive de la Chine transforme également la communauté Sino-Thaï : «on assiste à une re-sinisation de la diaspora [...] au fur et à mesure que le poids de la Chine se renforce dans la

<sup>109</sup> En 2000, la reine Sirikit a effectué un voyage en Chine, au nom du roi Bhumibol (Rama IX). Il s'agit de la première visite de ce niveau entre les deux pays.

<sup>110</sup> La princesse Sirindhorn a été récompensée, lors de la première cérémonie des «*Language, Culture and Friendship Award*» en 2000, pour sa «contribution à promotion de la culture chinoise en Thaïlande et son effort de promotion de l'amitié sino-thaïe» (Murphy, 2010 : 16, Chambers, 2005 : 623).

région. La fierté d'être Chinois réapparaît» (Leveau, 2003 : 204). Il observe également un regain d'intérêt pour les traditions culturelles chinoises : «depuis quelques années, la culture chinoise paraît remise à l'honneur. Les célébrations du nouvel an chinois ou la fête de la mi-automne rassemblent chaque année davantage de monde [...]» (Leveau, 2003 : 204).

Les observations récoltées lors de notre terrain de recherche (entrevues, réponses des étudiants à notre questionnaire, etc.) corroborent cette représentation positive de la Chine tant sur le plan culturel qu'économique. Plus que cela, il semble y avoir un consensus partagé par toutes les couches de la population (élites, classe moyenne, monarchie, gouvernement, etc.) sur une représentation positive de la Chine. Ainsi, le gouvernement (Ministère de l'Éducation) et la monarchie encouragent l'apprentissage du mandarin standard et l'ouverture d'Institut Confucius :

*Under the international circumstance of the continual popularization of "Chinese language learning" and with the great attention of the Thai Royal Family, Thai government and general public more and more primary secondary schools and Thai higher education institutions have started Chinese language program in Thailand and the number of Chinese language learners in public has rapidly increased (Pang Li, Representative office of the Hanban of the People's Republic of China in the Kingdom of Thailand, cite dans Confucius Institute in Thailand, 2008: 5)*

Pour résumer, on constate que, de même que les relations Chine-Thaïlande, la place des Sino-Thaïs dans la société Thaïlandaise s'est continuellement améliorée depuis la fin des années 1970. En effet, malgré les différends historiques qu'ils ont connus (rupture des relations, soutien de la Chine au PCT, etc.), on peut affirmer aujourd'hui que les deux pays ont réglé leurs litiges et que la «relation spéciale» qu'ils entretiennent depuis le début des années 1980 ne cesse de s'approfondir. Parallèlement, la diaspora chinoise a vu sa situation s'améliorer. Elle forme maintenant la majeure partie de la classe moyenne et supérieure du Royaume : de nombreux Sino-Thaïs font partie de l'élite économique et médiatique du pays et plusieurs ont occupé de hautes fonctions politiques. Autre signe de cette intégration réussie : le regain d'intérêt pour le mandarin, observable depuis les années 1990 (Leveau, 2003) est désormais encouragé le gouvernement et la monarchie.

Voyons maintenant de quelle manière la Thaïlande remplit les autres «conditions» requises par Ding (2008) pour que le processus de soft power puisse fonctionner dans biais. Les parties suivantes traitent de chacune des conditions recensées par Ding dans son ouvrage de 2008.

### 3.1.2. La Thaïlande, entre «semi-démocratie» et «démocratie en consolidation»

Les spécialistes de la Thaïlande ne considèrent pas le pays comme une démocratie mais plutôt comme une semi-démocratie, une démocratie émergente voire une «démocratie en cours de consolidation» (Albritton et Burekul, 2008, Connors, 2009, Heiduk, 2011). Albritton et Burekul (2008) justifient cette dernière appellation par le fait que, depuis la fin de la monarchie absolue en 1932, le royaume a connu une évolution politique chaotique entrecoupée de périodes de démocratisation et périodes autoritaires sous domination militaire<sup>111</sup> (Albritton et Burekul, 2008). Ainsi, le pays est une démocratie en cours de consolidation, en ce sens que les idéaux démocratiques sont plus fermement enracinés dans la population depuis les épisodes démocratiques de 1973<sup>112</sup> et de 1992<sup>113</sup>. Par ailleurs, les spécialistes du pays constatent que l'image des militaires a été grandement écornée par la tentative de coup d'État de 1992 (Heiduk, 2011 : 263). Albritton et Burekul (2008), vont jusqu'à soutenir que «l'engagement en faveur de la démocratie de la population a constitué l'obstacle le plus important à la prise de pouvoir par la junte militaire en 1992. Un régime militaire ne pouvait être toléré dans une société aussi engagée sur la voie de la démocratie» (Albritton et Burekul, 2008 : 43). Ces mêmes auteurs estiment ensuite que les années 2001-2005 constituent «la plus longue période de gouvernement démocratique dans l'histoire de la Thaïlande» (Albritton et Burekul, 2008 :41), avant de

---

<sup>111</sup> De 1932 à 2011 la Thaïlande a connu 18 coups d'États militaires (Heiduk, 2011).

<sup>112</sup> «La période de démocratie qu'a connu le pays en 1973-1976 a renforcé les valeurs démocratiques dans le pays, et elles se sont maintenues jusqu'à ce jour» (Albritton et Burekul, 2008 : 43). Le même constat est repris par Heiduk (2011) : «les réformes démocratiques depuis 1970 ont transformé le système politique de la Thaïlande, le pays est passé d'une semi-démocratie dominée par les militaires et la bureaucratie à un système plus ouvert dominé par des politiciens élus» (Heiduk, 2011 :263).

<sup>113</sup> Dans leur article, Albritton et Burekul (2008) reprennent les résultats de l'étude de Neher et Marlay (1995) selon lesquels, «à la fin de l'année 1992, la Thaïlande a rempli [leurs] critères démocratiques en matière de participation citoyenne, de compétition électorale, et des libertés civiles» (Neher et Marlay, 1995 : 49, cités dans Albritton et Burekul, 2008 : 42).

conclure que le pays «a pris sa place comme un État phare de la démocratie en Asie du Sud Est<sup>114</sup>» (Albritton et Burekul, 2011 : 58).

Ainsi, la Thaïlande, sans être une véritable démocratie, n'est toutefois pas comparable à celle d'une dictature régie par une idéologie unique telle que la Corée du Nord. Sa situation est donc «conforme» aux conditions énoncées par Ding (2008) pour que son «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats» fonctionne.

### 3.1.3. Un processus décisionnel rationnel?

La question de l'existence d'un processus décisionnel rationnel en matière de politique étrangère est plus délicate : aucun auteur à ce jour ne semble avoir abordé la question. Ding (2008) donne d'un processus décisionnel rationnel la définition suivante : un État est reconnu être doté d'un processus décisionnel rationnel en matière de politique étrangère dans la mesure où ses décideurs de politique étrangère «ajustent leurs actes / positions en fonction des informations qu'ils reçoivent du monde extérieur, cela incluant l'attractivité engendrée par les stratégies de soft power dirigées envers leurs pays» (Ding, 2008 : 54). Il ajoute que des perceptions erronées ou sélectives (*misperceptions*) de la part des décideurs de politique étrangère constituent des facteurs qui viennent biaiser la rationalité<sup>115</sup> du processus décisionnel. Au vu de la définition énoncée ci-dessus, un processus décisionnel rationnel tel que décrit par Ding (2008) semble un idéal peu atteint par la plupart des pays dans la réalité. Sans pouvoir avancer avec certitude que

---

<sup>114</sup> Brunei : monarchie islamique (sultanat). Cambodge : officiellement qualifié de monarchie constitutionnelle, le pays est de facto dirigé depuis 1989 par Hun Sen, issu du Parti du Peuple Cambodgien, parti dominant la scène politique depuis les années 1980. Indonésie : république démocratique «en consolidation» (le régime autoritaire de Suharto a pris fin en 1998). Laos : qualifié de république démocratique populaire, il s'agit d'un régime dirigé par un parti unique, le Parti révolutionnaire populaire lao. Malaisie : monarchie constitutionnelle électorale organisée en fédération (sultanats, États, districts fédéraux). Birmanie : officiellement qualifiée de république, il s'agit en réalité d'une dictature militaire. Philippines : république, multipartisme. Singapour : république qualifiée de «démocratie autoritaire». Timor Oriental : république. Le Timor Oriental a acquis son indépendance en 2002 et ses institutions sont encore en cours de stabilisation. Vietnam : officiellement qualifié de république socialiste, il s'agit d'un régime dirigé par un parti unique, le Parti Communiste vietnamien.

<sup>115</sup> MacLeod et O'Meara (2007) définissent la rationalité comme la capacité d'un acteur de faire des calculs coûts / bénéfiques pour déterminer le meilleur moyen de valoriser ses intérêts et suppose que cet acteur a conscience de ses intérêts (MacLeod et O'Meara, 2007 : 110).

la Thaïlande dispose d'un processus décisionnel en matière de politique étrangère nous relevons plusieurs éléments intéressants dans l'article de Heiduk (2011) concernant ce point.

Heiduk (2011) note que le processus de démocratisation qui a eu lieu en Thaïlande après 1992, de même que la crise financière de 1997, ont ouvert la voie à une nouvelle élite. Selon lui, il existe maintenant deux types d'élites en concurrence pour le contrôle du pouvoir : les anciennes élites non élues (militaires, bureaucratie, monarchie) et les nouvelles élites (individus issus du monde des affaires tels que l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra), qui tirent leur légitimité de l'électorat (mise en place d'un nouveau système de clientélisme, notamment envers l'électorat rural) (Heiduk, 2011 : 263). Les anciennes élites font face à un déficit de légitimité (surtout les militaires) qui les empêche d'occuper le centre du pouvoir, ce qui a, selon Heiduk (2011), amené l'armée à fomenter le coup d'État de 2006 pour reconquérir le pouvoir. Ils sont soutenus dans cette entreprise par leur clientèle, soit la partie de la population qui bénéficiait de l'ancien ordre hiérarchique (classes moyennes urbaines, entre autres).

Ainsi que mentionné précédemment, la crise politique que connaît la Thaïlande depuis 2006 ne semble avoir affecté ni les relations avec Beijing, ni la progression du réseau d'Instituts Confucius. Les deux types d'élites semblent encourager la promotion du mandarin et de bonnes relations avec le grand voisin chinois : la monarchie, par le biais de son ambassadrice la princesse Sirindhorn; les militaires par le biais d'exercices militaires conjoints; et les hommes d'affaires tels que l'ancien Premier ministre Thaksin dont les vues coïncidaient avec Beijing sur plusieurs sujets. Puisque la question chinoise ne semble pas vouloir être traitée différemment selon que l'ancienne ou la nouvelle élite se trouve au centre du pouvoir, nous n'approfondirons pas davantage la question du processus décisionnel rationnel en matière de politique étrangère dans notre mémoire. Nous estimons donc que le royaume est doté d'un processus décisionnel rationnel dans les aspects qui nous intéressent puisque les activités de promotion et diffusion du mandarin ne sont pas affectées par le fait que l'une ou l'autre des élites soit au pouvoir.

Par ailleurs, il faut rappeler que notre étude se concentre avant tout sur un segment du modèle de conversion des ressources de soft power établi par Ding (2008) et non la totalité du processus. L'objectif principal de notre recherche reste de savoir si la stratégie de promotion du mandarin

standard par le biais du réseau d'Instituts Confucius établis par la Chine en Thaïlande a un impact sur les représentations de la Chine de la population étudiante Thaïe.

### 3.1.6. L'existence de différents canaux de communication entre les deux pays

S'il n'a pas été possible dans le cadre de ce mémoire de dresser une liste de tous les canaux de communication existant entre la Thaïlande et la Chine, nous relevons chez plusieurs auteurs de notre corpus que la diaspora chinoise joue un rôle important dans la fabrication de l'opinion publique thaïlandaise. D'une part, les Sino-Thaïs jouent un rôle éditorial important dans les grands quotidiens et magazines (en langue anglaise et thaïe) du royaume (Leveau, 2003 : 210). D'autre part, les médias de la communauté sino-thaïe peuvent être utilisés par Beijing comme relais de diffusion de ses stratégies de soft power :

La presse en langue chinoise de Thaïlande dont on annonce régulièrement la disparition prochaine se porte bien. Car si plusieurs titres sont morts, d'autres les ont remplacés. Quelques quotidiens connaissent même un très grand succès : *Tong Hua Yit Pao* (*Zhong Hua*), tiré à 95 000 exemplaires, *Sing Sian Yit Pao* (Étoile du Siam), tiré à 75 000 exemplaires, *Sing Chin Lan* (Chine Nouvelle) tiré à 70 000 exemplaires (Leveau, 2003 : 208).

Par ailleurs, selon Leveau (2003), un nombre croissant de romans chinois est traduit en thaï, ce qui joue un rôle important 1) dans la re-sinisation de la diaspora : «la re-sinisation passe par la langue locale. [...] C'est avant tout par la lecture en thaï que les jeunes Sino-Thaïs se familiarisent avec la culture de leurs ancêtres qu'ils méconnaissaient jusqu'ici largement» (Leveau, 2003 : 214) et 2) ajoute de nouveaux éléments culturels à la société thaïe:

*Le Roman des trois royaumes* est devenu un classique, enseigné dans les écoles. Il n'est pas rare que les médias y fassent allusion et l'ouvrage est maintenant intégré à la culture populaire [...] il sert souvent de base aux satires consacrées aux hommes politiques, lorsqu'il ne sert pas de référent pour expliquer les stratégies économiques des entrepreneurs (Leveau, 2003 : 214).

Au vu des ces données, nous considérons qu'il n'existe pas d'obstacle majeur à la circulation de l'information entre les deux pays. Au contraire, nous pensons que la présence d'une diaspora ancienne, bien intégrée dans la société thaïe et présente au niveau de l'élite décisionnelle constitue un facteur favorisant 1) la circulation de l'information entre les deux pays et 2) une représentation positive de la Chine.

### 3.1.5. L'absence de stratégie de soft power concurrente d'un État tiers

Le passé récent de la Thaïlande, évoqué au début de ce chapitre, montre que les États-Unis apparaissent comme l'État concurrent le plus probable en matière de stratégies de soft power. Alliés de la Thaïlande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis percevaient la Thaïlande comme un domino stratégique qu'il était impératif de conserver dans le bloc de l'ouest (Murphy, 2010). À cet effet, ils ont signé avec le royaume plusieurs traités<sup>116</sup> et lui ont fourni un soutien militaire important (Murphy, 2010 : 9). En contrepartie, la Thaïlande a mis certaines parties de son territoire à disposition des États-Unis (bases militaires) pendant la guerre du Vietnam (Murphy, 2010).

L'arrivée de Nixon à la présidence américaine a marqué le début d'un désengagement des États-Unis en Asie du Sud-Est. Réagissant à ce changement, c'est à cette période que la Thaïlande a commencé à envisager un rapprochement avec la RPC. Ce retrait des États-Unis a été encore plus marqué dans la période d'après Guerre Froide : au début des années 1990, les États-Unis annonçaient qu'ils privilégiaient désormais les intérêts économiques et politiques plutôt que de sécurité en Asie du Sud-Est (Murphy, 2010 : 18). Lors de la crise financière de 1997, les États-Unis se sont également désengagés sur le plan financier en ne venant pas au secours de leur allié Thaïlandais : «*When Thailand found its currency in a freefall in 1997, it expected assistance from its American ally. The US decision not to contribute to the International Monetary Fund's (IMF) rescue of Thailand led a profound sense of abandonment [...]*» (Murphy, 2010: 12).

---

<sup>116</sup> Notamment, le Traité de Manille qui lance l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (SEATO) en 1954, et le Traité d'amitié et de relations économiques (*Treaty of Amity and Economic Relation*) en 1966

La déception engendrée par l'immobilisme américain a considérablement diminué le soft power de la première puissance mondiale aux yeux des Thaïs et créé ainsi une opportunité que la Chine s'est empressé de saisir:

*«[...] and created an opening for China. China gave \$1 billion to the IMF bailout package for Thailand, its first-ever IMF contribution. China participated in the Chiang Mai initiative of regional currency swap facilities, extending a credit line of \$2 billion to Thailand. Beijing earned Thai good will by not devaluating its currency, which would have made it more difficult for Thailand to export its way out of the crisis» (Murphy, 2010: 12).*

De même, lors du coup d'État de 2006, les États-Unis ont retiré leur aide à la Thaïlande pour cause de manœuvre non démocratique. Réagissant à ce nouveau retrait de la part des États-Unis, la Chine a alors offert une aide importante pour prouver son soutien au nouveau gouvernement.

Depuis la fin de la Guerre Froide, et particulièrement depuis la crise financière (1997), les États-Unis se désengagent de l'Asie du Sud-Est sur plusieurs plans<sup>117</sup>. S'ajoutant à ce retrait, la politique étrangère menée par l'administration Bush (2001-2009) a grandement contribué à diminuer le soft power de la superpuissance mondiale, ainsi que le remarquent plusieurs auteurs dont Ding (2008): *«Bush Administration's "diplomatic roughness" has become the United States into an unpopular superpower in eyes of many other countries' top policy makers. Such unpopularity has hurt the attraction of America's soft power and its global leadership» (Ding, 2008: 53)*. La Chine a entrepris de combler le vide de soft power ainsi créé en Thaïlande par une stratégie de séduction à divers niveaux. Elle est en cela servie par une diaspora chinoise ancienne et bien intégrée dans le royaume. Bien que de nombreux pays mettent en place des stratégies de soft power à l'étranger, il est possible d'affirmer que la Chine ne fait actuellement face à aucun un État concurrent majeur en Thaïlande en matière de soft power.

Après avoir montré que le pays retenu pour notre étude de cas correspondait aux critères établis par Ding (2008) pour que son «modèle de conversion des ressources en résultats» fonctionne, tentons maintenant de répondre à notre question de recherche spécifique (est-il possible

---

<sup>117</sup> Quelques tentatives de rapprochement ont toutefois été amorcées depuis l'arrivée de B. Obama à la tête des États-Unis (visites, déclarations de la secrétaire d'État Hillary Clinton), reste à voir si et comment cette tentative de retour se concrétisera dans les années à venir.

d'évaluer le résultat de la stratégie de promotion du mandarin standard via le réseau d'Instituts Confucius mise en place par la Chine et Thaïlande) en présentant et analysant les données recueillies lors de notre terrain de recherche.

### 3.2. Résultats et analyse du terrain de recherche

Dans cette section, nous cherchons, par la description du fonctionnement et des activités des Instituts Confucius, à observer et caractériser la présence d'un processus de diffusion, promotion du mandarin standard (processus de conversion de la ressource de soft power). Dans cette perspective nous nous attachons à clarifier les relations entre les membres thaïlandais et chinois des Instituts. En effet, la collaboration et le soutien de la partie thaï est nécessaire à la partie chinoise pour pouvoir inscrire de façon durable les Instituts et le mandarin dans le paysage local. Dans un deuxième temps, nous observons l'impact de cette stratégie de promotion du mandarin sur la population universitaire thaïlandaise (dépouillement des questionnaires et synthèse des entrevues effectuées lors de notre terrain de recherche). Ceci doit nous permettre d'infirmer ou de confirmer notre hypothèse, laquelle postule que l'engouement pour l'apprentissage du mandarin standard chez les étudiants thaïs est favorisé par une stratégie de promotion du mandarin standard via le réseau d'Institut Confucius, celui-ci ayant pour but d'améliorer l'image internationale de la Chine.

#### 3.2.1. Un réseau d'Institut Confucius bien implanté

##### 3.2.1.1. Fonctionnement des Instituts Confucius

Les six Instituts Confucius que nous avons visités en Thaïlande<sup>118</sup> sont de petites structures, en général d'une quinzaine de personnes greffées sur les universités partenaires. Les professeurs issus des Instituts Confucius se répartissent en deux catégories : les professeurs «gouvernementaux» (peu nombreux, détenteurs d'un diplôme d'enseignement du mandarin

---

<sup>118</sup> La liste des Instituts Confucius visités est mentionnée dans les appendices I et J.

standard en langue étrangère, ils sont assignés à leur poste pour plusieurs années) et les professeurs «volontaires». Ces volontaires sont de jeunes chinois récemment diplômés (baccalauréat ou maîtrise) qui ont été recrutés par le biais du *Program of International Overseas Volunteer Chinese Language Teacher*<sup>119</sup>, mais dont la spécialité est rarement l'enseignement du mandarin. Ils sont généralement nommés pour deux ou trois ans.

Institut Confucius	Directeur	Professeurs	Professeurs gouvernementaux	Professeurs volontaires	Personnel
<b>Chiang Mai</b>	2	10	Au moins 1	9	1 stagiaire
<b>Mae Fah Luang</b>	2	15	1	14	2 secrétaires
<b>Burapha</b>	2	5	Inconnu	Inconnu	2 secrétaires
<b>Khon Kaen</b>	2	26	5, dont le directeur Chinois	21	Inconnu
<b>Bansomdej Chaopraya</b>	2	Inconnu	Au moins 1	Inconnu	2 secrétaires 1 stagiaire
<b>Prince of Songkla</b>	2	30	1	29	3 secrétaires

**Tableau 3.1.** Personnel des Instituts Confucius visités.

Il semble y avoir deux types d'Instituts Confucius en Thaïlande: les «Instituts caméléons», qui sont situés dans les locaux de l'université partenaire (ils occupent un étage dans le bâtiment d'une faculté) et les «Instituts de prestige» qui disposent de leur propre pavillon, souvent un ensemble de bâtiments d'architecture chinoise classique organisé autour d'un jardin traditionnel (étang, sculptures, parc, etc.). De manière générale, les Instituts caméléons disposent de locaux sobres et misent davantage sur la qualité de l'enseignement dispensé plutôt que sur le décorum. À l'opposé, l'architecture des Instituts prestigieux est entièrement destinée à impressionner et faire ressortir la grandeur de la culture traditionnelle chinoise. Bien souvent ces Instituts comprennent également des sortes de «musées» sur différents thèmes de la culture traditionnelle

<sup>119</sup> Voir chap. 1, p.43. Dans le cas de l'Institut Confucius de Khon Kaen, les deux tiers des jeunes volontaires sont détenteurs d'un baccalauréat et un tiers détient une maîtrise. En Chine, le baccalauréat dure quatre ans, et la maîtrise, trois ans.

chinoise ou encore sur l'intérêt de la famille royale pour la langue et la culture chinoise (l'Institut Confucius de l'Université Burapha comprend plusieurs salles d'expositions qui illustrent l'intérêt de la Princesse Sirindhorn pour la langue et la culture chinoises). Chaque Institut Confucius possède plusieurs salles de classes, une bibliothèque, une *e-learning room*, et des salles multimédias équipées d'écrans géants, rétroprojecteurs, etc.

### 3.2.1.2. Localisation stratégique des Instituts

Les données récoltées lors des entrevues indiquent que la localisation des Instituts Confucius répond à certains critères géostratégiques. Pour R.L., directeur Thaï de l'Institut Confucius de l'Université de Chiang Mai et directeur du Département de langue de la faculté des Sciences humaines, il est indéniable que les Instituts Confucius s'implantent là où le gouvernement chinois a des intérêts économiques. Pour lui, l'ouverture d'un Institut à l'Université de Chiang Mai s'explique davantage par le fait que la ville soit un centre économique important (il s'agit de la deuxième ville du pays par sa taille et son économie) plutôt que par l'existence d'un réel besoin. En effet, l'Université de Chiang Mai était dotée d'un département de Chinois depuis plusieurs années avant l'ouverture de l'Institut et n'avait pas un réel besoin d'un Institut Confucius<sup>120</sup>. Il ajoute que si la présence d'un tel institut est «pratique» pour l'université, en ce sens que cela constitue une réserve de matériel didactique et d'enseignants à portée de main, elle n'est pas indispensable<sup>121</sup>.

De même, la présence d'un Institut Confucius bien développé à l'Université de Khon Kaen atteste de l'importance stratégique de la ville aux yeux du gouvernement chinois : Khon Kaen est la ville la plus importante du Nord-Est de la Thaïlande (province de l'Isan). Depuis quelques années, cette localité connaît un développement important (économique, immobilier, etc.) qui

---

<sup>120</sup> Ce discours contraste avec celui des autorités thaïes et chinoises qui mettent l'accent sur un manque criant de professeurs de chinois en Thaïlande : «The rising demand of Chinese language study among Thai students required greater number of Chinese language teachers. The situation has brought about a shortage problem of Chinese language teachers in Thailand» (Sumate Yamnoon, Secretary General, Commission on Higher Education, Confucius Institute in Thailand, 2008: 6).

<sup>121</sup> Note : le directeur Chinois de l'Institut de Chiang Mai ayant refusé de répondre à mes questions, nous n'avons pas été en mesure de comparer les versions des deux parties.

devrait très certainement s'accroître lors de la construction de la ligne de chemin de fer qui reliera Kunming (Province du Yunnan, Chine) à Bangkok en traversant le Laos du nord au sud. La ville est déjà considérée comme un nœud de communication majeur<sup>122</sup>. Par ailleurs, l'université de Khon Kaen est reconnue comme étant la meilleure de la région et attire de plus en plus d'étudiants chaque année, notamment en provenance de la capitale.

À l'extrême nord du pays, l'Université Mae Fah Luang a fait l'objet d'une attention continue par le gouvernement chinois depuis sa fondation en 1998, comme en témoigne le financement et l'implantation d'un centre d'apprentissage du mandarin dès 1999, le *Sirindhorn Chinese and Language Center*:

*[...] the idea of establishing a centre for Chinese language and culture in Thailand had been constantly considered but had not been materialized until March 1999, when the issue of Chinese language teaching and establishing a centre for Chinese language and culture in Thailand was discussed by the Peoples Republic of China's Minister of Education (PRC) and Thailand Minister of University Affairs. In early August 2000, as a result of the discussion, the government of the PRC consented to the establishment of a Chinese language and culture centre at Mae Fah Luang University. The PRC intended the Chinese language and culture centre [...] to operate as a centre for Chinese language and culture studies to serve Thailand and Greater Mekong Subregion countries*<sup>123</sup>.

L'Institut Confucius de l'Université Mae Fah Luang a ouvert ses portes sept ans plus tard en 2006, sans que cela empêche les activités du *Sirindhorn Chinese Language and Culture Center* de continuer.

Il apparaît que l'Université Mae Fah Luang, de par sa situation géographique, offre un intérêt stratégique de première importance pour le gouvernement chinois. Situé dans une zone frontalière, l'Institut lui permet de rayonner dans les pays voisins, notamment le Laos et la Birmanie : «*Sirindhorn Chinese Language and Culture Center shall extend its teaching mission to serve countries in the Greater Mekong Subregion*»<sup>124</sup>.

<sup>122</sup> Entrevue avec Jacques Ivanoff, chercheur à l'IRASEC, réalisée le 20 janvier 2011.

<sup>123</sup> Source: site web de l'université Mae Fah Luang, [http://www.mfu.ac.th/2009mfu\\_eng/bio01.php](http://www.mfu.ac.th/2009mfu_eng/bio01.php), page consultée le 20 janvier 2011.

<sup>124</sup> Idem.

### 3.2.2. Comment l'enseignement du mandarin est-il envisagé?

Après avoir présenté la composition et les particularités géostratégiques des Instituts Confucius, cette section se concentre sur leurs activités. Cette description nous permet de mettre en lumière le processus de promotion et de diffusion de la langue et la culture chinoise à l'œuvre.

#### 3.2.2.1. Activités des Instituts : diffusion, promotion de la langue et modalités d'enseignement

Concernant les activités développées par les IC, on constate que si tous adoptent un mode de fonctionnement commun, l'impératif reste de s'adapter aux conditions locales. Cela explique les différences qui existent d'un Institut à l'autre. Au niveau du noyau d'activité commun on note :

- Le prêt de professeurs au département d'études chinoises de l'université partenaire, ainsi qu'aux écoles secondaires et primaires de la région qui en font la demande : dans la quasi-totalité des cas, plus de la moitié des professeurs du département de chinois sont des professeurs prêtés par l'Institut<sup>125</sup>;
- La mise sur pied de cours adaptés aux programmes proposés par les départements de chinois des universités. Les universités proposent en général les programmes suivants : *Chinese Studies* (baccalauréat général), *Teaching Chinese as a Foreign Language (TCL)*, *Business Chinese (BC)* (baccalauréats spécialisés). On note l'existence de programmes particuliers : Baccalauréat en médecine traditionnelle chinoise (Université Burapha), Baccalauréat en littérature chinoise (Université Mae Fah Luang);
- Des cours optionnels pour les étudiants d'autres facultés désirant suivre un ou plusieurs cours de chinois dans leur cursus. Il s'agit en général de cours de conversation, de niveau débutant à intermédiaire avancé;

---

<sup>125</sup> Les professeurs prêtés par l'Institut Confucius de l'Université Mae Fah Luang constituent 80 % des enseignants du département de chinois de l'Université (Entrevue avec le personnel de l'Institut Confucius de Mae Fah Luang).

- Les Instituts Confucius fournissent également du matériel didactique à tous les niveaux : de l'école primaire aux universités. La Thaïlande, en plus de faire face à un manque critique de professeurs, est confrontée à l'absence de matériel didactique. Les Instituts Confucius fournissent des manuels, mais ceux-ci sont rarement adaptés aux besoins des étudiants thaïes (manuels anglais-chinois, mises en situations inadaptées aux réalités thaïes, etc.). Cela explique que certains Instituts Confucius aient fait de leur priorité l'élaboration d'un matériel d'apprentissage adéquat (Institut Confucius de l'Université de Khon Kaen et Université Prince of Songkla de Phuket). Il est à noter que cette entreprise nécessite une collaboration approfondie entre les parties thaïes et chinoises, ce qui rend la tâche parfois ardue;

- Les Instituts Confucius sont tous des centres d'examen HSK et certains administrent également le *Youth Chinese Test* (YCT), le *Business Chinese Test* (BCT) ou le *Certification of Chinese Language Teacher* (CCLT). Certains Instituts Confucius offrent des cours préparatoires à ces examens;

- Les Instituts Confucius organisent des cours à «contenu culturel» ainsi que des «activités culturelles». Sous cette très vaste appellation est regroupée l'organisation de spectacles, d'expositions, de conférences, et de semaines thématiques qui marquent les fêtes importantes du calendrier chinois (fête du printemps, de la mi-automne, etc.) ainsi que des activités qui relèvent des traditions chinoises : calligraphie, *paper cutting*, art du thé, Tai Chi Chuan, instruments de musique traditionnels tels que (*guzheng* 古筝, *hulusi* 葫芦丝, *dizi* 笛子, etc.), danse, etc.;

- Les Instituts Confucius servent également de centre de conseil et d'orientation pour les étudiants souhaitant poursuivre leurs études en Chine. Étant donné qu'il n'existe pas ou peu de programme de master en Thaïlande (le pays manque de professeurs qualifiés (doctorants) pour pouvoir ouvrir des classes de master), les étudiants qui désirent poursuivre leurs études après le baccalauréat doivent le plus souvent partir à l'étranger;

- Les Instituts Confucius organisent des stages intensifs (15 à 21 jours) de perfectionnement pour les professeurs de chinois (deux stages obligatoires). Le premier stage est effectué dans un

Institut Confucius de Thaïlande et le second stage se déroule dans l'université partenaire en Chine;

- Certains Instituts Confucius offrent des stages de perfectionnement (en général d'une durée de deux semaines) aux (meilleurs) étudiants des écoles du primaires, du secondaire et de l'université. Ces stages de perfectionnement sont parfois suivis de stages en Chine;

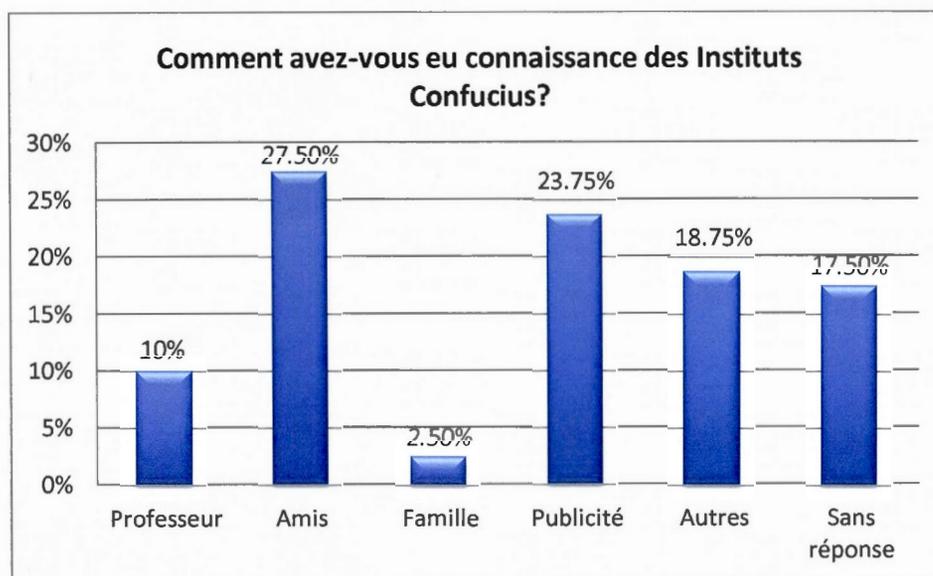
- Les Instituts Confucius proposent des cours destinés à des publics spécifiques. Les cours «grand public» sont ouverts à tous, ils se donnent le soir ou la fin de semaine, à raison de six heures par semaine. Les gens qui prennent ces cours sont en général des travailleurs, des moines bouddhistes, des étudiants des écoles secondaires. La majorité des cours donnés est de niveau débutant et intermédiaire. Les Instituts donnent également des cours destinés au personnel administratif et enseignant de l'université : ces cours sont des cours de niveau débutant et visent à enseigner un vocabulaire spécifique à certaines situations de communication afin que les personnes puissent se débrouiller en cas de voyage en Chine ou de réception d'une délégation chinoise. Enfin, les Instituts peuvent donner des cours «sur mesure» à des groupes particuliers (les fonctionnaires locaux, des agents de police, des employés d'une grande entreprise, etc.) en prévision d'un stage en Chine ou de la visite d'une délégation chinoise.

La volonté des Instituts Confucius semble donc être de rejoindre un maximum de personnes, en termes d'offre de formation avec un minimum de personnel. Au cours de nos entretiens, nous avons senti chez certains directeurs une pression de la part du *Hanban*. Certains directeurs préfèrent organiser des activités dites culturelles (expositions, spectacles) qui vont gonfler leurs statistiques (nombre de personnes rejointes par les Instituts) plutôt que de se concentrer sur des activités qui enracineraient plus durablement la culture chinoise en Thaïlande mais qui ne «rapportent rien» à court terme (création de nouveaux programmes, matériel didactique, etc.).

Il est à noter que la question du nombre de personnes rejointes par les activités des Instituts Confucius est restée irrésolue : nous nous sommes heurtés au refus des directeurs Chinois et/ou Thaïs de nous fournir des chiffres précis sur les effectifs étudiants. Bien souvent nous n'avons eu accès qu'à une information parcellaire et énoncée de façon très confuse.

### 3.2.2.2. Effectivité de la stratégie de promotion des Instituts Confucius.

La question 7 de notre questionnaire permettait de savoir comment les répondants avaient eu connaissance de l'existence de l'Institut Confucius le plus proche de leur lieu d'études. À partir des résultats obtenus, il est possible d'effectuer une première estimation du succès de la stratégie de promotion des Instituts, des cours et des activités qu'ils proposent auprès de leur public cible : les étudiants universitaires thaï.



**Figure 3.1.** Connaissance des Instituts Confucius.

Malgré une proportion relativement importante d'étudiants n'ayant pas répondu, les tendances suivantes se dégagent : le réseau («amis», «famille») reste premier le moyen de circulation de l'information (30%), en deuxième position viennent les publicités (Internet, babillards, etc.) émises par l'Institut (23.75%), en troisième position des moyens de connaissance autres (18.75%), et en quatrième position les annonces de professeurs de l'Institut dans leurs classes (10%). À première vue, la stratégie de promotion des Instituts semble bien fonctionner puisqu'ils sont inscrits dans les réseaux, comme le démontre la forte proportion de réponses «amis». On remarque également que les publicités émises semblent atteindre leurs objectifs en termes de retombées et d'inscriptions. Si la stratégie des Instituts qui consiste à se faire connaître du public universitaire semble fonctionner, les résultats obtenus restent très sommaires

et ne nous apprennent rien sur l'intérêt suscité auprès du grand public. Très parcellaires, ces données doivent être interprétées avec précaution.

Après cette présentation générale, voyons maintenant le nombre d'étudiants inscrits et les types de programmes d'études chinoises proposées par les universités ayant conclu un partenariat avec le Hanban et qui accueillent un Institut sur leur campus.

### 3.2.2.3. Les programmes d'études chinoises

Les directeurs d'Instituts Confucius (chinois et thaïs) constatent dans leur grande majorité une forte demande pour les programmes d'études chinoises : augmentation du nombre d'inscrits, ouverture de nouveaux programmes par exemple, mais ils se montrent réticents ou peinent à nous fournir des données précises. Ci-dessous sont présentées les données que nous avons pu recueillir lors de notre terrain de recherche.

#### a. *L'Université Burapha* (Chonotori, périphérie de Bangkok)

L'Institut Confucius de l'Université Burapha se démarque des autres Instituts de Thaïlande par la spécialité en médecine traditionnelle chinoise qu'il propose en collaboration avec son université partenaire chinoise, l'Université de Wenzhou. Selon l'information que nous avons pu obtenir pour l'année 2010-2011, 240 étudiants étaient inscrits à l'Institut Confucius. Ce nombre se répartissait comme suit :

- 55 étudiants étaient des membres du personnel administratif de l'université ou des professeurs qui suivaient des cours spécialement conçus pour eux,
- 170 étudiants étaient des étudiants en provenance d'un autre campus de l'Université Burapha<sup>126</sup> ne disposant pas de professeur et venaient suivre les cours optionnels de mandarin à l'Institut Confucius dans le cadre de leur programme d'étude,

---

<sup>126</sup> L'Université Burapha, comme plusieurs autres universités thaïes, est composée de plusieurs campus distants de plusieurs kilomètres les uns des autres.

- 15 étudiants étaient des personnes inscrites aux cours «grand public» (niveau débutant et intermédiaire).

Environ 600 étudiants étaient inscrits au département de chinois de l'université Burapha, dans le programme d'Études Chinoises (niveau baccalauréat), ce qui correspond environ à 150 élèves par année. Également, en 2010, 200 étudiants (en provenance de l'université, des autres universités et des écoles secondaires de la région) se sont inscrits à l'Institut pour passer le test du HSK. Selon le directeur chinois, la demande augmente rapidement dans la région.

*b. L'Université Mae Fah Luang (Chiang Rai, extrême nord de la Thaïlande)*

Le personnel de l'Institut Confucius a refusé de nous communiquer le nombre d'étudiants inscrits à l'Institut, en revanche, les chiffres concernant les inscrits à l'université n'ont pas posé problème. Pour l'année scolaire 2010-2011, les deux programmes d'études chinoises (niveau baccalauréat) proposés à l'Université Mae Fah Luang (*Business Chinese, Teaching Chinese as a Foreign Language*) comptabilisaient 800 inscrits. Selon le directeur chinois, la demande pour les cours de chinois, après avoir connu une brusque augmentation lors des premières années de l'Institut, continue de croître, mais plus lentement.

*c. L'Université de Chiang Mai (Chiang Mai, nord de la Thaïlande)*

Selon le directeur Thaï, 120 étudiants étaient inscrits au département d'études chinoises de l'université en 2010-2011 et ce nombre progresse mais lentement. Les données concernant les inscrits à l'Institut Confucius se sont avérées plus difficiles à obtenir et restent incomplètes. 21 étudiants se sont enregistrés au premier trimestre 2011 pour suivre des cours «grand public», et ils étaient 93 pour l'année 2010.

*d. L'Université de Khon Kaen (Khon Kaen, nord-est de la Thaïlande)*

L'Institut Confucius de Khon Kaen est le premier à avoir ouvert ses portes en Thaïlande (août 2006), il a reçu plusieurs distinctions pour la qualité de son travail, notamment celle de «Meilleur Institut Confucius de l'année» en 2007 (concours mondial). Les chiffres avancés par le directeur chinois sont les suivants : en 2010, un peu plus de 500 étudiants<sup>127</sup> ont suivi des cours optionnels à l'Institut Confucius. Pour l'année 2010-2011, 600 étudiants étaient inscrits au département d'études chinoises. Depuis 2007, environ 300 étudiants passent le HSK chaque année dans les locaux de l'Institut.

*e. L'Université Bansomdej Chaopraya Rajabhat (Bangkok)*

L'Université Bansomdej Chaopraya Rajabhat, n'a pas été en mesure de nous fournir d'autres données que le chiffre des inscrits au département d'études chinoises pour l'année 2010-2011 : 400 étudiants.

*f. L'Université Prince of Songkla (Phuket, campus de Chumpon et Surat Thani)*

Selon le directeur Thaï, 349 étudiants étaient inscrits au département d'études chinoises de l'université pour l'année 2010-2011. La partie chinoise n'a pas été en mesure de nous fournir les données concernant les inscrits à l'Institut Confucius.

---

<sup>127</sup> Étudiants de l'Université de Khon Kaen, non-inscrits au département d'études chinoises et suivant des cours optionnels dans le cadre de leur programme d'études.

### 3.2.3. La collaboration entre les parties thaïes et chinoises

#### 3.2.3.1. Le point de vue chinois : une volonté d'influence durable

Le directeur chinois de l'Institut Confucius Khon Kaen a été le premier à parler de son travail en termes d'influence durable sur la population locale. Selon lui, l'objectif principal des Instituts Confucius est d'engager une profonde collaboration avec («s'enraciner») l'université partenaire en développant des activités qui auront un impact profond et durable sur la population thaïlandaise.

Ce directeur, arrivé en poste dans le dernier trimestre de l'année 2010, appartient à la «nouvelle génération» de directeurs envoyés par Beijing pour préciser les objectifs des Instituts et inscrire dans le long terme leurs actions au sein de la population locale. La quasi-totalité des Instituts Confucius que nous avons visités allaient ou venaient de changer de directeur, ceux-ci étant généralement nommé pour une durée de trois ans. Nos entrevues avec les directeurs chinois ont mis en lumière la progression des Instituts Confucius suivante : la première période est une période d'installation et d'adaptation (3 à 4 ans), la confiance s'instaure peu à peu. Le personnel de l'Institut propose quelques nouveaux cours à l'université partenaire. Après cette première période, une seconde étape est entamée : il s'agit désormais d'enraciner durablement la culture et la langue chinoise dans le paysage local.

Le directeur de l'Institut de Khon Kaen a soulevé un aspect important du processus de collaboration entre les parties, mentionnant qu'il était conscient que de nombreux directeurs se contentent d'organiser des «activités superficielles» (expositions, «activités culturelles» en partenariat avec des écoles secondaires, etc.) qui, si elles répondent à certaines exigences statistiques, «n'influencent pas durablement» la population. Selon lui, la qualité des activités proposées par l'Institut et leur impact dépend principalement du directeur chinois en poste, de sa motivation et de sa capacité à développer de bonnes relations avec la partie thaïe. Au cours de nos entrevues, nous avons pu observer que la bonne coopération entre les parties n'était pas toujours de mise et nécessitait des efforts, autant de la partie chinoise que de la partie thaïe.

### 3.2.3.2. Universités de Chiang Mai, de Bansomdej Chaopraya Rajabhat et Prince of Songkla : le point de vue thaï

De même que le directeur chinois de l'Institut de l'Université Khon Kaen, le directeur thaï de l'Institut Confucius de Chiang Mai (R.L.) remarque que la qualité du directeur chinois est décisive en matière d'influence des activités de l'Institut sur la communauté locale. Les directeurs chinois ont des obligations de rendement, notamment quant au nombre de personnes touchées par les activités organisées par l'Institut. Par ailleurs R.L. observe également que de nombreux directeurs cèdent à cette pression des statistiques et à la facilité d'organiser des «activités culturelles», qui touchent certes un grand nombre de personnes mais qui restent «superficielles» en ce sens qu'elles n'intéressent pas durablement la population locale.

La directrice thaïe de l'Institut Confucius de Bansomdej Chaopraya Rajabhat considère les membres chinois de l'Institut comme des partenaires qui lui apportent des ressources précieuses en matière d'enseignement du mandarin, mais dont les activités doivent rester sous la supervision de l'université thaïe. Pour elle, l'Institut demeure sous la responsabilité de l'université qui l'héberge, elle précise d'ailleurs que le personnel chinois n'a pas «carte blanche» concernant les décisions prises en lien avec l'enseignement du mandarin standard. Autrement dit, l'Institut Confucius propose et elle dispose. Les entrevues avec les directeurs thaïs laissent entrevoir un rapport de force sous-jacent entre les parties. En raison d'une forte proximité géographique et culturelle<sup>128</sup>, les Thaïlandais impliqués dans la collaboration avec les Institut Confucius ont un regard extrêmement lucide sur les objectifs de leur grand voisin chinois. Il ressort de ces entrevues que si les universités thaïlandaises acceptent un partenariat avec le *Hanban*, c'est qu'elles en retirent certains bénéfices et que les coûts de la coopération ne pèsent pas plus lourd que les avantages qu'ils en retirent. Il apparaît que c'est ce regard averti de la partie thaïe qui permet une réelle coopération gagnant-gagnant.

Pour résumer, nos entrevues ont mis en lumière que la qualité de la collaboration entre les parties thaïes et chinoises, était essentielle pour la bonne marche de l'Institut. Ainsi, chez le

---

<sup>128</sup> La Thaïlande, bien que située dans la «cour arrière» de la Chine, et malgré une forte diaspora chinoise, ne constitue pas un pays de sinisation ancienne tel que le Vietnam, le Japon ou la péninsule coréenne. Elle se situe au contraire à un carrefour entre les influences indienne, khmère et chinoise.

directeur thaï de l'Université de Chiang Mai, on ressentait une volonté de collaborer mieux avec la partie chinoise (projet d'élaboration d'un manuel), mais cette volonté était déçue ou découragée par la partie chinoise. À l'Université Bansomdej Chaopray Rajabhat, la dynamique de collaboration était sous étroite surveillance de la partie thaïe, celle-ci ressentant une certaine suffisance et hypocrisie de la part de la partie chinoise. Au contraire, les directeurs de l'Université Prince of Songkla ont démontré une collaboration fructueuse (par exemple : lancement de deux manuels scolaires, et d'autres manuels en projet). Il apparaît que cette bonne collaboration était rendue possible par l'attitude de «respect lucide» des partenaires : chaque directeur étant conscient des avantages à tirer de la collaboration (les siens et ceux de l'autre partie) et respectant les objectifs de l'autre.

Pour les directeurs chinois, la collaboration de la partie thaïe est primordiale pour leur permettre d'inscrire les activités des Instituts dans le paysage local de façon pérenne. La participation de la partie thaïe leur est également nécessaire pour élaborer du matériel pédagogique approprié au contexte thaï (c'est-à-dire qui intéresse l'étudiant au-delà de la langue et sur le long terme). Pour cela, la partie chinoise doit tout d'abord «convaincre» l'équipe thaïe de participer à cette entreprise de séduction. Or, ainsi que nous avons pu l'observer lors de notre terrain de recherche, certains faux-pas de la partie chinoise mettent parfois en péril cette volonté de collaboration de l'équipe thaïe. Des attitudes «hypocrites», «égoïstes», «arrogantes» ou «indifférentes»<sup>129</sup> sont sévèrement jugées par les thaïs<sup>130</sup>. Pour les directeurs thaïs, deux attitudes sont possibles : ils peuvent choisir de s'impliquer fortement dans le fonctionnement de l'Institut ou bien ils peuvent adopter une attitude passive et simplement se servir de la présence de l'Institut Confucius pour utiliser les ressources ainsi mises à leur disposition pour combler leurs besoins (matériel pédagogique, professeurs, etc.).

---

<sup>129</sup> Il est à noter que certains directeurs chinois sont envoyés par Beijing à ces postes en attendant leur retraites et adoptent une attitude attentiste et indifférente quant au cheminement de l'Institut Confucius.

<sup>130</sup> D'après nos observations, et certains propos tenus par nos interlocuteurs, il semblerait que les Chinois de la RPC aient parfois tendance à traiter les populations du sud-est asiatique comme inférieures.

### 3.2.4. Les apprenants thaïs : profil et représentations

Après avoir vu l'opinion des directeurs thaïs, présentons maintenant celle des étudiants. Cette section présente les données issues des questionnaires distribués aux apprenants thaïs inscrits dans un programme d'études chinoises (BC, TCL, etc.) dans une université du royaume (appendice C). Leur description, puis leur analyse nous permettront de confirmer, d'infirmer ou de nuancer notre hypothèse, à savoir l'existence d'un engouement durable pour le mandarin standard chez les étudiants thaïs. Pour que celle-ci soit valide, l'engouement observé ne doit pas être motivé par des facteurs ne relevant pas du soft power.

Comme indiqué dans notre chapitre 2, 87 questionnaires ont été distribués dans cinq des Instituts Confucius visités. 77 d'entre eux se sont révélés exploitables.

#### 3.2.4.1. Profil des répondants

Les questions 1 et 2 permettaient d'établir le profil des répondants. Après analyse, il apparaît que la majorité des étudiants inscrits dans un programme d'études chinoises des universités visitées est âgée de 18 à 22 ans (moyenne : 20.5 ans), et comprend une large majorité de filles (72.7%).

Il est à noter que le caractère non-probabiliste de notre échantillon pourrait influencer notre résultat montrant une proportion plus élevée d'étudiantes. Il nous est en effet impossible de vérifier s'il s'agit là d'une tendance démographique présente dans la population thaïlandaise ou bien si cette proportion est due au fait que certains Instituts et professeurs sélectionnaient les étudiants susceptibles de répondre au questionnaire distribué<sup>131</sup>. Une seconde particularité concernant le genre doit également être mentionnée: deux étudiants, de deux universités différentes, ont ajouté sur nos questionnaires un troisième choix de réponse quant au choix du sexe. Ces étudiants désiraient indiquer qu'ils ne se considéraient ni homme ni femme mais

---

<sup>131</sup> Institut Confucius de l'Université de Khon Kaen, Institut Confucius de l'Université Burapha.

*khatoy*<sup>132</sup>. Étant donné le très petit nombre de ces réponses (2 sur 77), nous n'avons pas créé de catégorie spécifique lors de notre analyse et les avons classés dans la catégorie homme.

#### 3.2.4.2. Origine ethnique des répondants

Les questions 3, 4, 5 et 6 permettaient de déterminer l'origine ethnique du répondant (origine chinoise, origine thaïe ou origine autre). Ainsi qu'indiqué dans le chapitre 2, nous avons dû passer par des questions intermédiaires pour obtenir la réponse la plus juste sur ce sujet. En effet, comme nous l'a confirmé M. Jacques Ivanoff lors d'un entretien, les Thaïlandais restent plutôt discrets vis-à-vis des étrangers sur cette question (voir chap. 2 : 79).

Si la question de l'origine ethnique est un sujet délicat, la définition de la sinité est également problématique : Qu'est ce qu'un sino-thaï ? Comment définir la sinité? Selon Leveau (2003), les sino-thaïs forment un sous-groupe de la «diaspora chinoise» ou «chinois d'outre-mer». Ces termes restent cependant imprécis. Pour Leveau, les sino-thaïs se définissent comme des «Chinois installés de manière permanente dans un pays étranger et ayant acquis la nationalité de leur pays d'accueil, mais dont le sentiment d'appartenance au monde chinois reste fort» (Leveau 2003 : VI). Nous avons vu précédemment que la diaspora chinoise était bien intégrée dans la société thaïlandaise, et ce de longue date. La question des origines est donc particulièrement difficile à trancher dans ce cas : où s'arrête la sinité? Combien de générations faut-il prendre en considération? Une, deux, trois ou plus? À partir de quels legs culturels peut-on considérer une personne d'origine chinoise? La façon de manger ou de se vêtir est-elle suffisante? La sinité passe-t-elle uniquement par la conservation de certains rites tels le mariage, les enterrements? La maîtrise de la langue est elle indispensable?

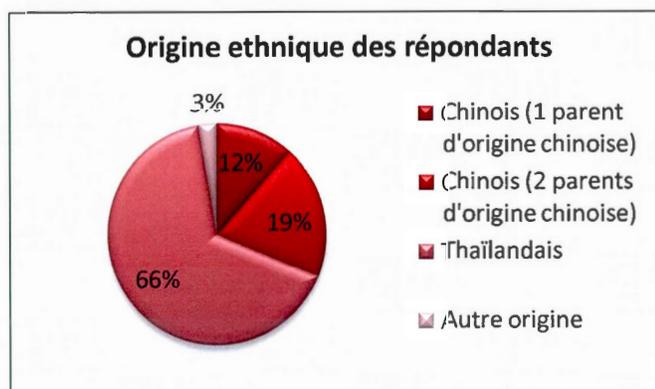
Dans notre questionnaire, nous avons choisi de nous limiter au facteur de la langue, sur deux générations : si l'un des parents du répondant ou les deux sont nés en Chine, ou parlent

---

<sup>132</sup> Particularité de la Thaïlande, les *khatoy* sont des hommes qui agissent comme des femmes (comportement, habillement, ect.). Certains subissent des interventions chirurgicales (implants mammaires, transformation complète, etc.) d'autres prennent des hormones qui les dotent d'attributs féminins. Les *khatoy*, relativement bien acceptés dans la société thaïlandaise, constituent ainsi véritablement un troisième genre.

mandarin, ou un dialecte chinois, nous considérons que l'étudiant a des origines chinoises. Cette méthode ne permet pas de discerner avec exactitude tous les étudiants d'origine chinoise<sup>133</sup> : de nombreuses familles chinoises en Thaïlande n'ont pas transmis la langue à leurs enfants<sup>134</sup>. Ainsi, un étudiant peut avoir des parents nés en Thaïlande qui ne parlent pas chinois mais avoir quand même des grands-parents chinois.

Compte tenu des caractéristiques particulières de notre terrain de recherche, nous estimons que la définition retenue concernant la sinité s'est avérée appropriée vis-à-vis de ces singularités et qu'elle nous a permis d'obtenir des résultats acceptables. Au regard des limites précédemment indiqués, les résultats de notre questionnaire sont les suivants : 66% des répondants se considèrent d'origine thaïe ou «thaïs», 31% des apprenants interrogés ont des origines chinoises, et 2 répondants (3%) ont indiqué une autre origine que l'origine thaïe ou chinoise. Il s'agit dans les deux cas d'individus issus de minorités ethniques de Thaïlande (*Leesu*, par exemple). Sur les 31% de répondants d'origine chinoise, 12% ont un parent chinois ou d'origine chinoise et 19% d'entre eux ont deux parents chinois ou d'origine chinoise.



**Figure 3.2.** Origine ethnique des répondants.

<sup>133</sup> Ainsi, certains étudiants ont spontanément mentionné leurs origines chinoises (dans leurs réponses aux questions 7 et 13) alors que les questions 3 à 6 n'avaient pas fait ressortir leur origine chinoise. Pour une plus grande précision, nous avons ajouté ces étudiants dans la catégorie «répondant d'origine chinoise».

<sup>134</sup> Il est à noter que de nombreux Chinois arrivés en Thaïlande dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle ne parlaient pas le mandarin standard, mais des dialectes. Aujourd'hui, le retour vers leurs origines de leurs descendants passe par le mandarin standard et non par l'apprentissage du dialecte de leurs ancêtres.

## 3.2.4.3. Motivations des répondants pour apprendre le mandarin standard

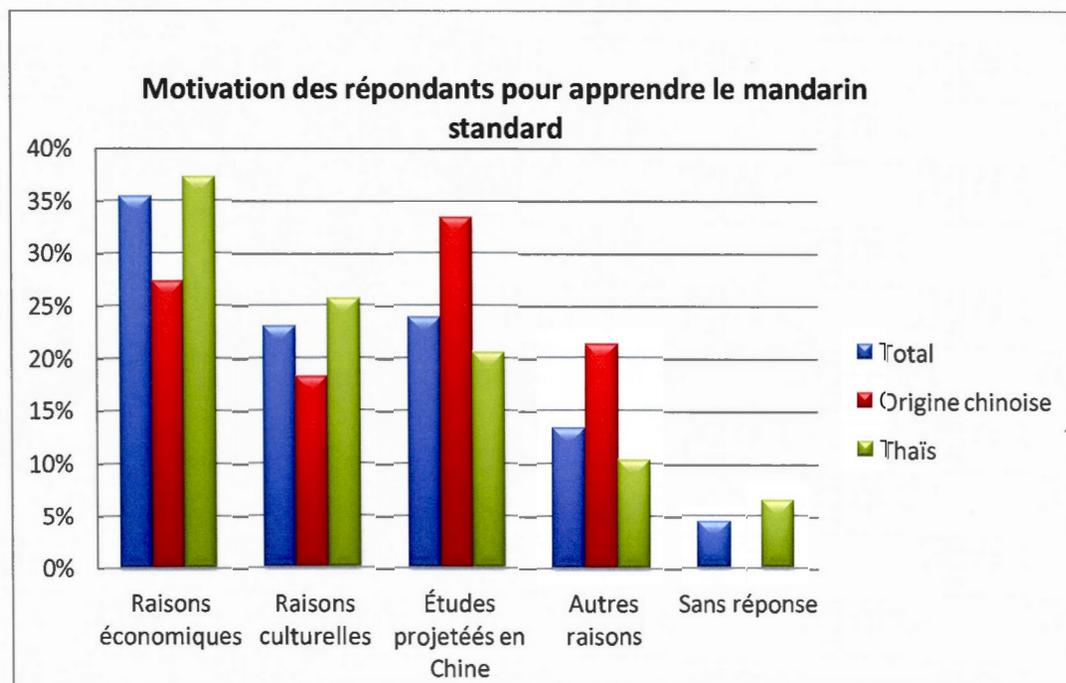


Figure 3.3. Motivation des répondants à apprendre le mandarin standard.

Motivation des répondants à apprendre le mandarin standard			
	Total	Origine chinoise	Thaïs
Raisons économiques	35.40%	27.30%	37.20%
Raisons culturelles	23.01%	18.17%	25.64%
Études projetées en Chine	23.89%	33.32%	20.51%
Autres raisons	13.27%	21.21%	10.25%
Sans réponse	4.43%	0%	6.40%

Tableau 3.2. Motivation des répondants à apprendre le mandarin standard.

La motivation des répondants pour apprendre le mandarin standard (question 8) est en majorité économique (35.40%). Le projet d'aller étudier en Chine (23.89%) se situe en deuxième position, ce qui peut être considéré dans certains cas comme une motivation économique. Fait surprenant,

la motivation «culturelle»<sup>135</sup> (23.01%), n'arrive qu'en troisième position. Il est intéressant de remarquer qu'un pourcentage significatif d'étudiants thaïs et d'origine chinoise, mentionne qu'ils apprennent le chinois car c'est la volonté de leurs parents (13.27%). En effet, la quasi-totalité des raisons<sup>136</sup> invoquées en réponse 4 «raisons autres» avance comme explication la volonté parentale. Ce pourcentage est toutefois plus élevé chez les étudiants d'origine chinoise (21.21% contre 10.25%). On remarque également que le pourcentage d'étudiants d'origine thaïe apprenant le mandarin standard pour des raisons uniquement économiques (37.20%) est plus élevé que celui des étudiants thaïs d'origines chinoises (27.30%).

Nos entrevues avec le personnel des Instituts Confucius ainsi que nos échanges avec les étudiants («questionnaires oraux») ont mis en lumière la forte croyance selon laquelle la connaissance du mandarin permettrait aux étudiants de trouver un bon travail. On note ici que l'anglais est desservi par sa popularité : les étudiants délaissent cette langue car ils estiment que trop de personnes la parlent en Thaïlande, elle ne leur offre plus un avantage significatif sur le marché de l'emploi.

Les motivations des étudiants sont principalement d'ordre économique : de nombreux étudiants thaïs pensent qu'une bonne connaissance du chinois fera d'eux un bon candidat sur le marché du travail ou leur permettra de commercer avec la chine (création d'entreprise). Il est à noter que les réponses «études projetées en Chine rentrent dans cet aspect «motivations économiques» : plusieurs étudiants ayant répondu «études projetées en Chine» (question 8, réponse 3) ont indiqué dans leur réponse à la question 12 que la connaissance du mandarin était un «moyen de trouver un bon travail» ou de pouvoir «faire des affaires avec les Chinois».

Un autre facteur avancé par le directeur thaï de l'Institut Confucius de Phuket permet de mieux comprendre l'intérêt des étudiants pour le mandarin. Selon lui, les Thaïs sont très conscients que la Thaïlande est un petit pays et qu'ils doivent donc apprendre les grandes langues

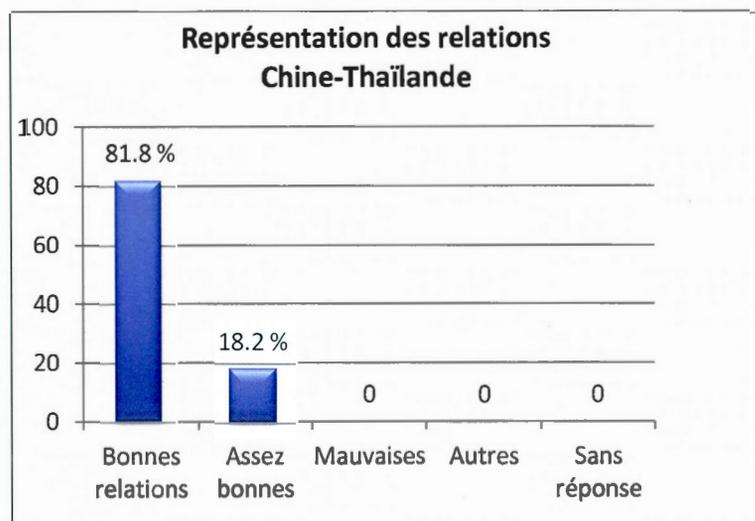
---

<sup>135</sup> Le terme de motivation «culturelle» fait référence au désir de visiter la Chine, de mieux connaître la culture chinoise (traditionnelle et contemporaine), en raison d'origines chinoises ou pour d'autres raisons. Par exemple, certaines étudiantes interrogées oralement ont indiqué qu'elles avaient décidé d'étudier le mandarin en raison de leur admiration pour certains chanteurs populaires chinois.

<sup>136</sup> Toutes les réponses exploitées (77) sauf une.

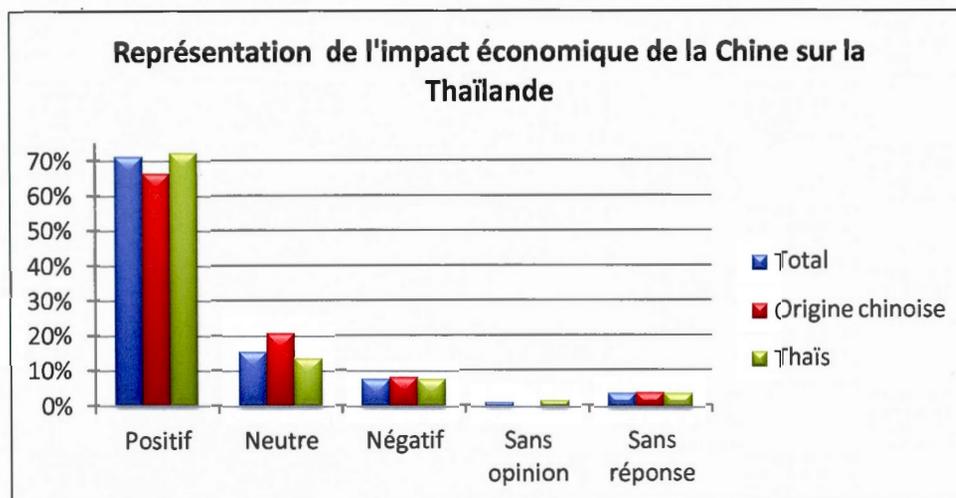
internationales (les langues des puissances) «pour s'en sortir». Pour lui, les étudiants n'apprennent pas forcément le mandarin pour «faire des affaires» avec la Chine mais aussi parce que cette langue devient une *lingua franca* commerciale dans la région. Pour illustrer son propos, il dresse un parallèle avec l'anglais, estimant que la connaissance de la langue de Shakespeare est non seulement un moyen de rejoindre et de comprendre un plus grand nombre d'interlocuteurs mais aussi d'avoir accès à davantage de connaissances. Il estime qu'il en sera de même avec le mandarin dans les années à venir et que les étudiants en sont conscients, c'est pourquoi ils apprennent cette langue.

#### 3.2.4.4. Représentations des étudiants thaïs de la Chine dans les domaines suivants : les relations Chine-Thaïlande, l'impact de la Chine sur l'économie thaïlandaise, l'impact de la Chine sur la culture thaïlandaise.



**Figure 3.4.** Représentation des relations Chine-Thaïlande

La perception des répondants des relations entre les deux pays est très positive : la quasi-totalité des apprenants ayant répondu «bonnes» (81.8%), la proportion restante (18.2) ayant répondu «assez bonnes».



**Figure 3.5.** Représentation de l'impact économique de la Chine sur la Thaïlande<sup>137</sup>.

<b>Représentation de l'impact économique de la Chine sur la Thaïlande</b>				
	Total	Origine chinoise	Thaïs	Autre origine
Positif	71.43%	66.67%	72.55%	100%
Neutre	15.58%	20.83%	13.73%	0%
Négatif	7.79%	8.33%	7.84%	0%
Sans opinion	1.30%	0%	1.96%	0%
Sans réponse	3.90%	4.17%	3.92%	0%

**Tableau 3.3.** Représentation de l'impact économique de la Chine sur la Thaïlande.

L'impact économique de la Chine sur l'économie thaïlandaise est majoritairement perçu comme positif (71.43%), seuls 15.58% des répondants considérant cet impact comme neutre et 7.79% le considérant comme négatif. Il est intéressant de relever que les répondants thaïs considèrent cet impact de façon plus positive que les répondants d'origine chinoise :

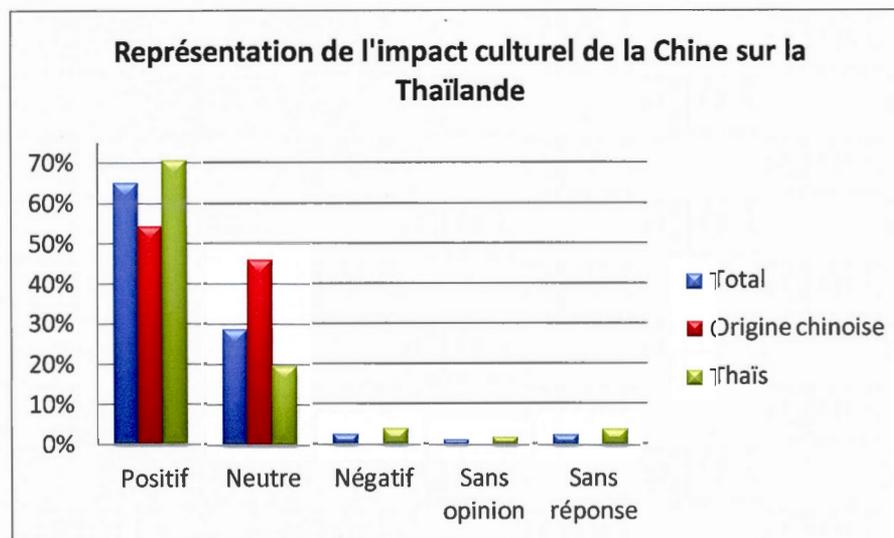
- 72.55% des répondants thaïs considèrent cet impact positif, alors que le pourcentage est moins élevé chez les répondants d'origine chinoise (66.67%),

<sup>137</sup> Il est à noter que nous n'avons pas créé de catégorie pour le groupe «répondants d'origine autre» dans les graphiques 3.4. et 3.5. Ce groupe ne comprenant que deux répondants, nous n'avons pas jugé utile de créer une catégorie s'ajoutant aux catégories «total», «origine chinoise» et «thaïs». Les choix de réponse des répondants appartenant à la catégorie «autre» restent cependant comptabilisés dans la catégorie «total».

- 20.83% des répondants d'origine chinoise considèrent cet impact neutre, alors que la proportion est moins élevée chez les répondants d'origine thaïe (13.73%),
- 8.33% des répondants d'origine chinoise considèrent cet impact négatif, alors que la proportion de répondants d'origine thaïe est un peu moins élevée (7.84%).

On note que les résultats du questionnaire reflètent le consensus partagé par l'ensemble de la population sur une vision économiquement positive de la Chine. Il est intéressant de mentionner ici l'avis des hauts dirigeants thaïlandais sur la question : le 2 février 2011, lors du forum économique de Davos, Abhisit Vejjajiva, alors Premier ministre de la Thaïlande, répondait ceci à une journaliste qui lui demandait s'il s'inquiétait du grand voisin chinois :

Je pense que la Chine nous fournit un moteur de croissance significatif. Il y a des occasions de faire du commerce, c'est un marché plus important et la Chine participe activement à des investissements importants dans les infrastructures, pas seulement en Thaïlande mais aussi dans la région du sud du Mékong. Donc je sais que nous sommes en concurrence avec la Chine en termes d'investissements, mais nous avons un marché de niches dans un certain nombre de secteurs de l'industrie et je pense que la Chine a apporté une contribution positive à notre reprise.<sup>138</sup>



**Figure 3.6.** Représentation de l'impact culturel de la Chine sur la Thaïlande.

<sup>138</sup> Entrevue réalisée par Isabelle Kumar, voir Kumar 2011.

<b>Représentation de l'impact culturel de la Chine sur la Thaïlande</b>				
	Total	Origine chinoise	Thaïs	Autre origine
Positif	64.94%	54.17%	70.59%	50%
Neutre	28.57%	45.83%	19.61%	50%
Négatif	2.60%	0%	3.92%	0%
Sans opinion	1.30%	0%	1.96%	0%
Sans réponse	2.60%	0%	3.92%	0%

**Tableau 3.4.** Représentation de l'impact culturel de la Chine sur la Thaïlande

La représentation des répondants de l'impact culturel de la Chine sur la culture thaïe est également positive : 64.94% de l'ensemble des répondants considère cet impact positif, pour 28.57% des répondants cet impact est neutre (ni positif, ni négatif), pour 2.60% des répondants cet impact est négatif.

La différence de perception entre les répondants d'origine thaïe et les répondants d'origine chinoise est plus marquée dans le domaine culturel : 54.17% des répondants d'origine chinoise considère positif l'impact culturel de la Chine sur la société thaïlandaise, et cette proportion s'élève à 70.59% chez les répondants thaïs. 45.83% des répondants d'origine chinoise estime que cet impact est neutre alors que seulement 19.61% des répondants thaïs partage cet avis. Enfin, aucun répondant d'origine chinoise ne juge cet impact négatif, alors qu'ils sont 3.92% des répondants thaïs à le penser.

Le fait qu'une forte proportion des répondants d'origine chinoise (45.83%) considère neutre l'impact de la culture chinoise sur la société thaïe peut s'expliquer par le fait qu'ils baignent déjà dans une culture mixte (sino-thaïe). Également, le fait que la diaspora chinoise soit bien intégrée dans le pays<sup>139</sup> et de longue date, explique que certains aspects de la culture chinoise se soient déjà fondus dans la culture thaïlandaise au fil des années (voir Leveau 2003). Cet impact semble ainsi moins ressenti, ou ressenti de manière positive par la jeune génération.

<sup>139</sup> Rappelons ici que de nombreux Sino-Thaïs occupent désormais des postes clés dans le milieu des affaires, de la politique et des médias (Leveau 2003 et Heiduk 2011).

### 3.2.4.5. La désirabilité sociale

La représentation des étudiants thaïis de la Chine, que ce soit au niveau des relations entre les deux pays (figure 3.4), de l'impact économique (figure 3.5) ou culturel (figure 3.6) de la Chine sur la Thaïlande, est indéniablement positive. Cette forte proportion de réponses positives s'explique dans une certaine mesure comme le reflet du consensus partagé par l'ensemble des couches de la population sur une vision (économiquement et culturellement) positive de la Chine (voir chap. 3 : 91). Il est très probable que la présence d'une diaspora chinoise ancienne et bien intégrée à la société joue un rôle de facilitateur. Dans cette optique, on peut considérer que ces réponses témoignent d'un processus de conversion des ressources de soft power culturel de la Chine en résultats réussis.

Toutefois, il existe un autre facteur qui pourrait avoir une influence significative sur les résultats observés : la désirabilité sociale. Celle-ci est définie comme la «tendance des répondants à répondre selon les normes sociales notamment à propos de certains sujets tels que la religion, les pratiques sexuelles, etc.» (Giroux et Tremblay, 2009 : 154). Dans leur ouvrage, Tremblay et Giroux (2009) indiquent plusieurs moyens d'éviter ce biais de désirabilité sociale, notamment l'anonymat des répondants. Nous avons déjà mentionné précédemment la difficulté à obtenir des réponses authentiques lors de notre terrain de recherche, tant de la part des interviewés chinois (voir chap. 2 : 79), que de la part des étudiants, notamment sur la question de l'origine ethnique. Nous avons cherché à éviter ce biais de désirabilité sociale en garantissant l'anonymat de nos questionnaires, mais le fait que certains Instituts Confucius<sup>140</sup> aient présélectionné les répondants à nos questionnaires a pu avoir une double conséquence négative: 1) les étudiants retenus ont pu ressentir une pression pour se conformer à une norme idéale, et 2) les Instituts Confucius ont pu sélectionner des candidats qu'ils savaient avoir une représentation positive de la Chine. Ainsi, la question du biais de désirabilité sociale n'a pu être entièrement évitée dans certains cas.

Pour résumer, les résultats du questionnaire révèlent une image indéniablement positive de la Chine chez les répondants. Cependant, l'absence de données antérieures et l'impossibilité de pouvoir évaluer de façon précise l'impact de la désirabilité sociale sur leurs réponses nous

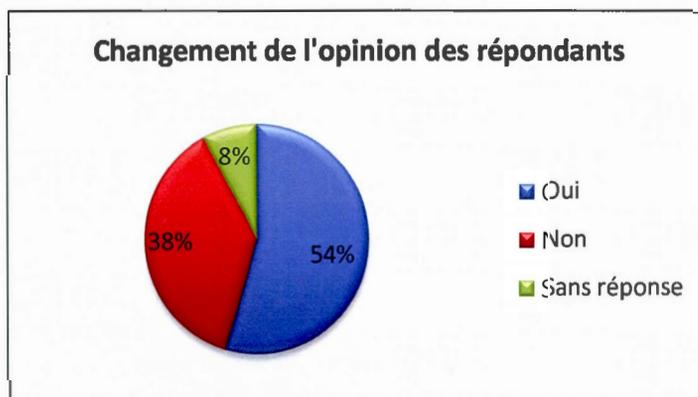
---

<sup>140</sup> Institut Confucius de l'Université Khon Kaen et Institut Confucius de l'Université Burapha.

empêche de conclure avec certitude que cette représentation positive est exclusivement due à la stratégie de soft power mise en place par Beijing. La partie suivante nous permettra d'éclaircir ce point.

#### 3.2.4.6. Évolution des représentations des répondants

Cette section se base sur les réponses des étudiants aux questions 12, 13a et 13b, à savoir : «Pendant vos études, qu'avez-vous appris qui vous a le plus marqué?» (question 12), et «Depuis que vous suivez des cours de mandarin, votre opinion de la Chine a-t-elle changé?» (question 13a), «S'il vous plaît, expliquez pourquoi» (question 13b).



**Figure 3.7.** Changement ou absence de changement de l'opinion des répondants.

54 % des répondants ont indiqué avoir changé d'opinion après avoir suivi des cours dans un programme d'études chinoises, alors que 38% des répondants n'a pas changé d'opinion (question 13a). Il est à noter que la quasi-totalité des répondants qui n'a pas changé d'opinion n'a pas justifié ses réponses (question 13b).

Après avoir évalué les réponses à la question 13a (données quantitatives), nous avons procédé à la synthèse des réponses aux questions 12 et 13b. La synthèse de ces données qualitatives a été effectuée en suivant la procédure décrite par Giroux et Tremblay (2009 : 272).

Les étudiants ont indiqué les éléments suivants comme «éléments marquants» de leurs études :

- la capacité à parler et écrire la langue (41% des réponses),
- la capacité de communiquer avec les Chinois (14% des réponses),
- une meilleure connaissance de la culture (traditionnelle et contemporaine) chinoise, ainsi que du «mode de vie des Chinois» (32% des réponses),
- l'acquisition d'habiletés (connaissances économiques, notamment) qui leur permettra d'atteindre des objectifs précis tels que trouver un travail, créer une entreprise (en lien avec la Chine), etc. (8.7% des réponses),
- l'acquisition de nouvelles connaissances, de manière générale et la connaissance d'une langue importante (4.3% des réponses).

Après avoir recensé les différents éléments marquants énoncés par les étudiants (réponses à la question 12), nous avons cherché à savoir si ceux-ci relevaient d'une dynamique de soft power (synthèse des réponses aux questions 12 et 13b). Les réponses témoignant d'une admiration pour la langue, la culture, le modèle économique ou les performances économiques de la Chine, et celles démontrant une image positive de la Chine auprès des répondants ont été identifiées comme relevant d'une dynamique de soft power. Les réponses concernant 1) la prise de conscience de l'importance de la Chine en tant qu'acteur de premier plan au niveau mondial et 2) l'importance du mandarin standard relèvent également d'une telle dynamique.

Les réponses concernant la capacité à écrire et parler la langue (sans que l'étudiant ait fourni plus de précisions) et les réponses témoignant d'un désir de l'étudiant d'effectuer un retour vers ses origines chinoises ont été classées «sans objet» en raison de l'impossibilité de déterminer si celles-ci relevaient d'une dynamique de soft power. En effet, comment savoir si l'étudiant qui exprime un intérêt à apprendre la langue inscrit sa démarche dans une logique intéressée (auquel cas la dynamique à l'œuvre relève du *sticky power*) ou dans une logique admirative (le soft power relève d'une logique de séduction et d'admiration désintéressées).

Les réponses exprimant une démarche intéressée (par exemple, comme un moyen de trouver un bon travail) ou indiquant que l'étudiant a entamé cette démarche d'apprentissage dans un but précis pour en retirer certains gains, ne relèvent pas d'une dynamique de soft power. Enfin, de nombreux étudiants n'ont pas répondu à ces deux dernières questions, nous les avons classés «sans réponse».

Après dépouillement des réponses des étudiants, nos résultats sont les suivants :

- les réponses relevant d'une logique d'admiration représentent 14.1% des réponses totales,
- les réponses relevant d'une logique intéressée représentent 11.5% des réponses totales,
- les réponses classées «sans objet» représentent 43.6% des réponses totales,
- enfin, les réponses classées «sans réponse» représentent 30.8% des réponses totales.

Cette partie a été une réussite en demi-teinte, les étudiants étant nombreux à répondre «à côté de la question» ou bien à ne pas y répondre. Si de nombreux répondants ont évoqué leur satisfaction quant à leur capacité à parler ou écrire le mandarin, très peu ont fait part de leur opinion quant à leur perception de la Chine sur les plans économique, culturel ou politique. Devant ces questions d'opinion, la majorité des étudiants semble s'être réfugiée derrière le politiquement correct. Après distribution des questionnaires et après avoir constaté l'échec relatif de ces deux questions, il apparaît que, pour être à même de mesurer la présence d'une dynamique de soft power à l'œuvre, il aurait fallu interroger ces étudiants de manière plus précise sur leurs représentations de la Chine avant qu'ils ne suivent des cours de mandarin standard, et puis, dans un second temps, les interroger à nouveau après l'obtention de leur diplôme. Les résultats de cette partie du questionnaire semblent donc difficilement exploitables dans le cadre de notre recherche : nous constatons un changement dans l'opinion des répondants au cours de leurs études (chez 54% d'entre eux), mais il nous est impossible de d'avancer avec certitude que ce changement d'opinion est dû à la stratégie de soft power mise en place par la Chine à travers les Instituts Confucius.

### 3.2.5. Un engouement durable?

Les entrevues effectuées lors de notre terrain de recherche nous fournissent des éléments complémentaires aux résultats du questionnaire et nous permettent d'affiner nos hypothèses, réponses anticipées à notre question de recherche principale. La totalité de nos interviewés s'accorde sur le fait qu'il y a actuellement un fort intérêt pour l'apprentissage du mandarin standard et les études chinoises chez les étudiants de Thaïlande. Les directeurs thaïs et chinois ont cependant des opinions divergentes quant à cet engouement.

### 3.2.5.1. Le point de vue des directeurs thaïs

Le discours de la directrice thaïe de l'Institut Confucius de l'Université Bansomdej Rajabhat Chaopraya, résume bien le point de vue des directeurs thaïs. Pour elle, l'intérêt des étudiants pour l'apprentissage du mandarin standard n'est pour l'instant qu'une *tendance*, reste à savoir si elle s'inscrira dans le temps long (10 ans et plus). Cette directrice observe que l'intérêt pour le mandarin est allé de pair avec la montée économique de la Chine ainsi que les bourses d'études offertes par Beijing. Elle remarque que, par le passé, d'autres langues ont connu un parcours similaire à celui du chinois aujourd'hui. Dans les années 1960-1970, le français a connu un moment de popularité, lequel a ensuite décliné en même temps que la situation économique de la France. Le japonais a ensuite pris le relais : la croissance économique admirable du Japon dans les années 1980 a incité beaucoup de Thaïs à apprendre cette langue. L'intérêt a cependant décliné en même temps que la croissance nipponne. Au regard du passé récent en termes d'apprentissage de langues étrangères en Thaïlande, elle doute que l'engouement actuel pour le mandarin standard survive à un ralentissement de la croissance économique chinoise.

### 3.5.2.1. Le point de vue des directeurs chinois

Plusieurs directeurs chinois se posent également la question de la durabilité de l'intérêt actuel pour la langue chinoise, mais leur réflexion les mène à des conclusions différentes. Selon la majorité des directeurs chinois interrogés, il existe un engouement pour le mandarin de la part des étudiants thaïs, qui découle 1) en partie du consensus sociétal thaï sur une image positive de la Chine, 2) en partie de la présence d'une diaspora chinoise bien intégrée dans la société thaïe (diaspora aisée et formant une grande partie de la «nouvelle élite» économique, politique et médiatique du pays) et 3) d'autres facteurs. S'ils constatent cet engouement, ils ne s'interrogent pas moins sur sa durabilité : contrairement aux thaïs qui posent la question du «si» (est ce que cela va durer?), les directeurs chinois se posent la question du «comment» (comment inscrire cet engouement dans la durabilité?). La nouvelle génération de directeurs chinois cherche des moyens d'inscrire dans la durabilité l'intérêt des étudiants et de la population thaïe. Ce point de vue est particulièrement bien exprimé par la directrice chinoise de l'Institut Confucius de l'Université Prince of Songkla (Phuket) dont nous présentons ci-dessous les principales idées.

Cinq ans après l'ouverture du premier Institut Confucius en Thaïlande, cette directrice (R.J.) estime que plusieurs aspects des Instituts sont à revoir, notamment ceux qui ont trait à la promotion de la langue, de l'image de la Chine et du public rejoint.

#### *Résoudre la question de l'éloignement géographique*

Lors de notre terrain de recherche, nous avons constaté que les Instituts Confucius demeurent de petites structures existant par et pour un partenariat universitaire. Leur principale activité est celle de l'enseignement de la langue. Contrairement aux Alliances Française, Goethe Institutes, et autres British Council, etc. qui sont des *centres culturels*<sup>141</sup> aisément accessibles au public, les Instituts Confucius semblent s'être confinés au milieu universitaire et à l'enseignement. Tous les Instituts sont en effet situés sur les campus universitaires, eux même situés à l'extérieur des villes (sauf Bangkok), et de ce fait moins accessibles au grand public : les pavillons des Instituts prestigieux dotés de musées, bibliothèques, jardins, etc. sont très peu visités. Cet éloignement géographique explique en partie l'échec des Instituts à rejoindre le «grand public».

#### *Combiner l'enseignement de la langue et la diffusion de la culture*

De par leur implantation géographique au sein des universités, les Instituts Confucius ont surtout développé leur côté «enseignement de la langue» : après une première phase consacrée à l'implantation des Instituts dans le paysage local et à l'enseignement du mandarin, R.J. estime qu'il est temps de développer la dimension culturelle des Instituts. Selon elle, il est nécessaire de revoir la façon dont sont élaborés les cours de langue, de manière à intégrer des éléments culturels à l'apprentissage et rendre cet apprentissage plus attractif. C'est de cette façon, estime-t-elle, que les Instituts pourront inscrire dans la durabilité l'intérêt des étudiants pour le

---

<sup>141</sup> On entend ici par centre culturel, des centres dotés d'une médiathèque, bibliothèque, organisant des conférences, fêtes, expositions et proposant des cours de langue, sans que cette activité prenne le pas de manière déséquilibrée sur les autres.

mandarin standard<sup>142</sup>. Pour cela, la directrice de l'Institut de Phuket entend s'inspirer du fonctionnement des autres centres culturels : tous transmettent une certaine image, une certaine culture de leur pays par le biais des séances d'enseignement et l'utilisation d'un matériel didactique adapté. L'un de ses mandats est précisément de créer de nouveaux manuels d'apprentissage plus appropriés au contexte thaïlandais<sup>143</sup>. Au cours de notre terrain, nous avons pu constater qu'il s'agit d'un réel besoin : les manuels utilisés par les Instituts Confucius restent austères (noir et blanc, sans illustrations, etc.), centrés sur la prononciation, la grammaire et intègrent peu d'éléments culturels contemporains. À contrario, les manuels des cours de français langue étrangère (FLE) utilisés dans les Alliances françaises intègrent des visites virtuelles de la France, de sa capitale, de ses musées ou présentent sa gastronomie. Au fil des leçons, l'étudiant acquiert une connaissance qui va bien au-delà de l'étude des mécanismes linguistiques et s'intéresse durablement à la culture du pays

#### *Choisir les valeurs et les éléments culturels à promouvoir*

R.J. note qu'il existe un décalage important entre les valeurs et les aspects de la culture chinoise enseignés dans les Instituts et les réalités contemporaines auxquelles sont confrontés les étudiants étrangers à leur arrivée en Chine (programme d'échange, poursuite des études, etc.). L'enseignement de valeurs traditionnelles et celui d'une culture classique idéalisée dans les Instituts sont en effet très éloignées des réalités contemporaines chinoises. Elle constate que ce décalage dessert les objectifs de Beijing *in fine* puisque ces perceptions erronées engendrent de fortes déceptions. Afin de pouvoir ajuster le contenu de l'enseignement dispensé dans les Instituts et les réalités chinoises actuelles, R.J. estime qu'il y a un important travail de sélection à effectuer : il faut déterminer les valeurs, les «éléments culturels» (films, chansons, livres), etc. qui doivent être promus. Une partie de son mandat vise précisément à cela.

---

<sup>142</sup> Selon les propos rapportés à la réunion annuelle de l'Institut Confucius de l'Université Prince of Songkla (Campus de Phuket, Trang et Surat Thani), de nombreux étudiants prennent un cours de mandarin standard simplement pour combler un crédit dans leur programme. Selon les chiffres cités par l'Institut Confucius de Trang : pour l'année 2009, 201 étudiants étaient inscrits au cours optionnel Chinois I, et seulement 6 cours de Chinois II. En 2010, 267 étudiants se sont inscrits au cours de Chinois I et seulement 16 au cours de Chinois II.

<sup>143</sup> Note : deux manuels ont déjà été lancés en 2010 par l'Institut de Phuket, une première en Thaïlande (un manuel d'histoire et un manuel de géographie).

R.J. pense que ces changements sont la condition *sine qua non* pour ancrer durablement le travail des Instituts Confucius au sein de la population locale. Par ailleurs, en offrant davantage de contenu culturel actualisé, elle espère susciter un intérêt plus «authentique» chez les étudiants thaïs.

Elle est très consciente du risque d'un intérêt éphémère pour le mandarin en Thaïlande : pour elle, les étudiants ont ce rêve du mandarin comme sésame pour l'emploi mais s'ils s'aperçoivent que leur diplôme ne leur permet pas de trouver du travail, elle pense qu'ils vont se désintéresser du chinois, et que l'intérêt que l'on observe actuellement va s'évaporer aussi vite qu'il est apparu. En définitive, R.J. estime qu'il y a un réel besoin de réflexion concernant les modalités d'enseignement du chinois à long terme : il s'agit de dispenser des formations de manière «intelligente et durable» et non pas de se contenter d'ouvrir un énième programme (TCL, BC, etc.) pour répondre à une demande ponctuelle<sup>144</sup>.

### 3.3. Conclusion

Après avoir démontré que la Thaïlande remplissait toutes les conditions énoncées dans le modèle de Ding (2008), présenté la relation spéciale unissant les deux pays et le rôle de facilitateur d'une diaspora chinoise ancienne et bien intégrée dans le royaume, nous avons décrit (section 2) les résultats de notre terrain de recherche (observations, questionnaires, entrevues). Les données récoltées lors de notre terrain de recherche nous permettent d'attester de la présence d'un intérêt pour le mandarin standard. Cet intérêt semblait déjà présent dans les années qui ont précédé l'ouverture du premier Instituts Confucius en Thaïlande<sup>145</sup>, mais celui-ci a été indéniablement encouragé et consolidé par le travail de promotion de la langue et de la culture chinoise réalisé par les Instituts Confucius. Toutefois, certaines faiblesses fonctionnelles des Instituts au niveau des modalités d'enseignement du mandarin (méthodes, contenu) et de la promotion de l'image de la Chine (image traditionnelle et idéalisée en décalage avec les réalités

---

<sup>144</sup> Elle juge nécessaire de s'interroger sur la pérennité de la demande : par exemple, la formation d'un trop grand nombre de professeurs de mandarin produira-t-elle un embouteillage sur le marché de l'emploi? Une offre trop élevée par rapport à la demande dans les décennies à venir?

<sup>145</sup> L'Institut Confucius de l'Université Khon Kaen a ouvert ses portes le 12 août 2006.

contemporaines du pays) laissent planer un doute quant à la durabilité de l'engouement des étudiants.

Une question soulevée lors notre entrevue avec R.J. nous amène à considérer sous un nouvel angle le caractère durable du travail des Instituts Confucius, et nous conduit de manière plus générale à nous interroger sur les limites de la politique de soft power culturel telle que pratiquée actuellement par Beijing. Cette directrice chinoise cherche, ainsi que mentionné ci-dessus, de nouvelles manières de diffuser et d'enseigner la culture chinoise contemporaine. Elle-même admiratrice d'un manga écrit par une auteure japonaise qui relate sa vie quotidienne avec humour, elle souhaite développer un produit similaire chinois destiné aux étudiants des Instituts Confucius. Elle estime qu'ainsi les étudiants s'intéresseraient davantage à la langue et à la culture chinoise. Or, c'est précisément cette originalité et cet esprit d'initiative qui font défaut au soft power culturel tel que promu aujourd'hui par Beijing. En effet, l'initiative de l'auteure japonaise est spontanée et non commandée par une instance gouvernementale : une part de son succès vient de cette liberté de création. Le soft power, ainsi que le mentionne Nye à plusieurs reprises dans ses ouvrages (2004, 2008, etc.), ne peut être le fait exclusif d'un gouvernement. Il est en effet composé d'éléments culturels produits par l'ensemble de la société, de manière spontanée. Et c'est peut-être là où le caractère autoritaire du régime chinois limite le soft power culturel : en Chine, peu d'artistes peuvent créer et diffuser librement leurs œuvres<sup>146</sup>. Une bande dessinée créée par un auteur, est un produit culturel. Une bande dessinée élaborée à la demande du gouvernement s'apparente davantage à du prosélytisme. Sans liberté de créer, pas d'œuvre, pas de matériel authentique qui puisse véhiculer la culture moderne chinoise. Le soft power *n'est pas* la production de contenu sur demande, pour servir les objectifs du gouvernement. Dans cette optique, le soft power culturel chinois sur le long terme semble sérieusement compromis.

Nous sommes maintenant en mesure de confirmer, d'infirmer ou de nuancer notre hypothèse (réponse à notre question centrale de recherche) : c'est l'objet de notre conclusion générale. Celle-ci se compose de trois parties : la première vise à répondre à notre question de recherche, la deuxième effectue un examen critique de notre démarche de recherche et la troisième aborde

---

<sup>146</sup> Il existe en effet peu d'espaces de création «alternatifs» (comprendre : libres) tels que «l'art district» Danshanzi 798, à Beijing (voir chap. 1, p30).

l'existence d'enjeux de soft power insoupçonnés pour la Chine en Thaïlande et mis en lumière par notre terrain de recherche.

## CONCLUSION

Dans cette partie nous reprenons les éléments de réponse à notre question centrale de recherche présentés dans notre chapitre 3 et nous les examinons de façon plus détaillée. C'est l'objet de la première section de notre conclusion générale. La seconde section examine le caractère généralisable des résultats de notre recherche et ses limites. Enfin, la troisième section s'interroge sur l'existence d'enjeux de soft power plus vastes soulevés durant notre terrain de recherche.

Notre question de recherche était ainsi formulée : «est-il possible d'évaluer le résultat de la stratégie de promotion du mandarin standard, via le réseau d'Institut Confucius, mise en place par la Chine en Thaïlande?»

Autrement dit, nous cherchions à observer 1) un processus de conversion des ressources de soft power culturel de la Chine en résultats (diffusion, promotion du mandarin standard) et 2) la nature des résultats observés :

- ceux-ci sont-ils positifs? Observe-t-on un engouement durable pour l'apprentissage du mandarin standard ainsi qu'une amélioration de l'image de la Chine dans la population étudiante thaïlandaise relevant d'une dynamique de soft power (engendrée par le travail des Instituts Confucius) ?
- les résultats observés sont-ils négatifs? S'agit-il d'un intérêt ponctuel, d'un intérêt ne relevant pas d'une logique d'admiration désintéressée mais d'une logique intéressée (perspective de gains) ou d'un intérêt non engendré par le travail de promotion de la langue des Instituts Confucius?

Notre hypothèse, soit la réponse anticipée à notre question de recherche, établissait que : «l'engouement pour l'apprentissage du mandarin standard chez les étudiants thaïs est favorisé par la stratégie de promotion de la langue via le réseau d'Institut Confucius, celui-ci ayant également pour but d'améliorer l'image de la Chine». Autrement dit, nous estimions 1) que les

activités des Instituts Confucius éveillent un intérêt certain pour l'apprentissage du mandarin standard, tout en nous interrogeant sur le caractère durable de cet intérêt et 2) que l'enseignement donné par les professeurs des Instituts contribue à améliorer l'image de la Chine aux yeux des étudiants thaïs.

#### Éléments de réponse à la question de recherche

Premier élément de réponse, la stratégie de promotion et de diffusion de la langue et la culture chinoise via les Instituts Confucius. La section 2.2 de notre chapitre 3, décrit cette stratégie. Si la publicité et le bouche à oreilles permettent de bien faire connaître l'existence des Instituts Confucius auprès de leur population cible, plusieurs directeurs chinois et thaïs estiment que le contenu des cours et les méthodes d'enseignement du mandarin doivent être repensés pour intéresser les étudiants sur le long terme (voir chap. 3, sect. 2.3 et sect. 2.5).

Par ailleurs, les Instituts Confucius ont certes répondu à une demande pour l'apprentissage du mandarin, ils l'ont encouragée et canalisée (*favorisée*), mais ils ne l'ont pas *suscitée*. En effet, plusieurs experts, ainsi que les observations effectuées lors de notre terrain de recherche, témoignent d'un consensus sur une représentation positive de la Chine dans toutes les couches de la société thaïe (voir chap.3, sect. 1.1.7). Ainsi, Leveau (2003) remarquait un intérêt marqué pour le mandarin standard plusieurs années avant l'ouverture du premier Institut dans le royaume (voir chap.3, sect. 1.1.6). La présence d'une diaspora chinoise ancienne et bien intégrée, la proximité de la Chine et sa forte croissance économique ont certainement constitué des facteurs décisifs dans l'engouement de la population (universitaire) thaïe pour l'apprentissage du mandarin standard. Pour résumer, les Instituts Confucius sont des relais (réseau de diffusion et de promotion de la langue et la culture chinoise), mais ils n'ont pas généré l'intérêt initial. Autrement dit, les Instituts Confucius et leurs activités représentent la première étape du processus de conversion de la ressource de soft power culturel de Beijing.

Deuxième élément de réponse, l'intérêt des étudiants thaïs pour le mandarin standard. Les réponses à notre questionnaire ont mis en lumière un intérêt certain pour l'apprentissage du mandarin standard. Les réponses à notre question 8 («Pour quelles raisons souhaitez-vous

apprendre le mandarin standard?)), présentées dans la section 2.4 de notre chapitre 3 font ressortir des motivations d'ordre économique en premier lieu (35.4%), dans un second temps des motivations académiques (23.9%), et en troisième position des motivations d'ordre culturel (23%). Si notre terrain de recherche a révélé un intérêt pour l'apprentissage de la langue et la culture chinoise chez les étudiants thaïs, le caractère durable de cet intérêt reste incertain.

En effet, l'intérêt des étudiants semble essentiellement motivé par des raisons économiques ou pratiques (poursuite des études en Chine, moyen de trouver un bon travail, etc.), ainsi que mentionné dans notre chapitre 3, section 2.4. Concernant les étudiants non-inscrits dans un programme d'études chinoises mais inscrits à des cours de langue, plusieurs d'entre eux choisissent de suivre un ou des cours de mandarin standard simplement pour combler un crédit dans leur programme ou bien ils s'en désintéressent après avoir suivi un cours : les cours de niveau 1 (débutant) sont achalandés, mais le nombre d'inscrits diminue fortement à partir du niveau suivant (chinois intermédiaire)<sup>147</sup>.

La majorité des directeurs d'Instituts Confucius s'interrogent sur la durabilité de l'intérêt des étudiants pour le mandarin. Si les directeurs thaïs posent la question du «si» (est-ce que cela va durer?) et y apportent des réponses plus ou moins optimistes (voir les propos de la directrice thaïe de l'Institut Confucius de l'Université Bansomdej Rajabhat Cahopraya, sect.2.5, chap.3), les directeurs chinois posent la question du «comment» (comment inscrire dans la durée cet intérêt?). Les directeurs chinois estiment que la pérennité de l'intérêt des étudiants thaïs pour le mandarin dépend de plusieurs facteurs : premièrement, une bonne collaboration de l'équipe chinoise avec la partie thaïe est nécessaire pour mettre au point des activités, du matériel didactique qui intéresse véritablement les étudiants (chap.3, sect.2.3.). Ensuite, il faut revoir la façon dont est envisagé l'enseignement du mandarin de manière à susciter un intérêt plus «authentique» pour la culture et le pays: la directrice chinoise de l'Institut Confucius de Phuket estime qu'il est nécessaire d'allier enseignement de la langue et diffusion de la culture, ou encore de réduire le décalage entre la culture et l'image présentées par les Instituts et les réalités contemporaines chinoises (chap.3, sect. 2.5). Pour résumer, il existe un intérêt pour

---

<sup>147</sup> Voir les propos rapportés par la directrice de l'Institut Confucius de Trang, dépendant de l'Institut Confucius de Phuket, note de bas de page 142, p.128.

l'apprentissage du mandarin standard chez les étudiants thaïs, ainsi qu'en témoigne l'augmentation du nombre d'inscrits dans les programmes d'études chinoises et l'ouverture de nouveaux programmes (chap.3, sect.2.2), mais le caractère durable de cet intérêt reste incertain.

Troisième élément de réponse, la nature de cet intérêt (découle-t-il d'une logique de soft power ou d'une autre logique?). Les questions 12 et 13b de notre questionnaire étaient destinées à évaluer cet aspect (questions ouvertes, voir appendice C). Cet aspect de l'analyse a cependant été une réussite en demi-teinte, les étudiants étant nombreux à ne pas répondre à la question (30.8%) ou à répondre «à côté de la question» (43.6%). Selon la synthèse des réponses effectuée, les réponses relevant d'une logique d'admiration (14.1%) ne sont que très légèrement supérieures aux réponses relevant d'une logique intéressée (11.5%). Compte tenu des conclusions mitigées de cette partie de notre recherche, les résultats obtenus à ces questions semblent difficilement exploitables. Les réponses obtenues à la question 13a du questionnaire nous permettent certes de constater un changement dans l'opinion de 54% des répondants à propos de la Chine au cours de leurs études mais il nous est impossible d'affirmer avec certitude que ce changement est exclusivement dû à la stratégie de soft power mise en place par Beijing. Autrement dit, les résultats de la seconde partie du processus de conversion (la réception) restent imprécis.

Quatrième élément de réponse, l'image de la Chine chez les étudiants thaïs. Les questions 9, 10a et 10b étaient destinées à évaluer la représentation des étudiants de la Chine. Les réponses à ces questions ont révélé des représentations indéniablement positives de la Chine (chap.3, sect. 2.4) et reflètent en cela le consensus sur une représentation (économiquement en culturellement) positive du grand voisin partagé par toutes les couches de la société. Ces résultats rejoignent ceux des experts (Murphy, 2010) cités précédemment dans notre chapitre 3, section 1.1.7. Il reste cependant difficile de déterminer précisément la contribution des Instituts Confucius à cette représentation positive de la Chine.

Après avoir commenté les éléments de réponse à notre question centrale de recherche, nous constatons que :

- une partie de notre hypothèse a pu être confirmée (présence d'un intérêt pour l'apprentissage du mandarin standard chez les étudiants thaïs favorisé par les Instituts),

- une autre partie a dû être nuancée (le caractère durable de cet intérêt reste en questionnement, la représentation positive de la Chine n'est pas générée par les Instituts),
- une autre est restée en suspens : il ne nous a pas été possible de déterminer avec précision dans quelle mesure l'intérêt des étudiants relève d'une dynamique de soft power ou d'une autre logique.

#### Portée de la recherche

Pour revenir à notre cadre théorique, le «modèle de conversion des ressources de soft power en résultats» (Ding, 2008), et inscrire les résultats de recherche dans notre cadre d'analyse de façon plus concrète, il est important de rappeler ici que nous cherchions à observer la présence d'un processus de conversion de la ressource culturelle de soft power : le mandarin standard, vecteur essentiel de la culture chinoise, en résultats dans un groupe de population spécifique de l'État cible : les étudiants thaïs inscrits dans un programme d'études chinoises. Pour ce faire, nous avons cherché à observer une stratégie de promotion et de diffusion de la ressource, puis nous avons cherché à savoir comment elle était reçue. Nous avons constaté que la stratégie de promotion et de diffusion existe, qu'elle obtient certains résultats, mais qu'elle est perfectible. Concernant la réception de cette stratégie, si certains éléments ont pu être évalué de manière précise de nombreux autres aspects du processus de réception sont restés imprécis (part des Instituts Confucius dans la représentation positive de la Chine chez les étudiants thaïs, durabilité de l'intérêt et nature de l'intérêt – part de l'intérêt relevant d'une logique de soft power et part de l'intérêt relevant d'une autre dynamique).

En effet, nous avons rencontré des difficultés méthodologiques qui nous empêchent de répondre à certaines interrogations comprises dans notre question centrale de recherche. En ce sens, notre recherche comporte des limites dont nous sommes pleinement conscients. Il est à noter toutefois que la relative nouveauté du phénomène le rend difficile à évaluer en raison de l'absence de données antérieures et l'absence d'études de ce genre qui auraient pu nous éclairer sur certains problèmes méthodologiques rencontrés.

Concernant la question de la généralisation de nos résultats de recherche, il apparaît que si la Thaïlande remplit toutes les conditions énoncées par Ding (2008) pour que le modèle fonctionne, la relation entre les deux pays est particulière et certains facteurs inhérents à la Thaïlande (présence d'une diaspora chinoise ancienne et bien intégrée, notamment) facilitent la pénétration des stratégies de soft power culturel de Beijing dans le royaume. La situation et le rapport qu'entretiennent les autres pays de la région avec la RPC sont différents, de même que ceux que la Chine entretient avec les pays non asiatiques. En définitive, certains aspects de la méthode d'évaluation que nous avons tentée de mettre en pratique ici semblent applicables à d'autres pays, les contextes particuliers de chacun (Afrique, Europe, Amérique du Nord, Amérique Latine, du Sud, pays en développement, pays développés, etc.) nous obligent à relativiser le caractère généralisable des résultats obtenus dans notre étude de cas.

#### Autres enjeux de soft power

Ainsi que mentionné dans la première section de notre conclusion générale, il apparaît que l'ensemble de la population thaïe se rassemble autour du consensus sur une représentation (économique et culturelle) positive de la Chine. Il apparaît également que cette représentation positive et l'intérêt pour la langue et la culture chinoise n'a pas été généré par le travail de promotion des Instituts Confucius, mais seulement favorisé par ceux-ci. Ce constat de l'existence d'un tel consensus lors de notre terrain de recherche (observations, entrevues, questionnaires) a fait surgir d'autres interrogations : s'il existe un consensus sur une représentation positive de la Chine, ainsi qu'une forte demande pour l'apprentissage du mandarin standard préexistants à l'ouverture des Instituts Confucius en Thaïlande, pourquoi le gouvernement chinois emploie-t-il tant d'énergies et de moyens financiers à mettre en place des vecteurs de diffusion de soft power dans un pays déjà acquis à sa cause? Il est utile de rappeler ici que la Thaïlande abrite 12 des 26 Instituts Confucius présents en Asie du Sud-Est, dont deux élus «Meilleur Institut Confucius de l'année» (concours mondial) en 2007 (Institut Confucius de l'Université de Khon Kaen) et 2010 (Institut Confucius de l'Université Prince of Songkla, Phuket).

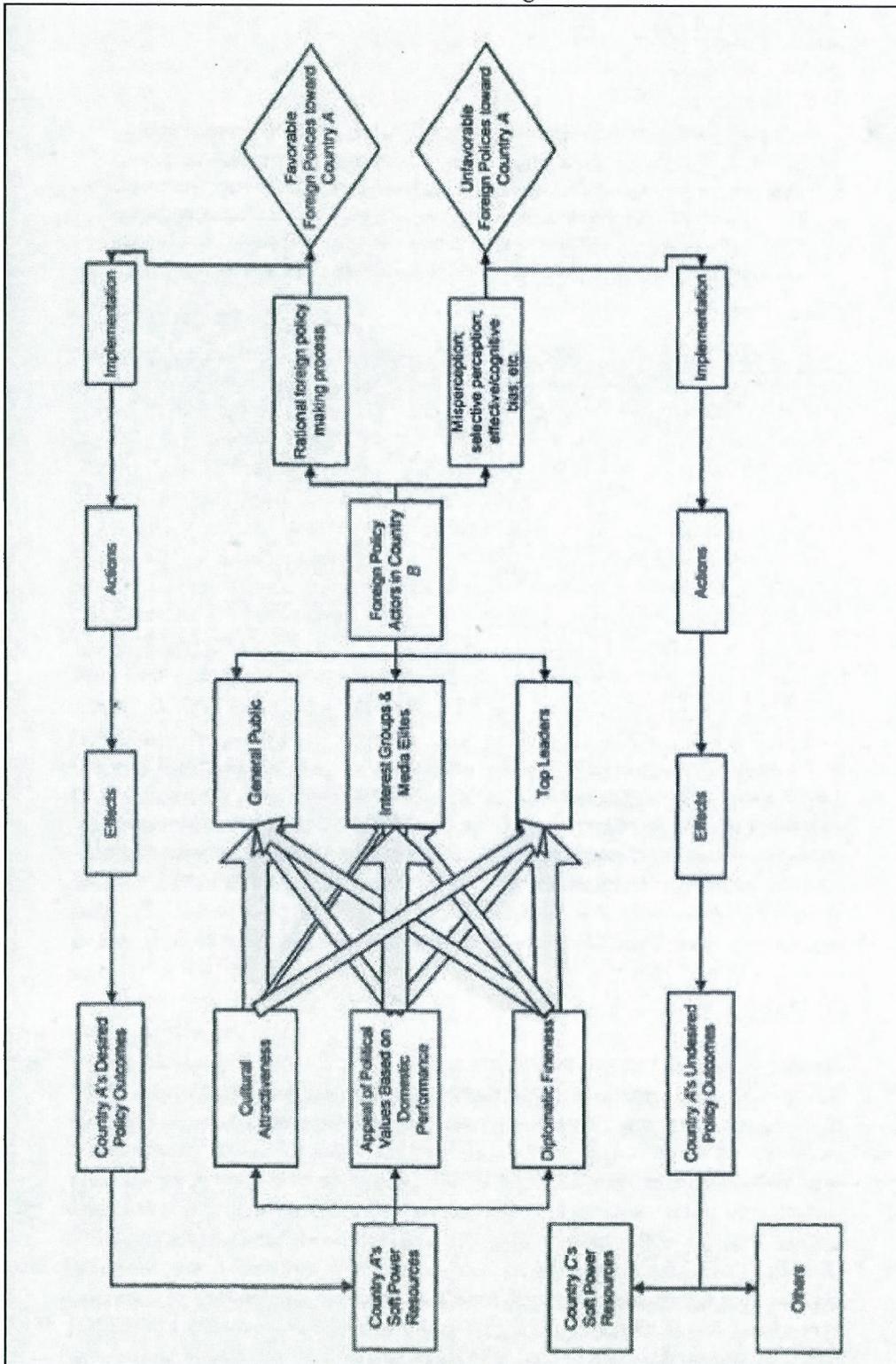
Il semble que les enjeux de soft power culturel en Thaïlande soient envisagés de façon plus large par Beijing qu'initialement estimé au début de notre recherche. Les enjeux de soft power culturel en Thaïlande ne sont pas des enjeux traditionnels : il ne s'agit pas uniquement de promouvoir la culture chinoise et le mandarin standard puisque que le pays est déjà en demande, non plus que d'améliorer l'image de la RPC dans le royaume puisque la population thaïlandaise en a déjà une représentation positive. Il s'agirait plutôt de faire de la Thaïlande un exemple de bonne coopération pour les autres pays de la région, plus réticents à accueillir des Instituts Confucius. Cet enjeu expliquerait ainsi l'importance et le caractère prestigieux des Instituts frontaliers (voir par exemple l'Institut de l'Université Mae Fah Luang à Chiang Raï, chap.3, sect. 2.1.2). De plus, il est à noter que, par le passé, la Chine a déjà utilisé la Thaïlande et leur relation spéciale comme exemple de bonne coopération : la Thaïlande a été l'un des premiers pays de la région à établir des relations diplomatiques officielles avec la Chine et elle lui a servi de «porte d'entrée» dans l'ASEAN (chap.3). Du point de vue thaï, le royaume jouit de l'excellente position de «l'intermédiaire», ce qui lui permet d'établir un partenariat véritablement gagnant-gagnant avec la Chine.

Appendix A. «Modèle de conversion des ressources de soft power en résultats».

Source :

Ding

(2008)



**Appendice C. Questionnaire distribué aux étudiants thaïis, version anglaise après modifications**

Marie-Hélène Pozzar  
Center for geopolitical studies  
Raoul Dandurand Chair of research

*How to assess a soft power strategy:  
The Case of the Promotion of  
Standard Mandarin in Thailand*

**Student's Questionnaire**

1) You are:     Man  
                   Woman

2) Age: \_\_\_\_\_

3) Your place of birth: \_\_\_\_\_

4) Place of birth of your father: \_\_\_\_\_  
Place of birth of your mother: \_\_\_\_\_

5) Language spoken: \_\_\_\_\_

6) Language spoken by your father: \_\_\_\_\_  
Language spoken by your mother: \_\_\_\_\_

7) How did you know about Confucius Institute classes?  
\_\_\_\_\_

8) Why do you want to learn mandarin?

Economic reasons (for example: working for a Chinese company, working in the tourism industry, etc.)

Cultural reasons

I plan to study in China

Other:  
\_\_\_\_\_

9) Your perception of China-Thailand relations:

Good

Ok

Bad

Other:  
\_\_\_\_\_

10a) China's impact on Thailand:

- On Thailand's economy :

- Positive
- Fair (neither positive or negative)
- Negative
- No opinion

10b) - On Thailand's culture:

- Positive
- Fair (neither positive or negative)
- Negative
- No opinion

11) For how long have you been studying in a Confucius Institute / standard mandarin: \_\_\_\_\_

12) During your studies, what have you learned about China, that striked you most?

---

---

---

13a) Since you have been taking classes in a Confucius Institute, did your opinion change about China?

- Yes
- No

13b) Please explain why:

---

---

---

**Appendice D.** Questionnaire distribué aux étudiants thaïs, version anglaise avant modifications

Marie-Hélène Pozzar  
Center for geopolitical studies  
Raoul Dandurand Chair of research

*How to assess a soft power strategy:  
The Case of the Promotion of  
Standard Mandarin in Thailand*

**Student's Questionnaire**

1) You are:     Man  
                   Woman

2) Age: \_\_\_\_\_

3) Ethnicity / Heritage:

- Thai
  - Overseas Chinese
  - Other:
- 

4) Why do you want to learn mandarin?

- Economic reasons (for example: working for a Chinese company, working in the tourism industry, etc.)
  - Cultural reasons
  - going to study in China
  - Other:
- 

5) Your perception of China-Thailand relations:

- Good
  - Ok
  - Bad
  - Other:
- 

6) China's impact on Thailand:

- On Thailand's economy :
  - Positive
  - Fair (neither positive or negative)
  - Negative
  - No opinion
  
- On Thailand's culture :
  - Positive

- Fair (neither positive or negative)
- Negative
- No opinion

7) For how long have you been studying in a Confucius Institute: \_\_\_\_\_

8) Since you've been taking classes in a Confucius Institute, did your opinion change about China?

- Yes, my opinion is more positive
- Yes, my opinion is more negative
- No, my opinion is the same

9) Please explain why:

---

---

**Appendice E. Questionnaire distribué aux étudiants thaïs, version thaïe**

Marie-Hélène Pozzar  
Center for geopolitical studies  
Raoul Dandurand Chair of research

*How to assess a soft power strategy:  
The Case of the Promotion of  
Standard Mandarin in Thailand*

แบบสอบถามสำหรับนักศึกษาสถาบันขงจื้อ

ขอความกรุณาท่านกรอกข้อมูลเป็นภาษาอังกฤษในช่องว่าง

- 1) เพศ  ชาย  
 หญิง
- 2) อายุ : \_\_\_\_\_ ปี
- 3) สถานที่เกิด : \_\_\_\_\_
- 4) สถานที่เกิดของบิดามารดา— บิดา : \_\_\_\_\_ มารดา : \_\_\_\_\_
- 5) ภาษาที่นักศึกษาสามารถพูดได้ : \_\_\_\_\_
- 6) ภาษาที่บิดามารดาสามารถพูดได้ - บิดา : \_\_\_\_\_ มารดา : \_\_\_\_\_
- 7) ท่านทราบรายละเอียดเกี่ยวกับ บัณฑิตเรียนที่สถาบันขงจื้อเปิดสอนได้อย่างไร  
\_\_\_\_\_
- 8) เหตุผลของท่านในการเลือกเรียนภาษาจีนที่สถาบันขงจื้อ:  
 เหตุผลทางเศรษฐกิจ (เช่น ทำงานในบริษัทจีน ทำงานเกี่ยวกับการท่องเที่ยว)  
 เหตุผลทางวัฒนธรรม  
 มีโครงการไปศึกษาต่อ ณ ประเทศจีน  
 อื่นๆ (โปรดระบุ) : \_\_\_\_\_
- 9) ในทัศนะของท่าน ความสัมพันธ์ระหว่างประเทศไทยและประเทศจีนอยู่ในระดับใด  
 ดี  
 ปานกลาง  
 แย่  
 อื่นๆ (โปรดระบุ) : \_\_\_\_\_
- 10) ผลกระทบของประเทศจีนที่มีต่อประเทศไทย :

10a) - ผลกระทบต่อเศรษฐกิจไทย :

- มีผลกระทบในเชิงบวก  
 ไม่มีผลกระทบ  
 มีผลกระทบในเชิงลบ

10b) - ผลกระทบต่อวัฒนธรรมไทย :

- มีผลกระทบในเชิงบวก  
 ไม่มีผลกระทบ  
 มีผลกระทบในเชิงลบ

11) ท่านเริ่มเรียนภาษาจีนที่สถาบันขงจื้อตั้งแต่เมื่อใด:

---

12) จากการศึกษาภาษาจีน ท่านคิดว่าสิ่งที่ท่านได้เรียนรู้และมีประโยชน์มากที่สุดคืออะไร

---



---

13a) นับตั้งแต่ท่านได้ศึกษาภาษาจีนที่สถาบันขงจื้อมุมมองของท่านที่มีต่อประเทศจีนเปลี่ยนไปหรือไม่:

- เปลี่ยน                       ไม่เปลี่ยน

13b) เพราะเหตุใด:

---



---



10) 中国对泰国的影响:

10a)

- 经济领域:

- 积极
- 没有影响
- 不良
- 不知道

10b)

- 文化领域:

- 积极
- 没有影响
- 不良
- 不知道

11) 你在孔子学院学习了多长时间了: \_\_\_\_\_

12) 你的学习的时间, 你最喜欢的是什么课?

---

---

13a) 自从你在孔子学院学习以来, 你对中国的看法有无改变:

- 变化
- 没有变化

13b) 请解释以下:

---

---

---

**Appendice G.** Liste des questions posées aux directeurs thaïs et chinois des Instituts Confucius lors des entrevues.

Marie-Hélène Pozzar  
Center for geopolitical studies  
Raoul Dandurand Chair of research

*How to assess a soft power strategy:  
The Case of the Promotion of  
Standard Mandarin in Thailand*

#### Entrevues semi-dirigées

- 1) Quand l'Institut Confucius a-t-il ouvert ses portes? (accord de partenariat, inauguration, ouverture)
- 2) Savez-vous pourquoi votre université a été choisie pour accueillir un Institut Confucius?
- 3) Combien de personnes travaillent actuellement à l'Institut Confucius?
- 4) Combien avez-vous d'étudiants à l'Institut? Dans les programmes de chinois de l'université? Évolution de ces nombres?
- 5) Quelles sont les activités de l'Institut Confucius? Ses spécialités? (langue, activités culturelles, cours d'histoire, de géographie, calligraphie, chinois des affaires, enseignement du chinois langue seconde, HSK, etc.). Objectif de la question : les amener à parler du matériel didactique qu'ils utilisent.
- 6) Combien d'étudiants passent le test HSK chaque année? Évolution du nombre au fil des années?
- 7) Quels sont les programmes de chinois offerts par l'université? Les étudiants vont-ils faire un / plusieurs séjours d'immersion en Chine?
- 8) Avez-vous fait face à des difficultés particulières depuis l'ouverture de l'Institut? (collaboration avec la partie thaïe / chinoise, difficultés financières, etc.)

**Appendice H.** Liste des personnes interviewées et leurs fonctions.

Entrevues effectuées en Thaïlande du 09/01/2011 au 08/03/2011

Lieu	Organisme	Date	Fonction de la personne interrogée	Nom / Initiales
Bangkok	IRASEC	12/01/2011- 17/01/2011, 28/01/2011, 7/03/2011- 10/03/2011	Chercheur CNRS - IRASEC	Jacques Ivanoff
Chiang Mai	Institut Confucius de l'Université de Chiang Mai	19/01/2011- 21/01/2011, 27/01/2011	Directeur thaï de l'Institut Confucius et directeur de la faculté des études internationales (?)	R.L.
Chiang Raï	Institut Confucius de l'Université Mae Fah Luang	24/01/2011- 26/01/2011	Directeur chinois de l'Institut Confucius	B.Y.
Chiang Raï	Institut Confucius de l'université Mae Fah Luang	24/01/2011- 26/01/2011	Professeur en résidence	
Chang Raï	Institut Confucius de l'Université Mae Fah Luang	24/01/2011- 26/01/2011	Professeur volontaire	G.Y.
Chonburi	Institut Confucius de l'Université Burapha	01/02/2011	Directeur chinois de l'Institut Confucius	M.Y.
Chonburi	Institut Confucius de l'Université Burapha	01/02/2011	Directrice thaïe de l'Institut Confucius	W.L.
Khon Kaen	Institut Confucius de l'Université de Khon Kaen	03/02/2011 07/02/2011	Directeur chinois de l'Institut Confucius	Z.J.Z.
Khon Kaen	Institut Confucius de l'université Khon Kaen	03/02/2011 07/02/2011	Professeur en résidence	
Bangkok	Institut Confucius de l'Université Bansomdej Chaopraya	09/02/2011	Directrice thaïe de l'institut Confucius	S.C.
Phuket	Institut Confucius de l'université Prince of Songkla	24/02/2011- 01/03/2011	Directeur thaï de l'Institut Confucius	S.S.
Phuket	Institut Confucius de l'Université Prince of Sonkla	24/02/2011- 01/03/2011	Directrice chinoise de l'institut Confucius	R.J.
Phuket	Institut Confucius de l'Université Prince of Songkla	24/02/2011- 01/03/2011	Professeurs volontaires	

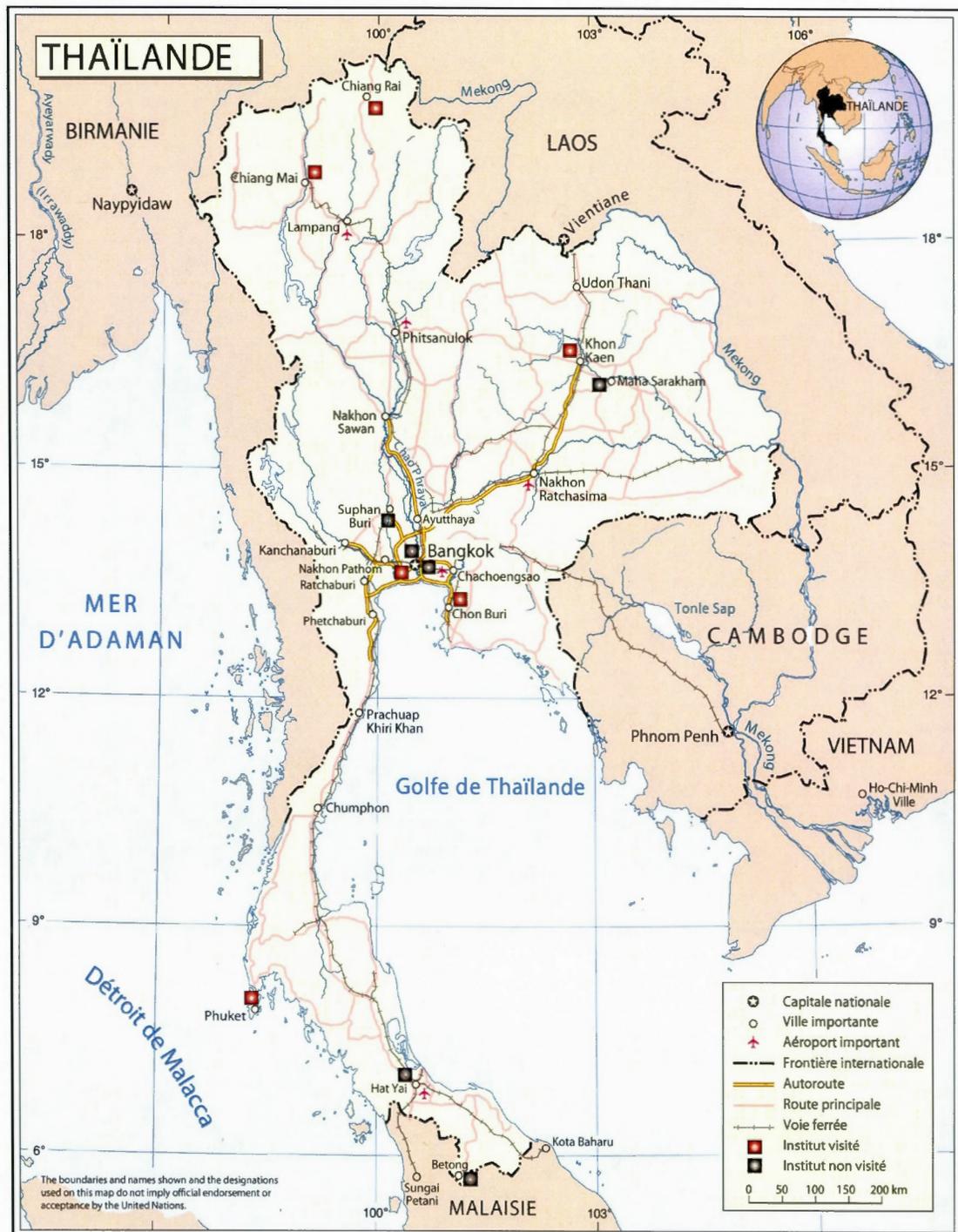
**Appendice I.** Liste des Instituts Confucius de Thaïlande.

Institut Confucius de l'Université Chulalongkorn,  
Institut Confucius de l'Université de Khon Kaen,  
Institut Confucius de l'Université Mae Fah Luang,  
Institut Confucius de l'Université de Chiang Mai,  
Institut Confucius de l'Université Bansomdej Chaopraya Rajabhat,  
Institut Confucius de l'Université Prince of Songkla (Hat Yai),  
Institut Confucius de l'Université Mahasarakham,  
Institut Confucius de l'Université Suan Dusit Rajabhat,  
Institut Confucius de la municipalité de Betong,  
Institut Confucius de l'Université Prince of Songkla (Phuket),  
Institut Confucius de l'Université Kasetsart,  
Institut Confucius de l'Université de Burapha.

Instituts Confucius visités :

Institut Confucius de l'Université de Khon Kaen,  
Institut Confucius de l'Université Mae Fah Luang,  
Institut Confucius de l'Université de Chiang Mai,  
Institut Confucius de l'Université Bansomdej Chaopraya Rajabhat,  
Institut Confucius de l'Université Prince of Songkla (Phuket),  
Institut Confucius de l'Université de Burapha.

## Appendice J – Répartition des Instituts Confucius en Thaïlande.



Fond cartographique : No. 3853 Rev. 2 UNITED NATIONS  
Sources : Hanban et Marie-Hélène Pozzar 2011

Department of Field Support  
Cartographic Section

## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

### Monographies et chapitres de livres

Battistella, Dario. 2006. *Théorie des relations internationales*, 2<sup>e</sup> éd. Paris : Presses de Science Po., 588 p.

Beaud, Jean-Pierre. 1997. «L'échantillonnage». In *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données*, 3<sup>e</sup> éd. rév. sous la dir. de B. Gautier. p.187-188. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Beaud, Michel. 2006. *L'art de la thèse : comment préparer et rédiger un mémoire de master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du Net*. Coll. «Grands repères». Paris: La Découverte, 202p.

Beaud, Stéphane et Florence Weber. 2010. *Guide de l'enquête de terrain*. 4<sup>e</sup> éd. augm. Coll. «Grands repères». Paris: La Découverte, 336p.

Bially Mattern, Janice. 2007. «Why "Soft Power" isn't so Soft: Representational Force and Attraction in World Politics». In *Power in world politics* sous la dir. de Felix Berenskoetter et M.J. Williams, p.98-119. London/New York: Routledge.

Berenskoetter Felix. 2007. «Thinking about power». In *Power in world politics* sous la dir. de Felix Berenskoetter et M.J. Williams, p.1-22. London/New York: Routledge.

Cabestan, Jean-Pierre. 2010. *La politique internationale de la Chine*. Paris : Les presses de Sciences Po, 460p.

Courmont, Barthélémy. 2009. *Chine, la Grande Séduction*. Paris : Choiseul, 200p.

Ding, Sheng. 2008. *The Dragon's Hidden Wings: How China Rises with Its Soft Power*. Lanham, MD: Lexington Books, 197p.

Dover, Stéphane (dir. publ). 2001. *Thaïlande Contemporaine*. Paris : IRASEC, L'Harmattan, 438p.

Dubus, Arnaud. 2009. «Thaïlande : Le combat des chefs». In *L'Asie du Sud Est : Les événements majeurs de l'année* sous la dir. de Arnaud Leveau, p.226-238. Bangkok : IRASEC.

Giroux, Sylvain et Ginette Tremblay. 2009. *Méthodologie des sciences humaines*, 3<sup>e</sup> éd. Saint Laurent : Éditions du Renouveau Pédagogique Inc., 324p.

Glaser, Bonnie et Melissa Murphy. 2009. «Soft Power with Chinese Characteristics : The Ongoing Debate». In *Chinese Soft Power and Its Implications for the United-States : Competition and Cooperation in the Developing World : A Report of the CSIS Smart Power*

- Initiative*, sous la dir. de Carola McGiffert, p.10-27. Washington: Center for Strategic and International Studies (CSIS).
- Kurlantzick, Joshua. 2007. *Charm Offensive: How China's Soft Power is Transforming the World*. New Haven (CT) : Yale University Press, 197p.
- Lampton, David M. 2008. *The Three Faces of Chinese Power: Might, Money, and Minds*. Berkeley: University of California Press, 362p.
- Lehman, Edward W. 1977. *Political Society: A Macrosociology of Politics*. New York: Columbia University Press, 247p.
- Leveau Arnaud. 2003. *Le destin des fils du dragon – L'influence de la communauté chinoise au Viêt Nam et en Thaïlande*. Paris : IRASEC, L'Harmattan, 288p.
- Leveau, Arnaud (dir. publ.), Jacques Ivanoff, Hinshiranan Arunotai Narumon, Olivier Ferrari. 2010. *Thaïlande : Aux origines d'une crise*. Coll. «Les carnets de l'IRASEC», no.13. Bangkok : IRASEC, 115p.
- Lukes Steven. 2007. «Power and the Battle for Hearts and Minds: On the Bluntness of Soft Power». In *Power in world politics* sous la dir. de Felix Berenskoetter et M. J. Williams, p.83-97. London/New York: Routledge.
- McGiffert, Carola (dir.). 2009. *Chinese Soft Power and Its Implications for the United-States : Competition and Cooperation in the Developing World: A Report of the CSIS Smart Power Initiative*. Washington: Center for Strategic and International Studies (CSIS), 137p.
- Macleod, Alex, Évelyne Dufault et Frédéric Guillaume Dufour. 2004. *Relations Internationales – Théories et concepts*. 2<sup>e</sup> éd. rev. et augm. Montréal : Éditions Athéna, 301p.
- Macleod, Alex et Dan O'meara (dir. publ.). 2007. *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*. Montréal : Athéna Éditions, 515p.
- Mitchell Derek J. et Brian Harding. 2009. «China and Southeast Asia». In *Chinese Soft Power and its Implications for the United States : Competition and Cooperation in the Developing World : A Report of the CSIS Smart Power Initiative*, sous la dir. de Carola McGiffert, p.77-96. Washington: Center for Strategic and International Studies (CSIS).
- Nye, Joseph S. 1988. *Bound to Lead: the Changing Nature of American Power*. New York: Basic Books, 307p.
- Nye, Joseph S. 2004. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York: Public Affairs, 191p.
- Nye, Joseph S. 2007. «Notes for a soft power research agenda». In *Power in world politics* sous la dir. de Felix Berenskoetter et M. J. Williams, p.162-172. London/New York: Routledge.

Payette, Jean-François et Julie Horn. 2007. *Guide de méthodologie en science politique à l'usage des étudiants de cycle supérieurs*. Montréal : Centre Paolo Freire, 147p.

Ratanaporn, Dhammakosol. 2007. «Political influences of the Chinese communities». In *Investigating the grey areas of the Chinese communities in Southeast Asia*, sous la dir. de Arnaud Leveau, p.47-59, Coll. «Occasional Papers». Bangkok: IRASEC.

Strange, Susan. 1988. *States and Market*. New York: Basil Blackwell, 280p.

Yee, Herbert S. (dir.publ.). 2011. *China's rise – Threat or Opportunity*. London/New York: Routledge, 306p.

Zheng, Denise E. 2009. «China's Use of Soft Power in the Developing World: Strategic Intentions and Implications for the United States», dans McGiffert, Carola (dir.). *Chinese Soft Power and Its Implications for the United-States – Competition and Cooperation in the Developing Word : A Report of the CSIS Smart Power Initiative*, p.1-10. Washington: Center for Strategic and International Studies (CSIS),

#### Articles scientifiques

Barnett, Michael. et Raymond Duvall. 2005. «Power in International Politics». *International Organization*, no 59, p.39-75.

Chachavalpongpun, Pavin. 2009. «Diplomacy under Siege Thailand's Political Crisis and the Impact on Foreign Policy». *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International and Strategic Affairs*, vol. 31, no 3, p.447-467.

Chambers, Michael. 2005. «The Chinese and the Thais are Brothers': the evolution of the Sino-Thai friendship». *Journal of Contemporary China*, vol. 14, no 45, p.599-629.

Ding, Sheng et Robert. A. Saunders. 2006. «Talking Up China: An Analysis of China's Rising Cultural Power and Global Promotion of the Chinese Language». *East Asia*, vol. 23, no 2, p.3-33.

Ding, Sheng et Yanzhong Huang. 2006. «Dragon's Underbelly: an Analysis of China's Soft Power». *East Asia*, vol. 23, no 4, p.22-44.

Ding, Sheng. 2008. «To Build a Harmonious world: China's Soft Power Wielding in the Global South». *Journal of Chinese Political Science*, vol. 13, no 2, p.193-213.

Ding, Sheng. 2010. «Analysing Rising Power from the Perspective of Soft Power: a new look at China's rise to the status quo power». *Journal of Contemporary Asia*, vol. 19, no 64, p.255-272.

Douglas, Stephen A. 1997. «Political dynamics of the Diaspora: The Chinese in Southeast Asia». *Asian Journal of Political Science*, vol. 5, no 2, p.37-48.

- Fan, Ying. 2008. «Soft Power: Power of attraction or power of confusion?». *Place Branding and Public Diplomacy*, vol. 4, no 2, p.147-158.
- Formoso, Bernard. 2006. «Thaksin et le roi : À propos des évènements récents en Thaïlande». *La Lettre de l'AFRASE*, no. 69 (décembre), p.3-5.
- Gill, Bates et Yanzhong Huang. 2006. «Sources and Limits of Chinese Soft Power». *Survival*, vol.48, no 2, p.17-36.
- Gill, Jeffrey. 2008. «The promotion of Chinese Language Learning and China's Soft Power». *Asian Social Science*, Vol.4, no.10, p.116-122.
- Glaser, Bonnie S. et Evan S. Medeiros. 2007. «The Changing Ecology of Foreign Policy Making in China: The Ascension and Demise of the Theory of Peaceful Rise». *China Quarterly*, vol. 190 (juin), pp.291-310.
- Hewinson, Kevin. 2010. «Thaksin Shinawatra and the reshaping of Thai politics». *Contemporary Politics*, vol.16, no 2, p.119-133.
- Hsiao, Russell et Alan Yang. 2008. «Transformations in China's Soft Power toward ASEAN». *China Brief*, vol. 8, no 22, p.11-15.
- Kurlantzick, Joshua. 2006. «China's Charm Offensive in Southeast Asia». *Current History*, (septembre), p.270-276.
- Lai, Hongyi. 2006. «China's Cultural Diplomacy: Going for Soft Power». *EAI Background Brief*, no 308 (octobre), p.1-12.
- Lam, Willy. 2009. «Chinese State Media Goes Global: A Great Leap Outward for Chinese Soft Power?». *China Brief*, vol. 9, no 2, p.2-4.
- Lee, Jung-Nam. 2009. «China's soft power in East Asia: an estimation based on the outcome of survey of six countries». *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol.21, no.2 (juin), p.185-204.
- Li, Mingjiang. 2008b. «China Debates Soft Power». *Chinese Journal of International Politics*, vol. 2, no 2, p.287-308.
- Narayanan, Raviprasad. 2007. «The Chinese Discourse on the 'Rise of China'». *Strategic Analysis*, vol. 31, no 4, p.645-663.
- Nye, Joseph S. 1990a. «Soft Power». *Foreign Policy*, no 80, p.153-171.
- Nye, Joseph S. 1990b . «The Changing Nature of World Power». *Political Science Quarterly*, vol. 105, no.2, p.177-192.
- Nye, Joseph S. 1997. «China's Re-emergence and the Future of the Asia-Pacific». *Survival*, vol. 39, no 4, p.65-79.

- Nye Joseph S. 2008. «Public Diplomacy and Soft Power». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, no 616, p.94-109.
- Murphy, Ann Marie. 2010. «Beyond Balancing and Bandwagoning: Thailand's Response to China's Rise». *Asian Security*, vol. 6, no 1, p.1-27.
- Pang, Zhongying. 2006. «On China's Soft Power». *International Review*, vol. 42, p.1-14.
- Paradise, James F. 2009. «The role of Confucius Institutes in Bolstering Beijing's Soft Power». *Asian Survey*, vol. 49, no 4, p. 647-669.
- Pongsudhirak, Thitinan. 2008. «Thailand Since the Coup». *Journal of Democracy*, vol. 19, no 4, p.140-153.
- Pozzar, Marie-Hélène. 2011. «Le soft power chinois en Asie du Sud-Est: l'exemple de la Thaïlande». *Monde Chinois : Nouvelle Asie*, no.25, p43-48.
- Prasirtsuk, Kitti. 2010. «Thailand in 2009 : Colored by Turbulence». *Asian Survey*, vol. 50, no 1, p. 203-210.
- Schmidt, Brian C. 2005. «Competing Realist Conceptions of Power». *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 33, no.3, pp.523-549.
- Starr, Don. 2009. «Chinese Language Education in Europe: the Confucius Institutes». *European Journal of Education*, vol. 44, no 1, p.65-82.
- Suzuki, Shogo. 2009. «Chinese Soft Power, Insecurity Studies, Myopia and Fantasy». *Third World Quarterly*, vol. 30, no 4, p.779-793.
- Tejapira, Kasian. 2009. «The misbehaving jeks: the evolving regime of Thainess and Sino-Thai challenges». *Asian Ethnicity*, vol.10, no 3, p. 263-283.
- Teo, Chu Cheow Eric. 2004. «La Chine, soft power régional». *Politique Étrangère*, vol. 69, no 4, p.807-819.
- Wang, Hongying. 2003. «National Image Building and Chinese Foreign Policy». *China: An International Journal*, vol. 1, no 1, p.46-72.
- Wang, Hongying et Yeh-Chung Lu. 2008. «The Conception of Soft Power and its Policy Implications: a comparative study of China and Taiwan». *Journal of Contemporary China*, vol. 17, no 56, p.425-447.
- Wang, Huning. 1993. «Culture as National Power: Soft Power». *Journal of Fudan University*, no 3, p.23-28. 作为国家实力的文化, 软权力, 复旦大学学报.

Wuthnow, Joel. 2008b. «The Concept of Soft Power in China's Strategic Discourse». *Issues & Studies*, vol. 44, no 2, p.1-28.

Yan Xuetong. 2006. «The Rise of China and its Power Status». *Chinese Journal of International Politics*, vol. 1, no 1, p.5-33.

Yang, Rui. 2010. «Soft power and Higher Education: An examination of China's Confucius Institutes». *Globalization, Societies and Education*, vol. 8, no 2, p.235-245.

Young, Nam Cho et Ho Jeong Jong. 2008. «China's Soft Power : Discussions, Resources and Prospects». *Asian Survey*, vol. 48, no 3, p.453-472.

### **Publications gouvernementales**

Hanban, Representative Office of the Hanban of the People's Republic of China in the Kingdom of Thailand et Ministry of Education of Thailand, Commission of Higher Education. 2008. *Confucius Institutes in Thailand*, Bangkok: Darnsutha Press, 74p.

United States Senate, Congressional Research Service for the Committee on Foreign Relations. 2008. *China's Foreign Policy and Soft Power in South America, Asia and Africa*. Washington: U.S Government Printing Office, 139p.

### **Articles de journaux et dépêches d'agence**

«China's enhances national image on cultural front». *People's Daily Online*, [http://english.-people.com.cn/90001/90782/90873/6335367.html](http://english.people.com.cn/90001/90782/90873/6335367.html), page consultée le 9 avril 2008.

«Hu Jintao Calls for Enhancing 'Soft Power' of Chinese Culture». *Xinhuanet.com*, 15 octobre, [http://news.xinhuanet.com/english/2007-10/15/content\\_6883748.htm](http://news.xinhuanet.com/english/2007-10/15/content_6883748.htm). Page consultée le 14 janvier 2010.

Kellner, Thierry et Thomas Bondiguel. 2010. «Chine: l'impact des think tank chinois spécialisés en relations internationales sur la politique étrangère de Pékin». [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), page consultée le 12 juin 2011.

Meyer, Claude. 2010. «Shanghai 2010, vitrine d'une Chine conquérante», *Le Monde.fr*, 11 mai. Page consultée le 11 mai 2010.

Nye, Joseph S. 2005. «The Rise of China's Soft Power». *Wall Street Journal Asia*, 29 décembre.

«Soft power, a new focus at China's "two sessions"». Embassy of the People's Republic of China in the United States of America, 03 mars 2007. En ligne: <http://www.china-embassy.org/eng/xw/t303537.htm>, page consultée le 15 janvier 2010.

### **Sites Internet**

«China». *CIA World Fact Book*,

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>. Page consultée le 28 avril 2010.

«Confucius Institute in the World». *Confucius Institute Online*, <http://www.chinese.cn/>, [http://college.chinese.cn/en/node\\_1979.htm](http://college.chinese.cn/en/node_1979.htm), page consultée de 28 avril 2010, [http://english.hanban.org/node\\_7719.htm](http://english.hanban.org/node_7719.htm), page consultée le 30 avril 2010, [http://english.Hanban.org/node\\_10971.htm](http://english.Hanban.org/node_10971.htm), page consultée le 10 mars 2011,

Forum Asiatique de Boao : <http://www.boaoforum.org/html/home-en.asp>.

«Notion». *Encyclopædia Universalis*. <http://www.universalis-edu.com/cles.php>. Page consultée le 31 octobre 2011.

Pierrebourg, Fabrice. 2009. «À quoi servent vraiment les Instituts Confucius?» <http://fabricedepierrebourg.org/fr/2009/09/a-quoi-servent-vraiment-les-instituts-confucius/>, page consultée le 18 juin 2011.

Unesco. 2002. «*Diversité culturelle – Patrimoine commun, Identités plurielles*». <http://unesdoc.unesco.org>, page consultée le 3 novembre 2010, 110p.

#### **Autres publications (think tank, universités, etc.)**

Boisseau Du Rocher, Sophie. 2009. «Amazing Thailand: Fin ou transition de crise en Thaïlande?». *Memo – Asia Centre Conference Series*, 6 janvier, p.1-4.

Duvigneau, Hélène. 2010. «Instituts Confucius». *Connexions : Le magazine de la chambre de commerce et d'industrie française en Chine*, no 53 (mars).

Hamlin Tim. 2008. «Confucius Institute and Chinese Soft Power in Southeast Asia». Washington: The Henry L. Stimson Center, 3 avril.

Li, Mingjiang. 2008a. «Soft Power in Chinese Discourse: Popularity and Prospect». Rajaratnam School of International Studies (RSIS). Working Paper no.165, (septembre), 37p.

Petcharat, Charoen. 2008. «A study on the situation of Chinese teaching at senior high school level in Chiang Mai province». Research Paper, Chinese Division, Faculty of Humanity, Chiang Mai University.

Ramo, Joshua Cooper. 2004. *The Beijing Consensus*. Londres: The Foreign Policy Center, 79p.

Wuthnow, Joel. 2008a. «The Concept of Soft Power in China's Strategic Discourse». Prepared for the Graduate Student Conference, Political Science Department Columbia, p.1-36.